



Rapport statistique
Exercice 2017

**MOBILITÉ
INTERNATIONALE
LES DONNÉES
DE LA PROTECTION
SOCIALE**



POUR INFORMATION



Ce rapport est disponible sur deux supports :

_ **La version intégrale** (données globales pour tous les risques et pays, plus, transférable sur fichiers Excel, le détail par régimes de sécurité sociale) **téléchargeable sur le site du Cleiss.**

_ **La version « synthétique »** diffusée sur plaquette, contenant les données ci-dessus, à l'exception du détail par régimes.

Les icônes :

  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une version détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.

  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.

Pour toute demande relative à notre publication

Contactez defs@cleiss.fr

Pour toute autre information

Consultez le site du Cleiss : www.cleiss.fr

Rapport statistique
Exercice 2017

**MOBILITÉ
INTERNATIONALE
LES DONNÉES
DE LA PROTECTION
SOCIALE**

AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

Quels sont les pays visés ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- _ **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse;
- _ **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

À noter: contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques, les accords bilatéraux ne sont pas uniformes et couvrent des droits de nature différente suivant les pays signataires.

Quelles sont les personnes concernées par ces textes ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large: l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux ressortissants de l'un ou l'autre État qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.

Thématiques abordées dans ce rapport

- _ En matière de paiements de prestations: les remboursements de soins de santé (et les contrôles médicaux), les prestations en espèces, les prestations familiales, les pensions, rentes et allocations et les prestations chômage versées dans le cadre de la mobilité internationale des assurés.
- _ En matière de législation applicable, concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données de la Cnam (la base d'informations XI regroupant les formulaires européens A1 émis par les CPAM), et procède plus largement depuis plus d'une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français. Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse.**

Depuis trois ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France: on parle alors de **détachements ou de pluriactivité* « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France.** Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles, et complétées, pour quelques pays, par les données collectées via la base Sirdar du Cleiss. En matière de pluriactivité*, les données ne sont pas disponibles par pays. Afin de mesurer ce phénomène, une analyse globale est réalisée pour les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays à convention bilatérales, les décrets de coordination ou dans le cadre de législation interne.

- _ Dans le cadre de la réciprocité des accords, les flux financiers en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- _ Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)

SOMMAIRE

Introduction	4
--------------	---

PARTIE 1/ SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

Les créances et les dettes présentées	14
Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France	22
Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination	34
Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux	51

PARTIE 2/ PRESTATIONS FAMILIALES

Synthèse	56
Règlements européens	60
Accords internationaux	64

PARTIE 3/ RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

Avant-propos	70
Synthèse	71
Règlements européens	74
Accords internationaux	92
Pays hors conventions	110

PARTIE 4/ ASSURANCE CHÔMAGE

Règlements européens	114
----------------------	-----

PARTIE 5/ LÉGISLATION APPLICABLE

Avant-propos	116
Règlements européens	120
Accords internationaux	133
Pays hors conventions	136

PARTIE 6/ FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens	140
----------------------	-----

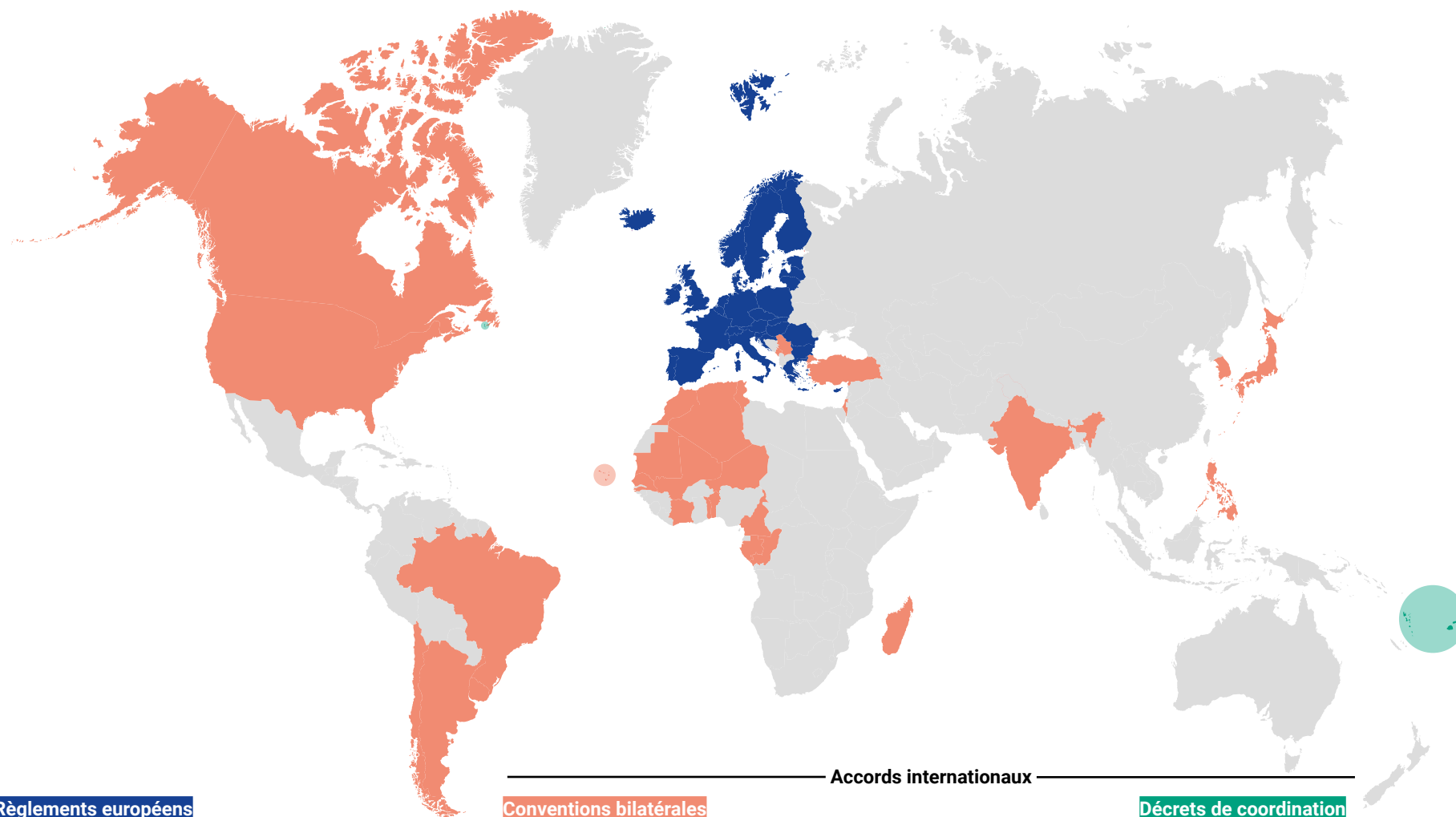
PARTIE 7/ MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Les travailleurs étrangers entrés en France	144
Immigration familiale	150
Les Français à l'étranger	154

Glossaire et sources	161
-----------------------------	------------

INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde



Règlements européens

Allemagne	Finlande	Lituanie	Roumanie
Autriche	France	Luxembourg	Royaume-Uni
Belgique	Grèce	Malte	Slovaquie
Bulgarie	Hongrie	Norvège	Slovénie
Chypre	Irlande	Pays-Bas	Suède
Croatie	Islande	Pologne	Suisse
Danemark	Italie	Portugal	
Espagne	Lettonie	République	
Estonie	Liechtenstein	Tchèque	

Conventions bilatérales

Algérie	Cap-vert	Guernesey,	Madagascar	Saint-Marin
Andorre	Chili	Aurigny, Herm,	Mali	Sénégal
Argentine	Congo	Jethou	Maroc	Serbie
Bénin	(brazzaville /	Inde	Mauritanie	Togo
Bosnie-	Rép. du)	Israël	Monaco	Tunisie
Herzégovine	Corée du sud	Japon	Monténégro	Turquie
Brésil	Côte d'Ivoire	Jersey	Niger	Uruguay
Cameroun	États-Unis	Kosovo	Philippines	
Canada	Gabon	Macédoine	Québec	

Accords internationaux

Décrets de coordination

Nouvelle-Calédonie
Polynésie française
Saint-Pierre-et-Miquelon

État au 31 décembre 2017 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
I - Règlements européens													
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/2010	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui*	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	* Choix effectué par chaque institution compétente
Islande		01/06/2012											
Norvège		01/06/2012											
Liechtenstein + Suisse		01/06/2012											
		01/04/2012											
II - Accords internationaux													
A - Conventions bilatérales													
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux.
Argentine	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France- Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁴	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur
Canada	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	

État au 31 décembre 2017 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									Observations	
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Cap-Vert	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	TFA	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Congo	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Corée du Sud	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
Guernesey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Jersey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁵	06/02/2013	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Macédoine	Échanges de lettres en 1995 ⁶	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	

État au 31 décembre 2017 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Monténégro	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Sénégal	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal *** Travailleur français détaché au Sénégal.

État au 31 décembre 2017 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite et fin)

Pays	Texte de base		Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	Observations
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Serbie	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Togo	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
Tunisie	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
B - Décrets de coordination													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre-et-Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs; F = Famille; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

1. Familles restées dans le pays d'origine du travailleur.

2. Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens.

3. Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire.

4. Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

5. Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

6. Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

7. Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

N.B. :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jéthou et Jersey.

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés. Les règlements européens 883/2004 et 987/2009 s'appliquent aussi bien aux salariés et non-salariés.

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2017 se présente en sept parties :

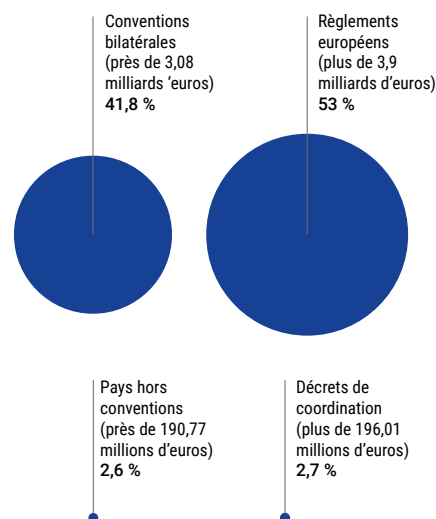
- les soins de santé et les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP,
- les prestations familiales,
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraites complémentaires,
- l'assurance chômage,
- la législation applicable (Détachements de travailleurs, pluriactivité, accords exceptionnels),
- les flux financiers étranger > France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens) et réciproquement,
- les mouvements migratoires.

Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2017, près de **7,37 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 7,31 milliards d'euros en 2016, soit une hausse de près de 0,7 %, représentant près de 50,23 millions d'euros.

Cette évolution s'explique essentiellement par les soins de santé - contrôles médicaux (+ 125,72 millions d'euros), et dans une bien moindre mesure les prestations familiales et pensions d'invalidité (+ 2,82 millions d'euros); l'ensemble des autres prestations versées en 2017 cumulant une diminution de 78,31 millions d'euros.

Répartition des paiements réalisés par la France en 2017



Cette répartition par zones géographiques est quasi identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2008. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2017 du présent rapport, la Direction des Études Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté, contrôlé puis enfin consolidé les données en provenance des organismes suivants :

- _ Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA);
- _ Caisse des Dépôts - Retraite des Mines;
- _ Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS), Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE) pour le compte de la Cnam (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie);
- _ Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au travail (Carsat) pour le compte de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (Cnav),
- _ les Caisses d'Allocations Familiales (Caf) pour le compte de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf);
- _ Établissement National des Invalides de la Marine (Enim);
- _ GIE AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire);
- _ Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN);
- _ Professions Libérales;
- _ Sécurité Sociale des Indépendants;
- _ Les régimes spéciaux, dont : Banque de France, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes (Cavimac), Caisse de Retraites des Personnels de l'Opéra National de Paris, Caisse de Retraite du Personnel de la Comédie Française, Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN), Caisse Nationale des Industries Électriques et gazières (Cnieg), RATP et SNCF.

N.B.: les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible.

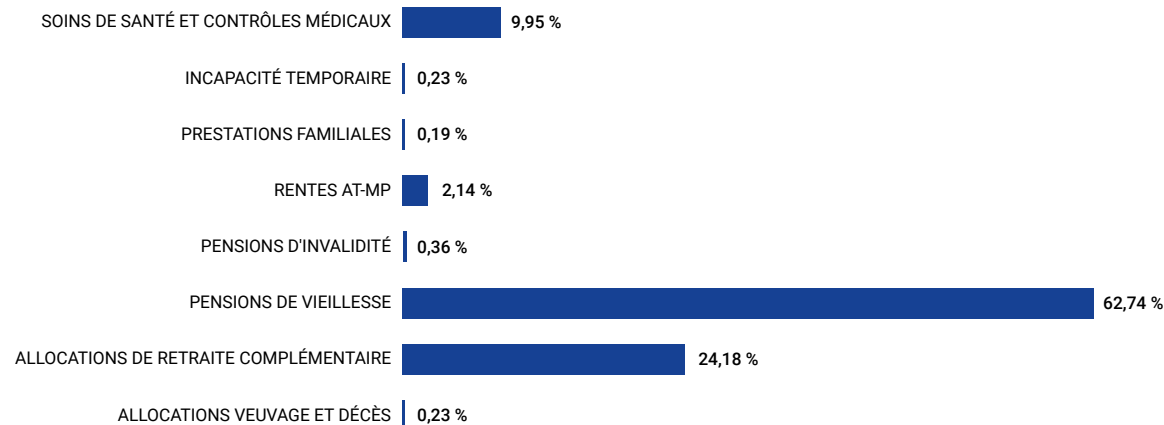
S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les États européens.

Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

Type d'accord	Montants en euros									%
	Soins de santé et contrôles médicaux	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL	
Règlements européens	510 176 224	13 628 832	10 224 280	84 907 850	19 201 895	2 304 399 008	957 084 997	866 521	3 900 489 606	52,96
Conventions bilatérales	131 387 892	2934 133	4 050 252	70 508 011	5 468 680	2 183 909 845	663 682 439	15 846 279	3 077 787 530	41,79
Décrets de coordination	80 668 887	14 730	1 946	62 709	114 299	30 287 863	84 843 792	12 591	196 006 818	2,66
Pays hors conventions	10 222 851			2 075 836	1 408 387	102 027 550	75 015 288	16 734	190 766 646	2,59
Total 2017¹	732 455 854	16 577 695	14 276 479	157 554 406	26 193 260	4 620 624 266	1 780 626 516	16 742 125	7 365 050 600	100,00
Total 2016	606 734 674	16 689 098	12 934 032	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 822 956	
% évolution	20,72	-0,67	10,38	-2,89	5,96	-0,98	-1,10	-32,23	0,69	

1. Les données « allocations de veuvage » de la Cnav sont incomplètes car elles ne prennent pas en compte tous les nouveaux dossiers rentrés dans le nouvel outil déployé début 2017.

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2017



En 2017, près de 7,37 milliards d'euros ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale dont elle est partie ou de sa propre législation nationale, soit une augmentation de 50,23 millions d'euros par rapport à 2016 (+ 0,69%). Cette stabilité des paiements français est la conséquence de 2 phénomènes inverses :

- le dynamisme des remboursements des dépenses des soins de santé et contrôles médicaux (+ 125,72 millions d'euros)
- la diminution des paiements consacrés aux postes « retraite » (- 65,34 millions d'euros), « allocations veuvage et décès » (- 7,96 millions d'euros) et « rentes d'AT-MP » (- 4,69 millions d'euros).

Par ailleurs, le poste « retraite » regroupe à lui seul près de 87 % des flux financiers vers l'étranger (63 % pour les pensions de vieillesse et 24 % pour les allocations de retraite complémentaire).

Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2008 à 2017

Année	Soins de santé et contrôles médicaux	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	Total
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 323	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 695
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011 ¹	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994
2015	683 560 073	16 376 197	14 177 431	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 401 368 860
2016	606 734 674	16 689 098	12 934 032	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 822 956
2017 ²	732 455 854	16 577 695	14 276 479	157 554 406	26 193 260	4 620 624 266	1 780 626 516	16 742 125	7 365 050 600
2008 à 2017	5 343 609 104	177 167 657	141 722 303	1 686 477 683	254 799 650	44 639 892 141	16 030 571 489	192 789 201	68 467 029 227
Taux d'évolution annuel moyen (2008/2017)	9,6 %	-1,9 %	0,4 %	-1,3 %	-1,7 %	1,4 %	3,1 %	0,8 %	2,3 %

1. Depuis 2011, le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements).

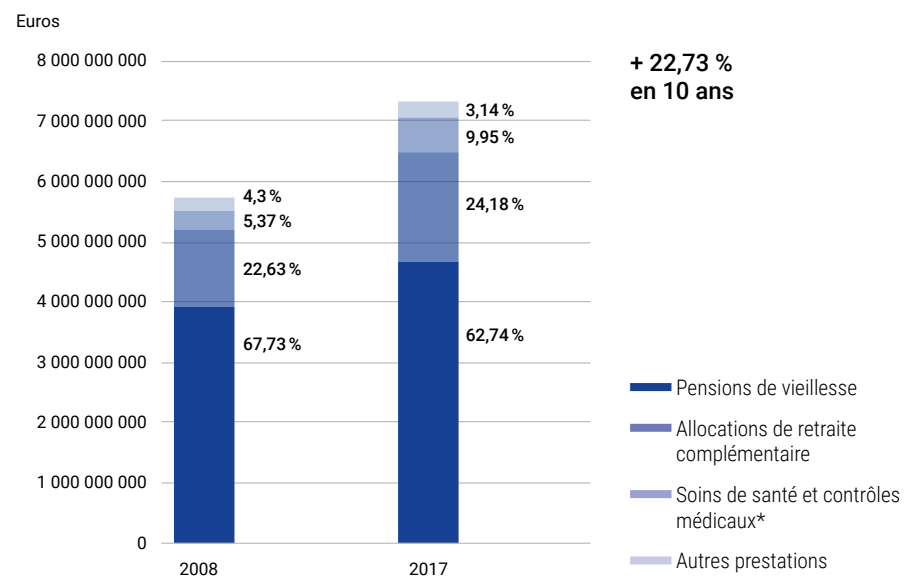
2. Les données « allocations de veuvage » de la CNAV sont incomplètes car elles ne prennent pas en compte tous les nouveaux dossiers rentrés dans le nouvel outil déployé début 2017.

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 6 à près de 7.37 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2,3 % par an.

L'historique et le graphique ci-contre permettent de faire les observations suivantes :

_ la répartition des paiements par types de prestations servies reste relativement stable sur la décennie. En autres, le poste consacré à la retraite (pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire) continue à peser prioritairement sur les dépenses françaises (90 % en 2008 contre 87 % en 2017).

_ le poste relatif aux soins de santé se distingue particulièrement des autres postes de paiements avec une évolution annuelle moyenne de + 9,6%. Il convient toutefois de nuancer cette hausse dans la mesure où le périmètre retenu pour la prise en compte des paiements de soins de santé était plus restreint en 2008 qu'en 2017 (voir renvoi 1).





Soins de santé Maladie AT-MP

Les créances et dettes présentées

Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France

Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination

Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux	51

TOUS TYPES D'ACCORDS

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux États concernés.

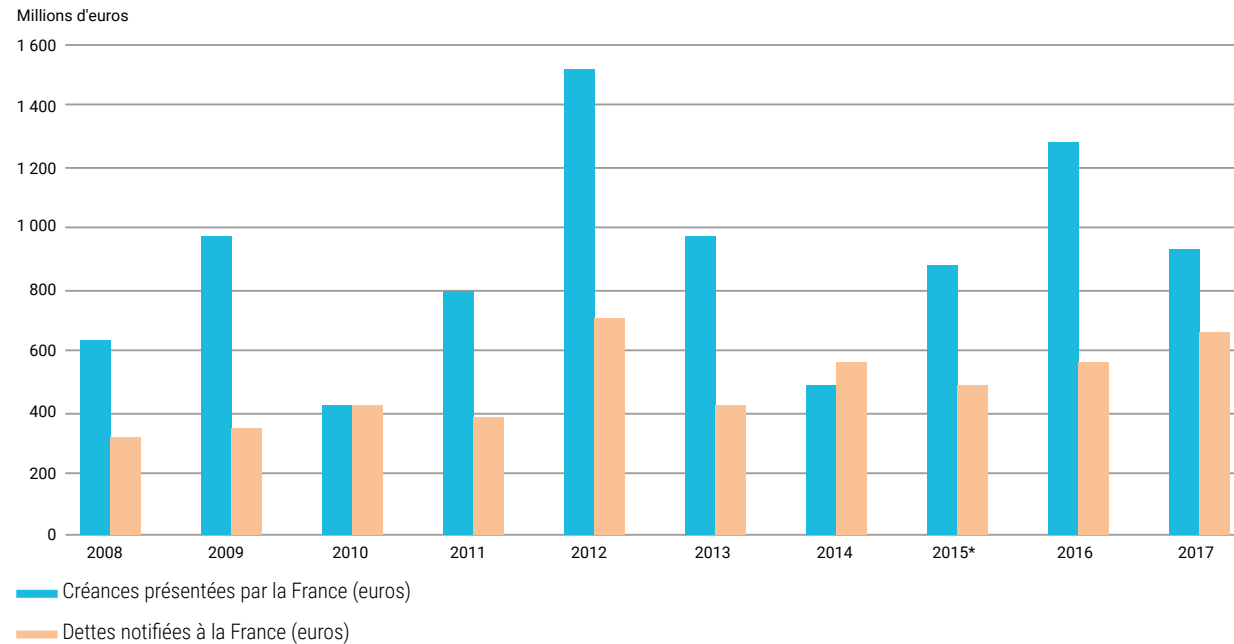
Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le « risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles » ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

Créances et dettes présentées ces 10 dernières années, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale

Année	Créances présentées par la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Dettes notifiées à la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Solde	% évolution (N/N-1)
2008	646 585 719		314 654 940		331 930 779	
2009	968 006 485	49,71	333 718 575	6,06	634 287 910	91,09
2010	417 404 896	-56,88	401 363 840	20,27	16 041 056	-97,47
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
2015 *	856 258 728	74,76	473 886 246	-13,31	382 372 481	774,40
2016	1 259 499 833	47,09	552 482 732	16,59	707 017 101	84,90
2017	916 835 232	-27,21	648 891 420	17,45	267 943 812	-62,10
dont UE-EEE-Suisse	857 367 074		390 080 897		467 286 177	
dont hors UE-EEE-Suisse	59 468 158		258 810 522		-199 342 364	

* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque-là assurées par le Cleiss.

Évolution des créances et dettes présentées entre 2008 et 2017



* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque-là assurées par le Cleiss

En 2017, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 267,94 millions d'euros.

Ce solde se compose de deux situations financières opposées : d'une part la France est un pays clairement créancier vis-à-vis de ses partenaires européens ; d'autre part, et à l'inverse, la France apparaît comme débitrice envers les pays ou territoires signataires d'une convention bilatérale ou d'un décret de coordination en matière de sécurité sociale.

Par ailleurs, ce solde marque un ralentissement par rapport à celui observé en 2016.

En 2017, les créances présentées sont constituées des dépenses enregistrées au cours du 2^e semestre 2016 et du 1^{er} semestre 2017, ainsi que des apurements de comptes lors de commissions mixtes avec l'Algérie, la Serbie et la Turquie.

En outre, en 2017, 93,5% des créances présentées et 60,1% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.

Créances et dettes présentées de 2010 à 2017

Pays	2017		2016		2015		2014	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	105 453 096	27 862 603	152 493 229	40 053 949	105 538 264	43 699 123	55 057 579	32 276 346
Autriche	1 445 991	2 870 624	1 927 040	3 941 416	1 742 059	3 005 094	719 730	2 568 628
Belgique	172 979 200	138 957 238	245 411 615	129 738 717	160 714 020	132 499 632	84 113 632	129 829 921
Bulgarie	4 991 381	14 515	9 565 553	62 749	5 279 087	11 543	2 230 857	60 467
Chypre	1 447 687	33 222	498 350	33 177	91 789	18 415	14 705	11 738
Croatie	360 089	592 926	735 504	528 353	254 381	486 615	41 206	129 597
Danemark	5 577 883	196 286	9 204 783	139 282	5 909 731	82 615	3 193 885	8 163
Espagne	18 505 610	96 951 469	32 196 526	89 221 718	22 218 973	87 831 753	10 001 539	86 320 383
Estonie	383 394	13 180	553 986	12 735	347 660	3 814	103 967	20 567
Finlande	1 272 077	434 923	2 270 052	198 550	1 115 896	320 293	632 100	131 926
Grèce	2 970 615	309 925	3 844 655	1 584 924	4 288 053	262 638	1 759 095	174 563
Hongrie	1 101 279	268 176	2 190 382	244 923	1 608 310	234 350	509 833	191 723
Irlande	2 498 795	358 993	3 919 215	240 278	2 441 789	245 875	2 074 900	0
Islande	54 439	313 598	67 295	323 207	29 395	95 491	20 246	89 943
Italie	43 484 418	5 929 725	71 584 680	15 107 239	48 814 922	15 111 407	27 939 336	17 018 159
Lettonie	438 677	8 615	718 038	2 514	306 790	1 981	410 650	7 147
Liechtenstein	16 300,49	29 452	21 021	25 135	6 744	24 880	3 884	98 885
Lituanie	905 962	17 479	1 845 816	6 664	932 968	17 944	608 899	9 746
Luxembourg	182 727 840	19 306 509	249 089 270	15 032 143	166 300 073	21 514 635	83 838 245	3 901 876
Malte	110 180	70 357	55 820	79 819	75 371	98 928	25 186	31 122
Norvège	2 489 414	290 894	3 823 453	391 746	3 478 949	656 027	2 646 781	327 093
Pays-Bas	38 091 425	3 393 917	55 338 074	3 891 637	38 165 395	2 070 542	21 716 580	1 003 568
Pologne	7 730 950	1 224 510	11 820 040	918 185	7 808 078	884 351	4 009 749	1 144 886
Portugal	20 225 838	54 798 136	31 954 376	46 999 916	24 567 755	113 839	13 091 619	19 806 768
République tchèque	1 433 940	378 955	1 732 350	434 161	1 838 342	227 547	1 190 307	423 827
Roumanie	11 859 117	38 337	13 705 098	28 825	11 307 375	42 535	5 423 214	40 742
Royaume-Uni	194 519 734	5 918 341	283 076 533	0	187 837 462	431 214	96 110 928	790 533
Slovaquie	781 514	69 605	1 857 073	240 151	905 517	82 378	541 737	75 754
Slovénie	647 001	0	1 596 547	279 042	349 148	514 051	176 299	355 498
Suède	6 884 034	1 441 644	10 261 353	363 046	7 340 818	1 396 467	3 282 969	746 015
Suisse	25 979 194	27 986 742	32 728 238	22 490 196	20 055 599	15 469 852	10 846 873	17 953 935
Total	857 367 074	390 080 897	1 236 085 966	372 614 398	831 670 713	327 455 832	432 336 527	315 549 522

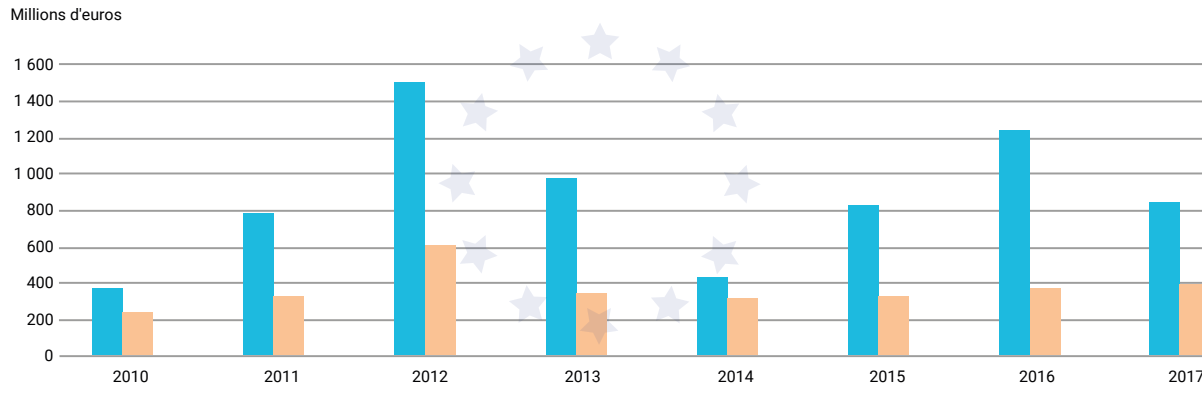
Mouvements
migratoiresFlux financiers
étranger → FranceLégislation
applicableAssurance
chômageRentés, pensions,
allocationsPrestations
familialesSoins de santé
maladies AT-MP

Créances et dettes présentées de 2010 à 2017 (suite et fin)

Pays	2013		2012		2011		2010	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139
Autriche	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967
Belgique	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576
Bulgarie	4 509 802	1 938	5 546 646	623	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580
Chypre	43 399	14 172	43 820	47 034	119 525	12 673	93 147	19 719
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	7 938 543	0	13 461 578	0	7 998 573	0	0	0
Espagne	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629
Estonie	568 634	4 295	917 401	18 790	420 399	2 429	149 908	3 837
Finlande	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040	575 513	453 020
Grèce	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493
Hongrie	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054	589 084	229 443	581 175	170 530
Irlande	1 111 251	0	1 956 648	0	1 102 271	0	0	0
Islande	57 476	68 920	48 660	94 661	100 848	22 903	101 300	34 137
Italie	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206
Lettonie	383 496	3 695	496 025	3 441	131 146	1 138	161 618	3 196
Liechtenstein	10 805	0	17 667	5 038	2 845	20 831	12 799	16 774
Lituanie	553 350	8 248	703 305	6 697	292 067	10 008	206 519	9 440
Luxembourg	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138
Malte	32 022	124 467	38 831	140 465	23 660	87 156	6 899	30 859
Norvège	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559
Pays-Bas	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282
Pologne	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236
Portugal	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402
République tchèque	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766	984 662	226 280
Roumanie	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908
Royaume-Uni	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550
Slovaquie	1 289 452	98 372	832 052	104 669	634 219	35 471	429 942	23 273
Slovénie	380 538	0	669 123	335 819	118 297	337 937	265 973	120 407
Suède	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806
Suisse	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588
Total	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution des créances et dettes présentées entre 2010 et 2017

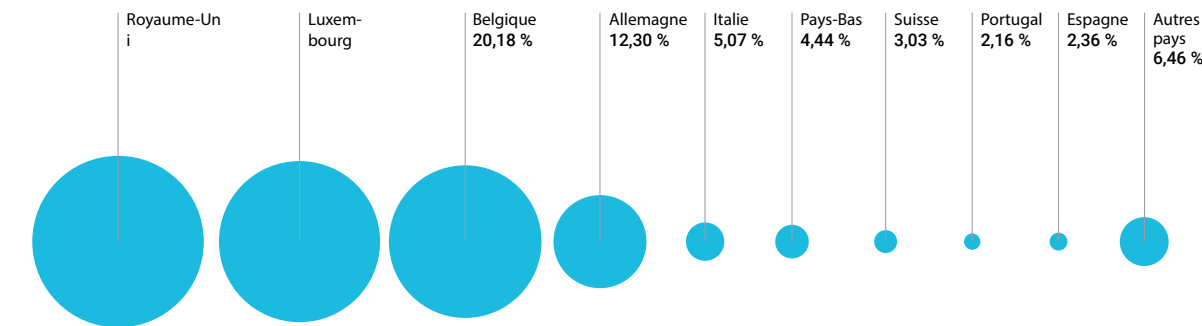


En 2017, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 467,29 millions d'euros, ce qui représente une baisse de - 54,1 % (- 396,18 millions d'euros) par rapport à 2016.

Il convient de noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2010 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+ 886 millions d'euros).

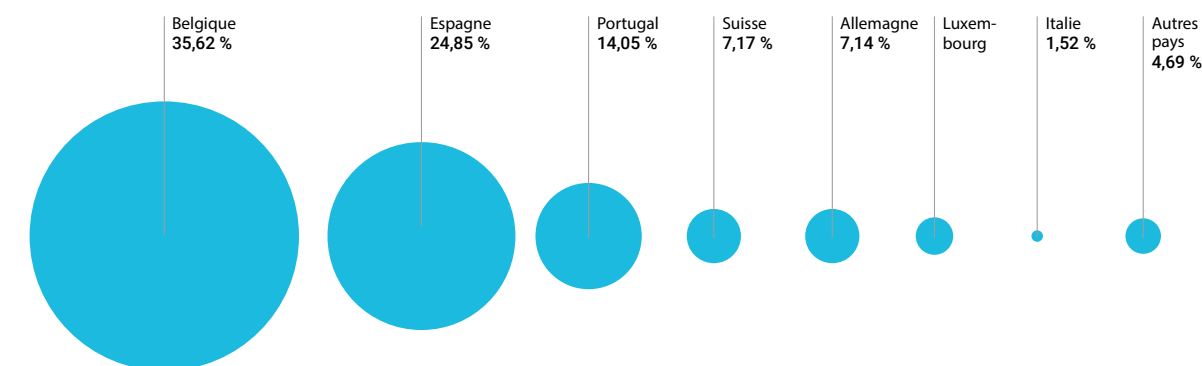
■ Créances présentées par la France (euros)
■ Dettes notifiées à la France (euros)

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2017



En 2017, le groupe des 5 premiers pays représente 82 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 194,5 millions d'euros soit une part de 22,7 %).

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2017



En 2017, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et la Suisse ont notifié près de 82 % du volume global des dettes françaises.

Créances et dettes présentées de 2010 à 2017

	Pays	2017		2016		2015		2014	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	53 193 982	138 155 268	15 886 889	57 049 303	19 456 448	56 623 838	55 445 494	146 034 001
	Allemagne ¹	0	0	0	0	1 617	0	781	0
	Andorre	832 118	972 504	1 348 221	882 808	817 401	810 122	360 336	843 781
	Belgique ¹	0	0	0	0	0	6 399	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	40	0	15	0	0	0	0	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	0	1 154 438	0	687 629	0	0	0	28
	Gabon	0	0	1 069	0	29	0	0	0
	Israël	1 751	0	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ¹	0	0	0	0	18 919	0	24 440	0
	Macédoine	9 025	0	7 447	0	3 294	0	1 466	0
	Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	79
	Mali	5 603	2 112 618	2 297	982 516	14 888	0	1 761	0
	Maroc	131 669	10 932 476	250 613	8 794 647	164 644	7 426 120	29 446	6 228 250
	Mauritanie	0	0	0	0	0	0	0	451
	Monténégro	1 323	0	7 020	0	1 919	0	873	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ¹	0	0	0	0	0	0	16	0
	Québec	249 741	3 353 970	422 424	2 748 966	215 840	2 378 162	129 149	1 675 027
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
	Serbie	90 246	2 024 264	1 701	0	0	139	68 751	633 108
	Suisse ¹	0	0	53	0	133	0	11 681	0
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	245 741	0	229 136	23 969 850	164 912	0	61 751	0	
Turquie	744 585	16 705 807	220 403	124 925	125 356	56 241	63 794	56 516	
Wallis-et-Futuna ²	378 000	0	0	0	0	0	0	0	
Sous-total	55 883 824	175 411 345	18 377 287	95 240 644	20 985 399	67 301 021	56 199 739	155 471 242	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 575 938	16 571 395	3 755 111	19 691 697	2 713 831	16 625 532	1 188 917	15 742 832
	Polynésie française	1 006 695	66 767 258	1 276 960	64 908 448	877 237	62 145 759	236 816	59 900 279
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1 701	60 525	4 509	27 546	11 548	358 102	4 020	0
	Sous-total	3 584 334	83 399 177	5 036 580	84 627 690	3 602 616	79 129 393	1 429 752	75 643 111
Total général	59 468 158	258 810 522	23 413 867	179 868 334	24 588 014	146 430 414	57 629 491	231 114 353	

1. concerne les bateliers rhénans

2. convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

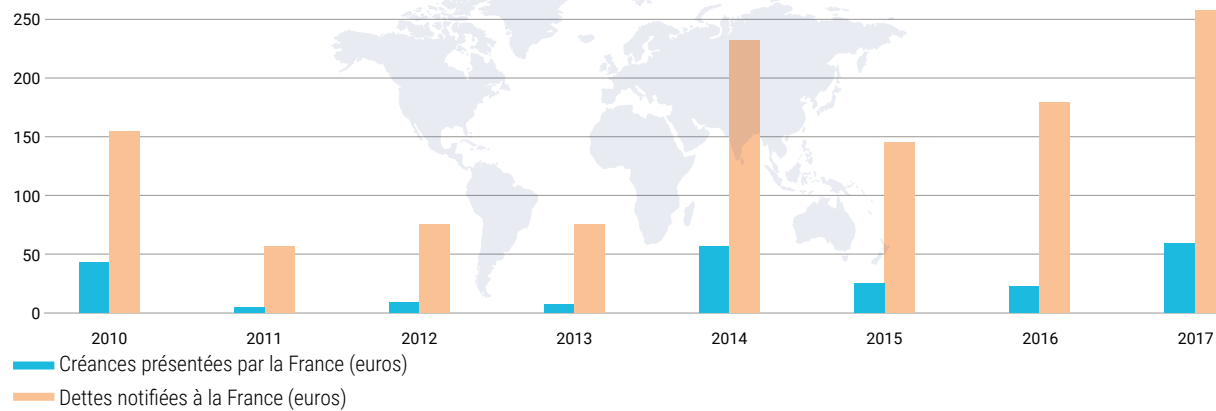
Créances et dettes présentées de 2010 à 2017 (suite et fin)

	Pays	2013		2012		2011		2010	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	1 209 631	0	1 195 554	0	650 215	0	39 312 921	85 931 131
	Allemagne ¹	1 806	0	0	0	0	0	0	0
	Andorre	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125
	Belgique ¹	0	0	0	20 993	0	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	48	186
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	7 210	0	6 225	0	15 292	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	2 412	0	684	4 007	13 209	227	17 723	713
	Gabon	1 615	0	786	0	0	0	0	0
	Israël	0	0	0	0	0	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	4 555	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ¹	71 607	0	116 655	0	109 400	0	60 787	0
	Macédoine	51 482	0	21 736	0	3 943	0	12 874	22
	Madagascar	0	0	0	458	0	0	0	0
	Mali	1 653	0	10 825	0	206	0	1 106	0
	Maroc	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978	0	21 145	0	1 766
	Mauritanie	0	0	0	518	0	0	0	0
	Monténégro	2 897	0	6 386	0	2 492	0	4 455	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ¹	0	0	8	0	26	0	944	0
	Québec	254 599	2 687 332	864 857	917 005	283 217	906 387	331 132	911 739
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
	Serbie	238	1 810	1 583	0	448	0	570 295	1 541 272
	Slovénie	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse ¹	7 456	0	18 031	0	8 431	0	11 929	0	
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	171 370	0	174 020	9 827 948	36 686	0	255 985	11 417 045	
Turquie	122 774	102 630	552 922	5 305 568	75 008	35 790	127 979	61 705	
Sous-total	3 125 840	4 735 115	4 501 898	20 254 534	2 292 100	2 169 021	41 736 195	101 096 704	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974
	Polynésie française	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sous-total	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605
Total général	6 149 380	74 799 596	8 314 238	74 871 216	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309	

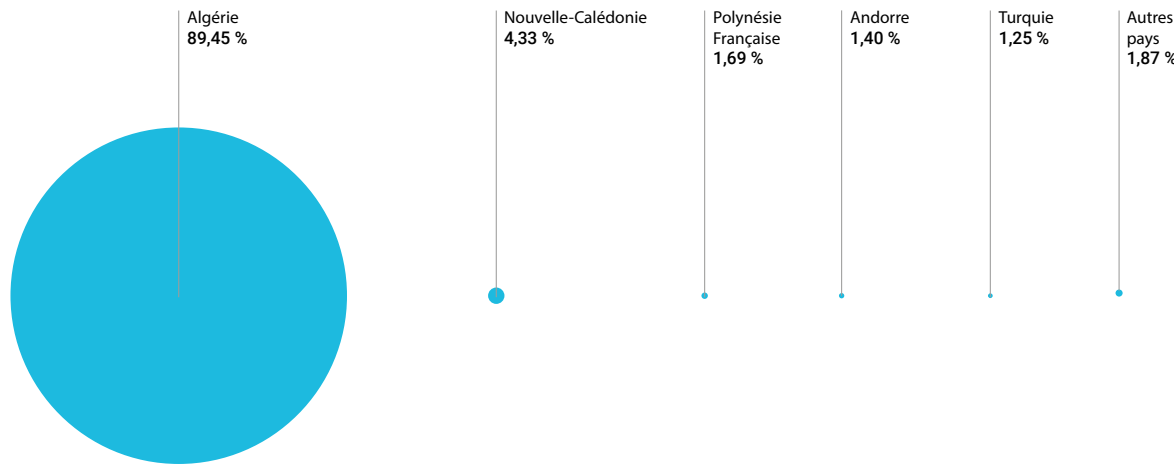
1. concerne les bateliers rhénans

Évolution des créances et dettes présentées entre 2010 et 2017

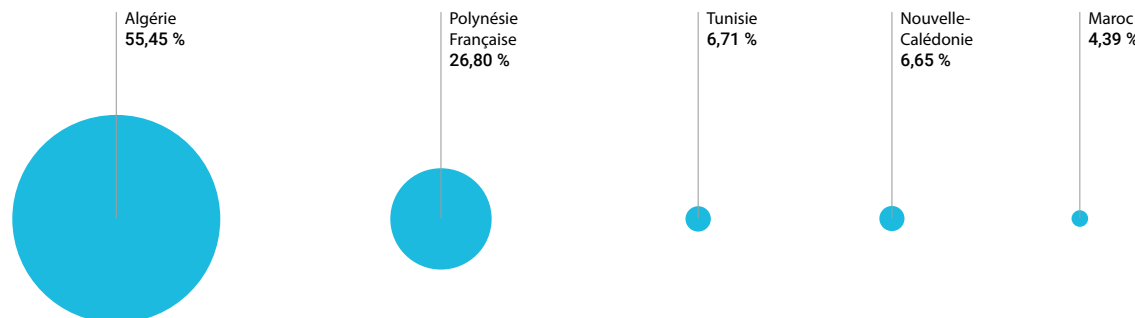
Millions d'euros



Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2017



Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2017



En 2017, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de -199,3 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2010, et qu'il a atteint son plus haut niveau en 2017, en raison notamment des montants notifiés par l'Algérie qui recouvrent deux années de soins.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

En 2017, près de 90 % des créances présentées par la France concernent l'Algérie pour un montant de 53,2 millions d'euros.

En 2017, les dettes notifiées par l'Algérie et la Polynésie française représentent plus de 82 % du volume global, soit un montant avoisinant les 205 millions d'euros.

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

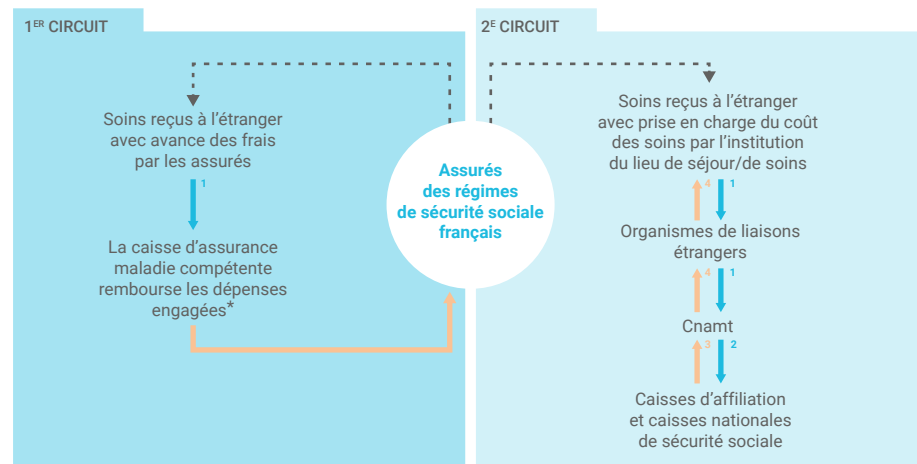
Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

_ 1^{er} circuit : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès

de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).

_ 2^e circuit : les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.



* Si l'assuré des régimes français soigné à l'étranger est titulaire d'une Ceam, il aura le choix d'être remboursé, soit sur la base du tarif applicable dans le pays des soins, soit sur la base des tarifs français. Idem si l'assuré est détenteur d'un formulaire S2 (Droit aux soins programmés), avec en plus la possibilité d'obtenir un complément (Arrêt Vanbraekel) si les tarifs français sont inférieurs à ceux qui auraient été appliqués dans le pays des soins s'il y avait eu prise en charge localement. Seuls les soins ambulatoires programmés (non soumis à autorisation préalable S2) sont remboursés uniquement en fonction de la législation et tarifs français, comme si les soins avaient été dispensés en France.

1^{er} circuit :

1. Présentation des factures aux caisses d'affiliation.

2^e circuit :

1. Présentation à la Cnamt par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser.

2. Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation.

3. Paiements par les caisses nationales.

4. Remboursement par la Cnamt des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits.

Remarque : Dans le cadre des conventions de coopération sanitaire transfrontalière, le remboursement des soins dispensés à des assurés résidant dans une zone frontalière peut suivre les 2 circuits ci-dessus, ou peut être effectué directement par la caisse d'affiliation, en faveur d'un établissement de santé à l'étranger, sur la base de tarifs préalablement négociés.

TOUS TYPES D'ACCORDS

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2017, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- _ **régime général**: CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger);
- _ **régime agricole**: CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole);
- _ **RSI** (Régime Social des Indépendants);
- _ **régimes spéciaux**: SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), Chemins de fer secondaire, Clercs de notaire et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes);
- _ **régime des marins**: ENIM (Établissement National des Invalides de la Marine);
- _ **mutuelle**: MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale).

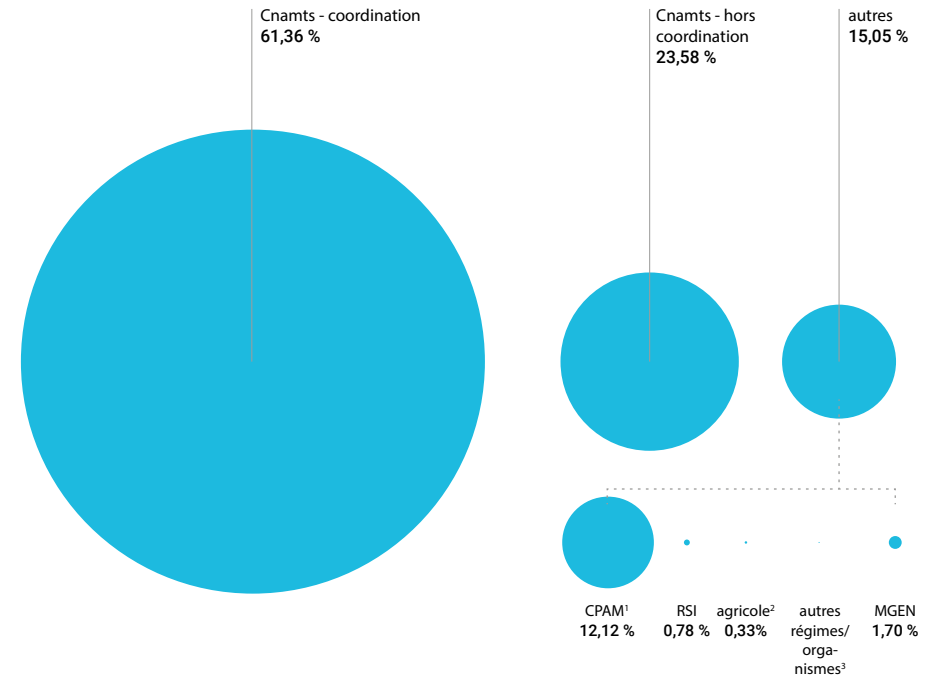
Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2017 (selon les régimes ou organismes)

Régimes/Organismes	Montant (€)
Cnam - coordination	449 431 210
Cnam - hors coordination	172 735 229
MGEN	12 464 211
CPAM¹	88 806 236
RSI	5 703 605
Agricole²	2 435 751
Autres régimes/organismes³	879 612
Total général 2017	732 455 854

1. au titre des conventions transfrontalières

2. dont 1 682 022 € au titre de conventions transfrontalières

3. dont 5 567 € pour la SNCF et 1 866 € pour le régime des marins au titre des conventions transfrontalières



Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

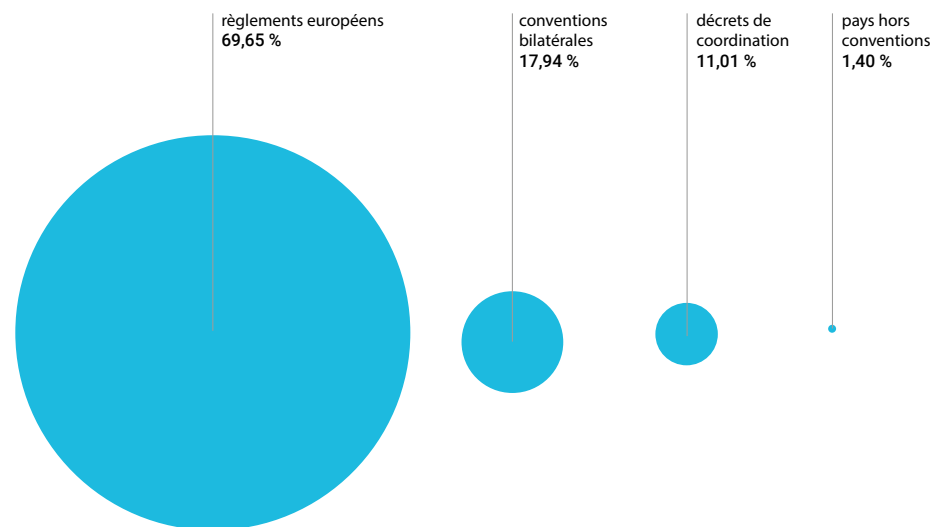
Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2017 (selon les accords de sécurité sociale)

Type d'accord	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total									
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**
Règlements Européens (détails par pays pages 25 et 26)	323 123	123 168 067	77 980	276 332 313	59 819	93 837 959	460 922	493 338 339	472	6 540 053	482	182 924	10 114 908	461 876	510 176 224	260 685 122
Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 et 28)	55 879	10 627 395	2 382	7 562 988	109 265	18 215 281	167 526	36 405 664	281 368	87 454 724	1	338	7 527 166	448 895	131 387 892	109 946 882
Décrets de coordination (détails par pays page 29)	4 427	3 083 900	92	176 491	33 852	74 236 639	38 371	77 497 030			0	0	3 171 857	38 371	80 668 887	78 799 206
Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 33)	30 025	7 556 381	121	201 082	7 389	2 465 388	37 535	10 222 851						37 535	10 222 851	
Total général 2017	413 454	144 435 743	80 575	284 272 874	210 325	188 755 267	704 354	617 463 884	281 840	93 994 777	483	183 262	20 813 931	986 677	732 455 854	449 431 210
Total général 2016	441 523	144 434 630	54 170	172 767 358	149 640	156 643 984	645 333	473 845 972	270 222	125 941 143	695	67 427	6 880 133	916 250	606 734 674	406 999 689
% évolution	-6,36	0,00	48,74	64,54	40,55	20,50	-15,63	35,51	4,30	-25,37	-30,50	171,79	202,52	7,69	20,72	10,43

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions).

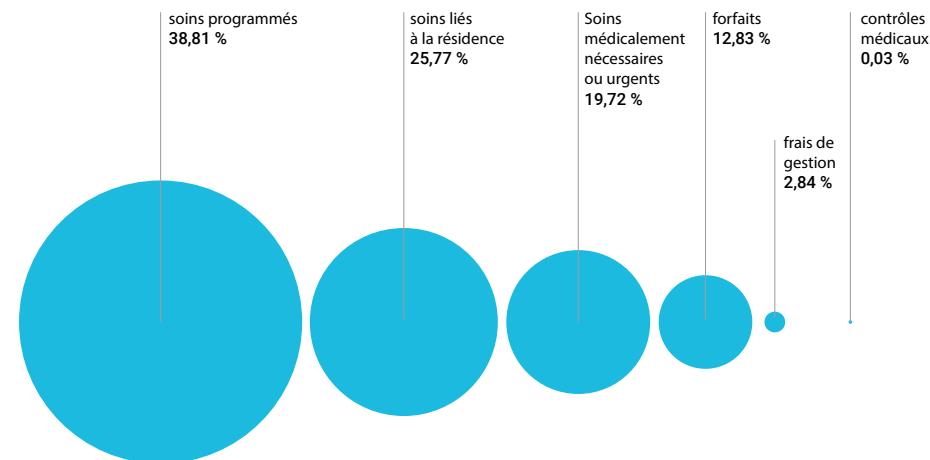
** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Répartition des remboursements de soins de santé par types d'accords en 2017



69,7% des remboursements effectués en 2017 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

Répartition des dépenses selon le mode de remboursement et le type de soins en 2017



84,3 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2017 ont été remboursées sur factures.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France

Pays	Factures								Forfaits				Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)						
Allemagne	29 531	12 419 448	1 267	7 328 244	16 705	19 976 997	47 503	39 724 688	0	0	1	-2 510	4	27	0	47 508	39 722 205	37 479 230
Autriche	3 667	1 498 905	14	52 302	1 073	950 179	4 754	2 501 386	0	0	0	0	0	0	0	4 754	2 501 386	2 191 739
Belgique	46 806	44 949 821	63 220	239 928 890	28 147	54 674 473	138 173	339 553 183	8	13 394	0	0	0	0	10 114 908	138 181	349 681 485	36 551 253
Bulgarie	905	121 747	0	0	57	11 286	962	133 033	0	0	0	0	0	0	0	962	133 033	0
Chypre	259	58 360	5	6 977	18	10 263	282	75 600	0	0	9	5 228	0	0	0	291	80 828	11 328
Croatie	1 575	173 433	4	5 025	353	149 138	1 932	327 595	0	0	0	0	0	0	0	1 932	327 595	231 087
Danemark	419	162 016	13	47 263	25	8 155	457	217 434	0	0	0	0	0	0	0	457	217 434	205 598
Espagne	64 397	15 666 651	10 476	9 537 429	1 673	819 143	76 546	26 023 223	7	2 025	0	0	425	181 105	0	76 978	26 206 352	12 245 963
Estonie	125	13 708	18	2 041	5	2 003	148	17 752	0	0	0	0	0	0	0	148	17 752	11 422
Finlande	654	260 407	0	0	67	4 939	721	265 346	0	0	21	62 430	0	0	0	742	327 776	298 399
Grèce	5 482	887 021	42	54 613	337	150 244	5 861	1 091 877	0	0	250	279 536	0	0	0	6 111	1 371 413	305 175
Hongrie	4 207	1 251 376	40	13 927	447	65 439	4 694	1 330 742	0	0	3	1 542	0	0	0	4 697	1 332 284	59 465
Irlande	859	259 458	3	40 255	42	5	904	299 729	0	0	5	25 817	0	0	0	909	325 546	281 078
Islande	361	407 080	0	0	3	333	364	407 413	0	0	0	0	0	0	0	364	407 413	376 559
Italie	9 924	1 505 937	74	20 430	1 172	425 185	11 170	1 951 552	0	0	213	478 109	0	0	0	11 383	2 429 661	1 087 427
Lettonie	137	11 128	0	0	3	136	140	11 265	0	0	0	0	0	0	0	140	11 265	2 345
Liechtenstein	10	4 590	3	24 423	30	41 283	43	70 296	0	0	0	0	0	0	0	43	70 296	68 300
Lituanie	221	20 081	0	0	22	3 276	243	23 357	0	0	0	0	0	0	0	243	23 357	11 060
Luxembourg	17 070	5 278 970	1 009	6 674 791	3 205	10 009 918	21 284	21 963 680	0	0	0	0	0	0	0	21 284	21 963 680	21 274 698
Malte	741	73 255	0	0	20	2 963	761	76 218	0	0	0	0	0	0	0	761	76 218	41 281
Norvège	284	201 889	3	2 175	33	2 735	320	206 799	0	0	0	0	0	0	0	320	206 799	177 477
Pays-Bas	1 734	156 462	8	2 556	194	13 452	1 936	172 470	0	0	0	0	0	0	0	1 936	172 470	0
Pologne	5 265	664 481	16	4 273	1 543	228 020	6 824	896 774	-3	-103	-8	-971	2	113	0	6 815	895 813	591 665
Portugal	103 808	21 812 724	287	109 607	505	202 079	104 600	22 124 409	6	3 151	1	867	47	1 258	0	104 654	22 129 685	19 279 356
République tchèque	1 427	312 335	271	381 733	482	108 222	2 180	802 290	0	0	0	0	2	0	0	2 182	802 290	261 490

a. Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires.

b. Attestation pour l'inscription des titulaires de pensions ou de rentes ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires.

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers.

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite et fin)

Pays	Factures								Forfaits				Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination **
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)								
Roumanie	1 160	248 834	9	5 088	165	20 577	1 334	274 499	0	0	0	0	0	0	0	1 334	274 499	18 651
Royaume-Uni	1 981	289 562	12	19 225	386	72 204	2 379	380 991	0	0	4	5 661 127	0	0	0	2 383	6 042 118	5 661 127
Slovaquie	618	106 960	6	1 234	342	62 260	966	170 454	0	0	0	0	0	0	0	966	170 454	149 931
Slovénie	391	61 817	0	0	107	106 232	498	168 049	0	0	0	0	0	0	0	498	168 049	156 340
Suède	322	38 138	0	0	26	886	348	39 025	0	0	0	0	0	0	0	348	39 025	0
Suisse	18 783	14 251 465	1 180	12 069 813	2 632	5 715 934	22 595	32 037 212	0	0	-45	10 411	2	421	0	22 552	32 048 044	21 655 680
Total 2017	323 123	123 168 067	77 980	276 332 313	59 819	93 837 959	460 922	493 338 339	18	18 467	454	6 521 586	482	182 924	10 114 908	461 876	510 176 223	260 685 122
Total 2016	353 067	123 740 759	52 371	168 302 124	54 913	68 731 390	460 351	360 774 273	599	123 408	19 426	48 977 714	661	67 110	5 211 982	481 037	415 154 487	246 771 099
% évolution	-8,48	-0,46	48,90	64,19	8,93	36,53	0,12	36,74	-96,99	-85,04	-97,66	-86,68	-27,08	172,57	94,07	-3,98	22,89	5,64

a. Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

b. Attestation pour l'inscription des titulaires de pensions ou de rentes ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

Principaux pays



ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général			
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total										
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	2 717	573 031	544	1 974 033	164	12 644	3 425	2 559 708	197 151	69 810 956	0	0	604 798	200 576	78 418 652	75 858 944
	Allemagne ¹	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0
	Andorre	1 037	192 070	4	270	1 373	843 142	2 414	1 035 482			0	0	0	2 414	1 035 482	920 623
	Argentine	355	69 800	1	59	139	37 381	495	107 240					0	495	107 240	0
	Bénin	125	19 315	6	15 358	115	22 872	246	57 545			0	0	0	246	57 545	0
	Bosnie-Herzégovine	136	15 067	0	0	10	1 229	146	16 296	0	0	0	0	0	146	16 296	0
	Brésil	874	237 080	3	5 202	559	169 691	1 436	411 974					0	1 436	411 974	0
	Cameroun	259	61 067	22	35 683	197	38 470	478	135 220			0	0	0	478	135 220	0
	Canada	2 504	480 314	7	12 737	519	105 509	3 030	598 560					0	3 030	598 560	0
	Cap-Vert	240	15 911	0	0	5	1 089	245	17 000	0	0	0	0	0	245	17 000	0
	Chili	437	120 688	0	0	280	177 856	717	298 544					0	717	298 544	0
	Congo	48	14 409	7	17 780	96	13 718	151	45 906			0	0	0	151	45 906	0
	Corée	202	40 948	0	0	158	24 708	360	65 656					0	360	65 656	0
	Côte d'Ivoire	298	63 979	16	27 035	374	75 348	688	166 363			0	0	0	688	166 363	0
	Croatie ²									1 286	966 338			75 748	1 286	1 042 086	1 042 086
	États-Unis	4 599	1 151 738	12	24 754	1 189	396 763	5 800	1 573 255					0	5 800	1 573 255	0
Gabon	35	5 354	0	0	139	21 820	174	27 174	0	0	0	0	0	174	27 174	0	
Guernesey	14	2 571	0	0	0	0	14	2 571					0	14	2 571	0	
Inde	624	204 308	23	27 389	185	36 930	832	268 627			0	0	0	832	268 627	0	
Israël	2 582	577 911	21	40 512	106	13 588	2 709	632 011					0	2 709	632 011	0	

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

1. Concerne les bateliers rhénans.

2. Concerne des remboursements au titre de l'ancienne convention franco-croate.

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite)

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)								
Japon	743	163 545	1	2 661	299	42 935	1 043	209 141					0	1 043	209 141	0
Jersey	5	129	0	0	1	73	6	203	0	0			0	6	203	0
Kosovo	40	6 449	3	5 880	1	44	44	12 373	0	0	0	0	0	44	12 373	0
Macédoine	36	6 831	0	0	26	1 973	62	8 804	0	0	0	0	0	62	8 804	0
Madagascar	454	43 981	3	7 653	442	76 685	899	128 319	0	0	0	0	0	899	128 319	0
Mali	121	38 609	65	576 678	134	22 683	320	637 970	23 674	2 023 084	0	0	0	23 994	2 661 054	2 023 084
Maroc	16 015	3 485 501	754	2 716 360	86 813	9 933 956	103 582	16 135 817	0	0	0	0	667 499	103 582	16 803 316	9 011 237
Mauritanie	15	15 220	2	8 038	76	6 671	93	29 929	0	0	0	0	0	93	29 929	0
Monaco	29	7 670	0	0	1	101	30	7 771					0	30	7 771	0
Monténégro	74	9 246	0	0	3	372	77	9 617	0	0	0	0	0	77	9 617	0
Niger	18	11 183	0	0	66	8 656	84	19 839			0	0	0	84	19 839	0
Philippines	275	102 363	4	5 600	55	14 076	334	122 038					0	334	122 038	0
Québec	11	8 906	54	125 666	13 216	5 280 423	13 281	5 414 995			1	338	0	13 282	5 415 333	5 414 866
Saint-Marin	5	206	0	0	1	19	6	225					0	6	225	0
Sénégal	2 182	266 743	47	217 739	649	139 748	2 878	624 230			0	0	0	2 878	624 230	0
Serbie	470	104 650	7	9 365	34	4 924	511	118 939	5 258	982 902	0	0	49 145	5 769	1 150 986	1 032 047
Togo	190	53 499	6	18 658	153	22 050	349	94 207	0	0	0	0	0	349	94 207	0
Tunisie	8 815	1 394 820	327	1 509 039	1 225	404 820	10 367	3 308 680	29 262	6 603 735	0	0	0	39 629	9 912 415	6 603 735
Turquie	9 233	1 054 089	443	178 839	402	252 274	10 078	1 485 203	24 737	7 067 709	0	0	686 786	34 815	9 239 698	8 040 260
Uruguay	62	8 192	0	0	60	10 039	122	18 231					0	122	18 231	0
Sous-total	55 879	10 627 395	2 382	7 562 988	109 265	18 215 281	167 526	36 405 663	281 368	87 454 724	1	338	7 527 166	448 895	131 387 891	109 946 882

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

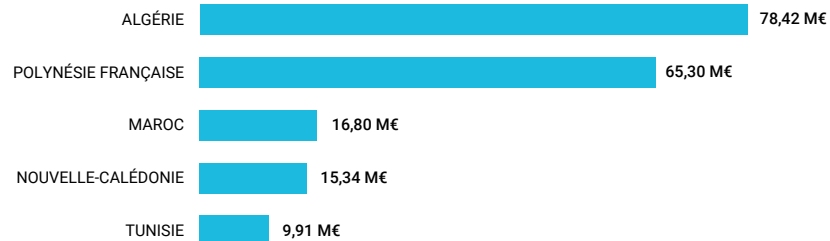
Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite et fin)

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général			
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total										
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 874	689 071	49	80 059	5 418	14 575 208	7 341	15 344 339			0	0	0	7 341	15 344 339	15 183 950
	Polynésie française	2 514	2 391 271	42	83 880	28 421	59 649 439	30 977	62 124 591			0	0	3 171 857	30 977	65 296 448	63 588 185
	Saint-Pierre-et-Miquelon	39	3 558	1	12 552	13	11 991	53	28 100			0	0	0	53	28 100	27 070
	Sous-total	4 427	3 083 900	92	176 491	33 852	74 236 639	38 371	77 497 030	0	0	0	0	3 171 857	38 371	80 668 887	78 799 206
Total général 2017	60 306	13 711 295	2 474	7 739 479	143 117	92 451 920	205 897	113 902 693	281 368	87 454 724	1	338	10 699 023	487 266	212 056 779	188 746 088	
Total général 2016	58 650	14 075 973	1 611	4 321 727	87 667	85 471 210	147 928	103 868 910	250 197	76 840 021	34	316	1 668 151	398 159	182 377 398	160 228 590	
% évolution	2,82	-2,59	53,57	79,08	63,25	8,17	39,19	9,66	12,46	13,81	-97,06	6,86	541,37	22,38	16,27	17,80	

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane).

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Principaux pays



PAYS HORS CONVENTIONS

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)
Afghanistan	4	2267	0	0	5	371	9	2638
Afrique du Sud	483	118 107	3	1 919	236	90 900	722	210 927
Albanie	29	8 905	2	720	10	131	41	9 755
Angola	3	330	0	0	23	2 617	26	2 947
Antigua et Barbuda	5	442	0	0	0	0	5	442
Arabie Saoudite	60	25 435	1	29	166	38 092	227	63 556
Arménie	34	12 402	0	0	12	1 037	46	13 440
Australie	1 091	229 745	1	16	163	69 833	1 255	299 594
Azerbaïdjan	3	199	0	0	3	265	6	464
Bahamas	35	13 005	0	0	0	0	35	13 005
Bahrein	9	1 728	0	0	53	13 186	62	14 914
Bangladesh	1	76	0	0	3	413	4	489
Barbade	13	937	0	0	0	0	13	937
Belize	11	2 065	0	0	2	318	13	2 383
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	0	0
Biélorussie	9	8 830	0	0	0	0	9	8 830
Birmanie	143	16 996	0	0	6	471	149	17 467
Bolivie	171	50 045	0	0	85	53 889	256	103 934
Botswana	5	279	0	0	6	1 029	11	1 308
Brunei	2	397	0	0	0	0	2	397
Burkina Faso	222	49 359	7	21 461	149	34 932	378	105 752
Burundi	0	0	0	0	3	123	3	123
Cambodge	761	232 370	3	1 588	122	21 241	886	255 199
Chine	1 154	316 973	6	5 758	575	122 236	1 735	444 967
Colombie	402	65 248	0	0	244	138 647	646	203 895
Comores	17	12 072	6	20 190	18	1 173	41	33 435
Congo (République démocratique du)	35	4 410	1	765	44	7 153	80	12 327
Corée (République populaire de)	21	1 931	1	15	4	139	26	2 085
Costa Rica	350	83 638	0	0	66	56 088	416	139 726
Cuba	1 222	145 249	1	32	39	3 736	1 262	149 018
Djibouti	40	2 232	0	0	149	22 185	189	24 418
Dominique	15	7 716	0	0	1	4	16	7 720
Égypte	309	77 733	0	0	166	25 603	475	103 336
El Salvador	12	681	1	2 745	64	16 963	77	20 389
Emirats arabes unis	571	113 577	3	3 529	412	90 166	986	207 272
Équateur	141	44 313	0	0	113	41 864	254	86 177

* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)
Erythrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ethiopie	20	6393	0	0	72	5663	92	12056
Fidji	4	167	0	0	7	826	11	993
Gambie	2	264	0	0	0	0	2	264
Géorgie	17	1353	0	0	25	2712	42	4065
Ghana	8	250	0	0	45	4274	53	4524
Grenade	7	732	0	0	0	0	7	732
Groënland	5	282	0	0	0	0	5	282
Guatemala	72	26528	0	0	55	54907	127	81435
Guinée	45	7462	3	13539	64	9156	112	30157
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	0	0	0	0	17	1534	17	1534
Guyana	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	32	8968	2	1451	29	6864	63	17283
Honduras	16	4716	0	0	30	18979	46	23695
Indonésie	1 538	355209	1	1235	182	72360	1 721	428804
Irak	0	0	0	0	4	266	4	266
Iran	49	25224	0	0	30	1747	79	26971
Jamaïque	26	4000	0	0	1	43	27	4043
Jordanie	32	6998	0	0	55	12480	87	19478
Kazakhstan	1	1235	0	0	3	587	4	1822
Kenya	80	21575	0	0	66	10680	146	32255
Kirghizistan	7	9135	0	0	0	0	7	9135
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0
Koweït	4	229	0	0	23	7457	27	7686
Laos	146	18206	2	1710	89	21867	237	41783
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	953	186053	4	4664	335	143437	1 292	334154
Libéria	4	186	0	0	1	81	5	268
Libye	0	0	0	0	0	0	0	0
Malaisie	203	39088	0	0	121	32788	324	71876
Malawi	0	0	0	0	1	52	1	52
Maldives	66	10283	0	0	4	363	70	10646
Marshall (Îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Maurice (Île)	2 702	626496	19	30765	399	125019	3 120	782280
Mexique	1 267	265237	5	1488	423	292747	1 695	559471
Micronésie (États fédérés)	1	50	0	0	0	0	1	50
Moldavie	7	1292	0	0	2	196	9	1488
Mongolie	27	5649	0	0	1	66	28	5715
Mozambique	9	318	0	0	30	3728	39	4046
Namibie	42	20140	0	0	8	262	50	20402
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0

* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

Les remboursements par la France > Pays hors convention

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)
Népal	180	95881	0	0	10	11 813	190	107 694
Nicaragua	37	5262	0	0	35	9 366	72	14 628
Nigéria	4	1 289	2	1 059	28	5 122	34	7 470
Nouvelle-Zélande	337	44 778	1	1 156	53	7 596	391	53 530
Oman	51	10 633	0	0	17	1 241	68	11 873
Ouganda	9	421	0	0	16	1 414	25	1 834
Ouzbékistan	11	1 148	0	0	2	44	13	1 192
Pakistan	17	4 274	2	2 454	7	2 560	26	9 288
Palaos (îles)	1	41	0	0	0	0	1	41
Palestine	8	9 663	0	0	1	10	9	9 673
Panama	109	15 565	0	0	100	18 869	209	34 435
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	29	0	0	0	0	1	29
Paraguay	16	12 833	0	0	32	15 948	48	28 781
Pérou	873	222 449	0	0	98	25 153	971	247 602
Pitcairn (île)	0	0	0	0	0	0	0	0
Qatar	45	13 094	0	0	138	21 932	183	35 026
République centrafricaine	14	7 922	0	0	8	384	22	8 306
République dominicaine	1 878	668 900	1	23	83	39 366	1 962	708 288
Russie	383	126 060	0	0	200	35 128	583	161 188
Rwanda	12	2 379	0	0	4	124	16	2 502
Sahara Occidental	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint Barthélemy	2	54	0	0	0	0	2	54
Saint-Christophe-et-Niévès	1	1 204	0	0	0	0	1	1 204
Sainte-Lucie	26	4 816	0	0	0	0	26	4 816
Saint-Vincent grenadines	5	327	0	0	0	0	5	327
Salomon (îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Samoa occidentales	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principes	2	54	0	0	0	0	2	54
Seychelles	115	12 382	2	2 689	12	940	129	16 012
Sierra Leone	2	1 425	0	0	2	24	4	1 449
Singapour	476	76 525	4	4 806	257	77 125	737	158 456
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	0	0	0	0	2	77	2	77
Soudan du sud	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	179	65 593	4	3 842	6	1 904	189	71 339
Surinam	5	556	0	0	8	452	13	1 008
Swaziland	4	195	0	0	0	0	4	195
Syrie	7	2 292	0	0	1	90	8	2 383
Tadjikistan	4	411	0	0	0	0	4	411
Taiwan	117	18 350	0	0	27	18 425	144	36 775

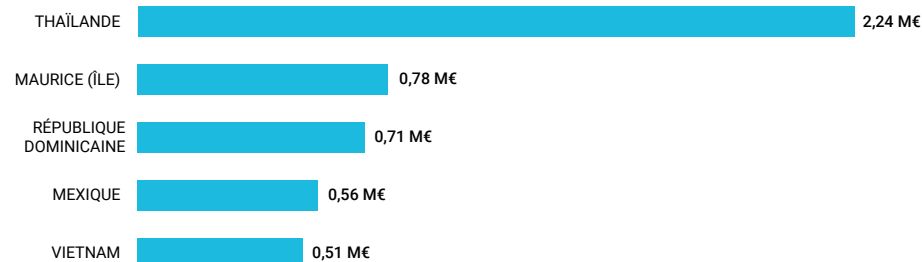
* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

Remboursements des dépenses de santé en 2017 par la France (suite et fin)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé en € (circuit 1)
Tanzanie	57	10 936	0	0	16	2 532	73	13 469
Tchad	8	1 577	0	0	22	7 231	30	8 808
Thaïlande	5 427	1 960 571	15	29 284	404	254 750	5 846	2 244 606
Timor oriental	1	76	0	0	0	0	1	76
TOM des États-Unis (Antilles)	18	16 537	0	0	2	119	20	16 656
TOM des États-Unis (Pacifique)	3	548	0	0	0	0	3	548
TOM des Pays-Bas (Antilles)	31	4 437	0	0	1	23	32	4 460
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	28	2 265	0	0	0	0	28	2 265
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	4	1 257	0	0	0	0	4	1 257
TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	1	185	0	0	0	0	1	185
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0
Trinité et Tabago	6	305	0	0	1	36	7	341
Turkménistan	2	88	0	0	2	76	4	164
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0
Ukraine	45	13 813	0	0	35	2 869	80	16 682
Vanuatu	13	642	0	0	72	16 650	85	17 292
Vatican	1	415	0	0	1	78	2	493
Venezuela	9	1 885	0	0	47	46 204	56	48 089
Vietnam	1 401	386 099	1	690	445	127 004	1 847	513 793
Wallis et Futuna	2	40	0	0	2	45	4	85
Yémen	0	0	0	0	0	0	0	0
Zambie	3	202	0	0	4	2 749	7	2 952
Zimbabwe	9	893	0	0	17	2 810	26	3 703
Croisières	3 181	230 798	7	11 972	6	187	3 194	242 957
Autres pays	33	6 153	0	0	101	20 972	134	27 125
Données géographiques non précisées	36	186 439	10	29 487	0	0	46	215 927
Total 2017	30 025	7 556 381	121	201 082	7 389	2 465 388	37 535	10 222 850
Total 2016	29 806	6 617 898	188	143 506	7 060	2 441 385	37 054	9 202 789
% évolution	0,73	14,18	-35,64	40,12	4,66	0,98	1,30	11,08

* Concernent les travailleurs détachés uniquement.

Principaux pays



TOUS TYPES D'ACCORDS

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence). Cette prise en charge fait l'objet dans un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre).

En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE).

Synthèse des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Pays	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)					
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total
	Factures	Forfaits					Factures	Forfaits				
de l'UE-EEE-Suisse	243 847 236	6 540 051	182 924	10 114 908	260 685 119	58,00	810 027 872	5 529 458	1 722	12 919 944	828 478 997	94,31
hors UE-EEE-Suisse	90 592 003	87 454 723	338	10 699 023	188 746 087	42,00	2 058 321	46 252 960	0	1 690 603	50 001 884	5,69
Total 2017	334 439 239	93 994 774	183 262	20 813 931	449 431 206	100,00	812 086 194	51 782 418	1 722	14 610 547	878 480 881	100,00
% du total	74,41	20,91	0,04	4,63	100,00		92,44	5,89	0,00	1,66	100,00	
Total 2016	274 110 986	125 941 143	67 427	6 880 133	406 999 688		977 243 993	60 341 040	8 200	12 145 091	1 049 738 324	
% évolution (N/N-1)	22,01	-25,37	171,80	202,52	10,43		-16,90	-14,18	-79,00	20,30	-16,31	

En 2017, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global dépassant les 449 millions d'euros.

- 74,41% de ce montant concerne des remboursements de dépenses de soins de santé sur factures, 20,91% des remboursements forfaitaires et 4,67% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion;
- 58% a pour origine un séjour ou une résidence permanente dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 42% dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de près de 879 millions d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

- 92,44% des remboursements de soins de santé présentés sur factures, 5,89% des remboursements par forfait et 1,66% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion.
- 94,3% de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	-	322 007 048	-	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	-	833 659 565	-
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	-	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	-	819 604 076	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	-	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	-	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	-	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	-	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	-	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	-	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	-	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	-	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	-	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	-	599 755 144	-39,45
2015	371 644 986	72,8	139 057 296	27,2	60 302	-	510 762 584	-25,02	738 275 346	96,9	23 618 099	3,1	10 006	-	761 903 451	27,04
2016	274 110 986	67,3	125 941 143	30,9	67 427	6 880 133	406 999 688	-20,32	977 243 993	93,1	60 341 040	5,7	8 200	12 145 091	1 049 738 324	37,78
2017	334 439 239	74,4	93 994 774	20,9	183 262	20 813 931	449 431 206	10,43	812 086 194	92,4	51 782 418	5,9	1 722	14 610 547	878 480 881	-16,31
période (2008-2017)	2 662 446 232	63,0	1 533 869 899	36,3	622 091	27 694 064	4 224 632 286		6 023 704 374	79,8	1 498 725 010	19,9	42 266	26 755 637	7 549 227 287	

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

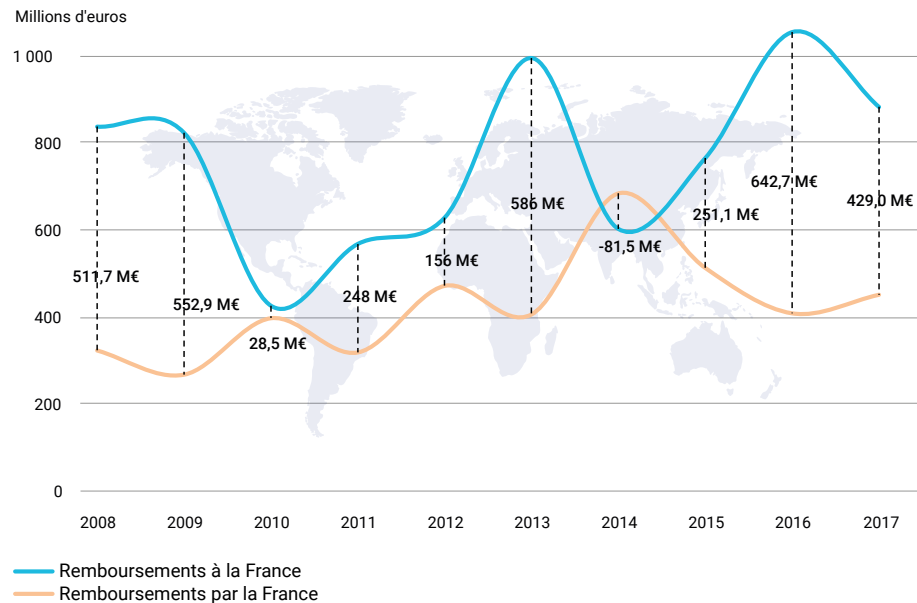
Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2017, dans le cadre de la coordination, la balance des remboursements des soins de santé entre la France et les pays étrangers (tous types d'accords) est excédentaire de plus de 429 millions d'euros, étant en cela un solde parmi les plus importants de la décennie.

À noter que 2014 est une année particulière à plusieurs titres :

- elle est la seule année de la décennie dont les remboursements à la France, par les organismes étrangers, furent inférieurs à ceux effectués par la France ;
- les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre de l'année, du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE ;
- des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie ;
- enfin, l'Espagne a bénéficié de remboursements plus importants compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

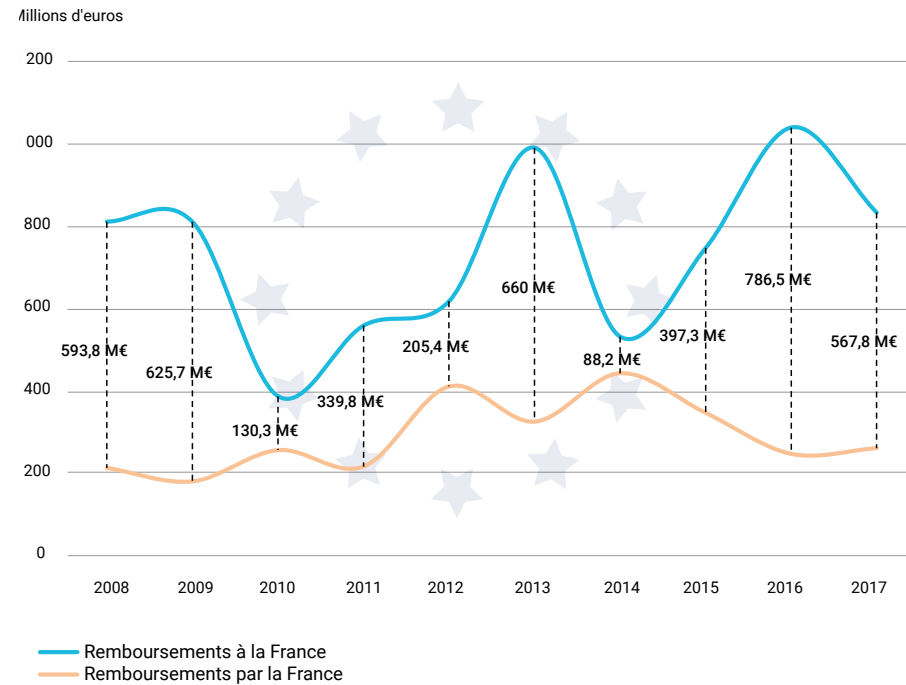
- _ sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (articles 93 et 96 du Règlement n° 574/72); il en est de même pour les contrôles médicaux. À compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- _ sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). À compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	-	212 865 101		394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	-	806 689 615	
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	-	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	-	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	-	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	-	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	-	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	-	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	-	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	-	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	-	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	-	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	-	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	-	529 700 896	-46,2
2015	261 728 826	75,7	84 035 370	24,3	59 790	-	345 823 986	-21,7	736 724 328	99,1	6 350 218	0,9	6 217	-	743 080 763	40,3
2016	192 390 884	78,0	49 101 122	19,9	67 110	5 211 982	246 771 099	-28,6	970 226 708	93,9	50 938 575	4,9	8 200	12 100 573	1 033 274 057	39,1
2017	243 847 236	93,5	6 540 051	2,5	182 924	10 114 908	260 685 119	5,6	810 027 872	97,8	5 529 458	0,7	1 722	12 919 944	828 478 997	-19,8
période (2008-2017)	1 942 381 141	67,1	936 164 270	32,3	612 149	15 326 890	2 894 484 450		5 968 384 628	81,9	1 295 713 019	17,8	38 477	25 020 518	7 289 156 642	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2017, les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont remboursé plus de 828 millions d'euros à la France, soit un recul de près de 20% par rapport à 2016, bien qu'en volume 2017 se positionne comme étant la 3^e année de la décennie.

Depuis 2008, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'elle a effectués à l'ensemble des États de l'UE-EEE-Suisse (+567,8 millions d'euros en 2017).

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2017

Pays	Organismes	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)						Solde
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
		Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	37 481 713	-2 510	27	0	37 479 229	14,38	132 022 037	72 981	0	0	132 095 018	15,94	94 615 789
Autriche	HOS Vienne	2 191 739	0	0	0	2 191 739	0,84	1 738 590	-1 734	161	0	1 737 017	0,21	-454 722
Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	126 422 952	13 394	0	10 114 908	136 551 253	52,38	161 195 756	303 551	0	12 919 944	174 419 252	21,05	37 867 999
Bulgarie	FNAM - Sofia	0	0	0	0	0	0,00	2 932 050	0	0	0	2 932 050	0,35	2 932 050
Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	6 100	5 228	0	0	11 327	0,00	115 508	0	0	0	115 508	0,01	104 181
Croatie	HZZO ZAGREB	231 087	0	0	0	231 087	0,09	281 885	0	0	0	281 885	0,03	50 798
Danemark	Patientombuddet Frederiksberg	205 598	0	0	0	205 598	0,08	6 146 644	-235 749	0	0	5 910 895	0,71	5 705 297
Espagne	INSS Madrid	12 062 833	2 025	181 105	0	12 245 963	4,70	25 381 392	25 961	0	0	25 407 352	3,07	13 161 389
Estonie	EH Tallinn	11 422	0	0	0	11 422	0,00	114 454	0	0	0	114 454	0,01	103 032
Finlande	KSKLT Helsinki	235 969	62 430	0	0	298 399	0,11	756 022	0	0	0	756 022	0,09	457 623
Grèce	EOPPY Athènes	25 639	279 536	0	0	305 174	0,12	19 946 643	76 408	0	0	20 023 051	2,42	19 717 877
Hongrie	OEP Budapest	57 923	1 542	0	0	59 465	0,02	2 415 011	2 860	0	0	2 417 871	0,29	2 358 406
Irlande	HSE Kildare	255 260	25 817	0	0	281 077	0,11	4 280 963	0	0	0	4 280 963	0,52	3 999 886
Islande	TR Reyjavik	376 559	0	0	0	376 559	0,14	69 311	0	0	0	69 311	0,01	-307 247
Italie	MS - INAIL - Rome	609 318	478 109	0	0	1 087 427	0,42	68 081 851	0	0	0	68 081 851	8,22	66 994 424
Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	2 345	0	0	0	2 345	0,00	396 368	0	0	0	396 368	0,05	394 023
Liechtenstein	AFV Vaduz	68 300	0	0	0	68 300	0,03	18 163	0	0	0	18 163	0,00	-50 137
Lituanie	VLK Vilnius	11 060	0	0	0	11 060	0,00	1 118 226	0	0	0	1 118 226	0,13	1 107 166
Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	21 274 698	0	0	0	21 274 698	8,16	172 075 541	0	0	0	172 075 541	20,77	150 800 843
Malte	DTSS La Valette	41 281	0	0	0	41 281	0,02	49 473	0	0	0	49 473	0,01	8 192
Norvège	RTV Oslo	177 477	0	0	0	177 477	0,07	3 686 332	6 620	0	0	3 692 952	0,45	3 515 475

Mouvements migratoires

Flux financiers étranger → France

Législation applicable

Assurance chômage

Rentes, pensions, allocations

Prestations familiales

Soins de santé maladies AT-MP

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2017 (suite et fin)

Pays	Organismes	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)						Solde
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
		Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEVEEN	0	0	0	0	0	0,00	39 416 604	68 664	0	0	39 485 268	4,77	39 485 268
Pologne	NFZ Varsovie	592 626	-1 075	113	0	591 664	0,23	1 138 870	1 367	0	0	1 140 237	0,14	548 573
Portugal	DRICSS Lisbonne	19 274 080	4 018	1 258	0	19 279 356	7,40	142 084	3 084 454	77	0	3 226 615	0,39	-16 052 740
République Tchèque	CMU Prague	261 490	0	0	0	261 490	0,10	1 975 895	0	0	0	1 975 895	0,24	1 714 406
Roumanie	CNAS Bucarest	18 651	0	0	0	18 651	0,01	12 581 833	10 162	0	0	12 591 995	1,52	12 573 344
Royaume-Uni	DH Londres	0	5 661 127	0	0	5 661 127	2,17	121 970 492	2 113 912	0	0	124 084 404	14,98	118 423 276
Slovaquie	SP Bratislava	149 931	0	0	0	149 931	0,06	1 839 003	0	0	0	1 839 003	0,22	1 689 071
Slovénie	ZZZS Ljubljana	156 340	0	0	0	156 340	0,06	742 379	0	0	0	742 379		586 039
Suède	RFKV Stockholm	0	0	0	0	0	0,00	7 293 454	0	0	0	7 293 454	0,88	7 293 454
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	21 644 848	10 411	421	0	21 655 680	8,31	20 105 041	0	1 484	0	20 106 525	2,43	-1 549 155
Total 2017		243 847 236	6 540 051	182 924	10 114 908	260 685 119	100,00	810 027 872	5 529 458	1 722	12 919 944	828 478 997	100,00	567 793 878
Total 2016		192 390 884	49 101 122	67 110	5 211 982	246 771 099		970 226 708	50 938 575	8 200	12 100 573	1 033 274 057		786 502 958
% évolution		26,57	-86,68	172,57	94,07	5,64		-16,51	-89,14	-79,00	6,77	-19,82		-27,81

Soldes des paiements les plus significatifs en 2017



En 2017, dans le cadre de la coordination (circuit 2), les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par les organismes étrangers européens à la France sont plus de 3 fois supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- _ la facture F;
- _ le forfait T.

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-dessous donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2017.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2017

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf. Protocole n° 1)
Bosnie-Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ^{5*}	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Gabon	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum

F : Facture ; T : Forfait

- 1** Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité.
- 2** En cas d'incapacité temporaire AT.
- 3** Prestations à la charge de la France.
- 4** Prestations à la charge de la Turquie.
- 5** Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour.
- R** Renonciation.
- R prov.** Renonciation provisoire.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2017 (suite et fin)

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Madagascar	-	-	F	-	-	-	T ¹	
Mali	T	F	F	-	T	F	T ¹	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle-Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint-Pierre-et-Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F: Facture; T: Forfait

- 1** Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité.
- 2** En cas d'incapacité temporaire AT.
- 3** Prestations à la charge de la France.
- 4** Prestations à la charge de la Turquie.
- 5** Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour.
- R** Renonciation.
- R prov.** Renonciation provisoire.

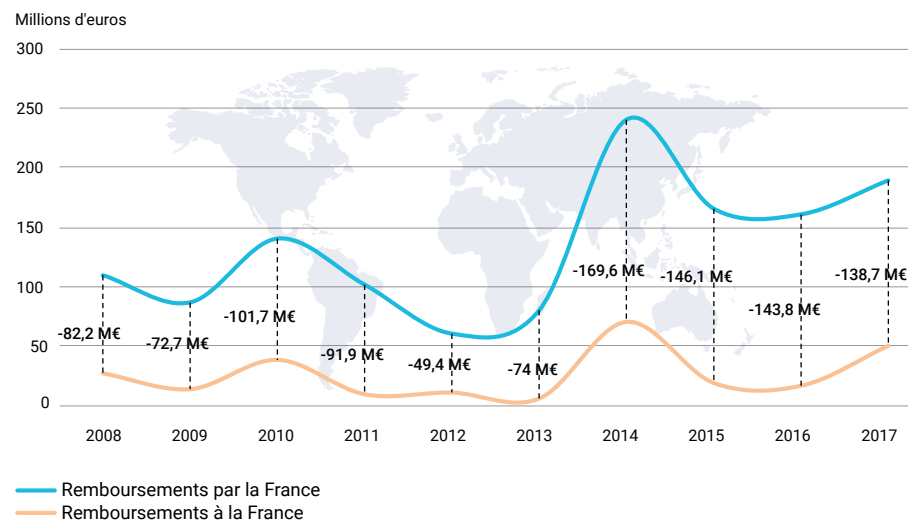
Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France (en euros)								Remboursements à la France (en euros)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	-	109 141 946		8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	-	26 969 949	
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	-	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	-	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	-	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	-	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	-	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	-	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	-	60 150 706	-40,56	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	-	10 774 230	15,37
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	-	79 786 351	32,64	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	-	5 801 094	-46,16
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	-	239 661 705	298,44	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	-	70 054 248	550,20
2015	109 916 160	66,6	55 021 926	33,4	512	-	164 938 598	106,73	1 551 018	8,2	17 267 881	91,7	3 789	-	18 822 688	224,47
2016	81 720 101	51,0	76 840 021	48,0	316	1 668 151	160 228 589	-33,14	7 017 285	42,6	9 402 465	57,1	0	44 517	16 464 267	-76,50
2017	90 592 003	48,0	87 454 723	46,3	338	10 699 023	188 746 087	14,43	2 058 321	4,1	46 252 960	92,5	0	1 690 603	50 001 884	165,65
période (2008-2017)	720 065 091	54,1	597 705 630	44,9	9 942	12 367 174	1 330 147 836		55 319 746	21,3	203 011 991	78,1	3 789	1 735 120	260 070 645	

Dans le cadre de la coordination, sur les 10 dernières années, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale. Le solde négatif le plus important a été atteint lors de l'exercice 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel plus large que les conventions bilatérales, qui expliquent pour une grande part le sens du flux financier, et par conséquent les soldes.

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2017

Pays	Remboursements par la France (en euros)						Remboursements à la France (en euros)						Solde	
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total		
	Factures	Forfaits					Factures	Forfaits						
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	0	69 810 957	0	6 047 988	75 858 945	40,19	1 048 139	45 049 921	0	1 647 150	47 745 210	95,49	-28 113 735
	Allemagne ¹	0	0	0		0	0,00	611	0	0		611	0,00	611
	Andorre	920 623		0	0	920 623	0,49	343 396		0	0	343 396	0,69	-577 227
	Croatie	0	966 338	0	75 748	1 042 086	0,55	0	0	0	0	0	0,00	-1 042 086
	Luxembourg ¹	0	0	0		0	0,00	-486	0	0		-486	0,00	-486
	Mali	0	2 023 083	0	0	2 023 083	1,07	406	0	0	0	406	0,00	-2 022 677
	Maroc	8 343 738		0	667 499	9 011 237	4,77	0		0	0	0	0,00	-9 011 237
	Monténégro	0	0	0	0	0	0,00	7 790	0	0		7 790	0,02	7 790
	Québec	5 414 528		338	0	5 414 866	2,87	137 305		0	0	137 305	0,27	-5 277 561
	Serbie	0	982 901	0	49 145	1 032 046	0,55	0	63 431	0	1 172	64 603	0,13	-967 443
	Suisse ¹	0	0	0	0	0	0,00	52	0	0		52	0,00	52
	Tunisie	0	6 603 735	0	0	6 603 735	3,50	244 173		0	0	244 173	0,49	-6 359 562
	Turquie	285 765	7 067 709	0	686 786	8 040 260	4,26	65 445	761 608	0	42 232	869 285	1,74	-7 170 975
	Wallis et Futuna ²	0	0	0	0	0	0,00		378 000		0	378 000	0,76	378 000
	Sous total	14 964 654	87 454 723	338	7 527 166	109 946 881	58,25	1 846 831	46 252 960	0	1 690 554	49 790 345	99,58	-60 156 536
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	15 183 950		0	0	15 183 950	8,04	208 642		0	0	208 642	0,42	-14 975 308
	Polynésie française	60 416 328		0	3 171 857	63 588 185	33,69	959		0	50	1 009	0,00	-63 587 176
	Saint-Pierre-et-Miquelon	27 070		0	0	27 070		1 888		0	0	1 888	0,00	-25 182
	Sous total	75 627 348		0	3 171 857	78 799 205	41,75	211 489	0	0	50	211 539	0,42	-78 587 666
	Total général 2017	90 592 002	87 454 723	338	10 699 023	188 746 086	100,00	2 058 320	46 252 960	0	1 690 604	50 001 884	100,00	-138 744 202
	Total général 2016	81 720 101	76 840 021	316	1 668 151	160 228 589		7 017 285	9 402 465	0	44 517	16 464 267		-143 764 322
	% évolution	10,86	13,81	6,90	541,37	17,80		-70,67	391,92	-	3 697,64	203,70		-3,49

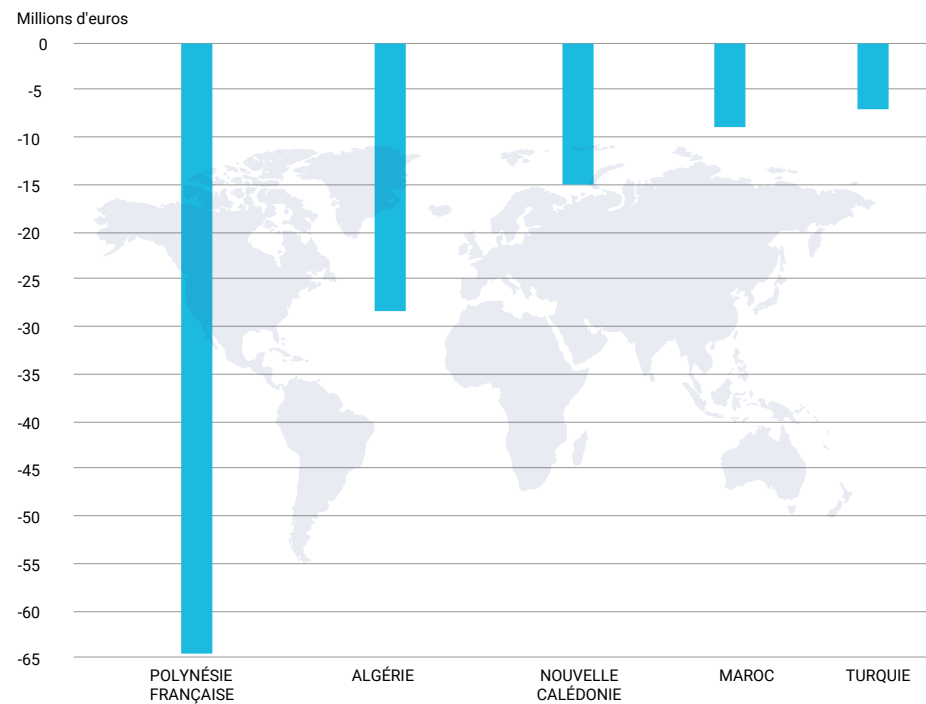
1. Concerne les bateliers rhénans.

2. Convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

En 2017, dans le cadre de la coordination, les remboursements des paiements de soins de santé effectués par la France sont près de 4 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel comparable aux règlements européens, qui expliquent en grande partie le sens des flux financiers, et par conséquent les soldes 2017.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2017



Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)			
Allemagne	198	10 621	409 104	223	2 673	89 630	498 734	5 ^e	
Autriche	2	87	3 876	87	1 111	39 103	42 980		
Belgique	1 695	99 442	3 318 791	185	3 404	119 493	3 438 284	1 ^{er}	
Bulgarie	2	154	3 441	32	587	19 514	22 955		
Chypre	0	0	0	10	225	7 798	7 798		
Croatie	0	0	0	77	1 121	38 320	38 320		
Danemark	0	0	0	6	59	2 391	2 391		
Espagne	226	14 221	457 115	1 560	23 411	778 831	1 235 946	3 ^e	
Estonie	0	0	0	3	34	1 271	1 271		
Finlande	2	177	9 792	9	102	2 500	12 292		
Grèce	5	52	2 020	310	3 855	126 503	128 523		
Hongrie	23	955	35 588	31	557	17 384	52 971		
Irlande	2	155	6 077	39	495	16 228	22 305		
Islande	1	13	526	1	11	308	834		
Italie	333	14 644	450 552	636	11 066	351 640	802 191	4 ^e	
Lettonie	0	0	0	1	8	136	136		
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0		
Lituanie	0	0	0	1	9	186	186		

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 56 % en résidence hors de l'État compétent
- 44 % en séjour temporaire ou transfert de résidence
- 88 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 98 % effectués par le régime général

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017 (suite et fin)
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

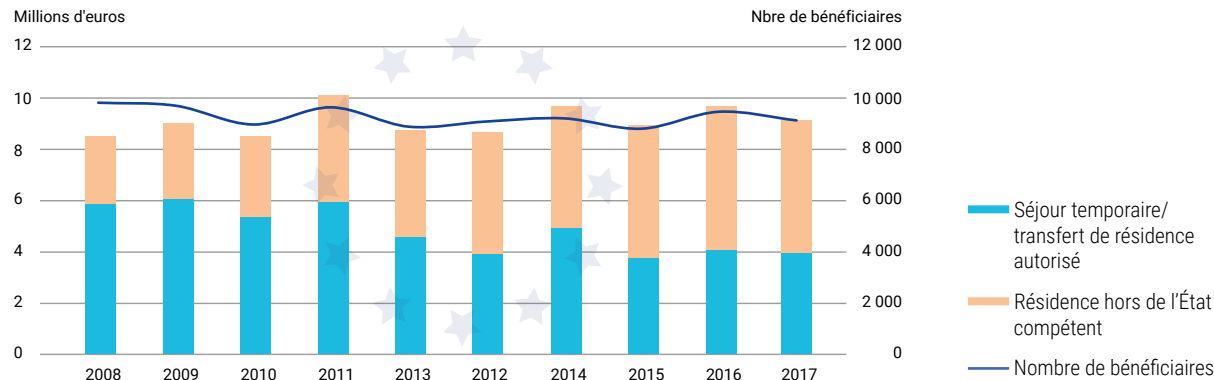
Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Luxembourg	48	2 665	119 474	11	234	8 363	127 837
Malte	2	19	514	22	322	11 844	12 358
Norvège	1	14	450	9	93	3 213	3 663
Pays-Bas	6	148	8 226	80	1 039	40 466	48 692
Pologne	19	604	17 971	118	3 307	115 027	132 998
Portugal	61	3 272	85 275	2 539	63 394	2 003 089	2 088 364
République tchèque	8	438	14 641	26	467	16 057	30 697
Roumanie	6	255	9 041	43	1 107	35 337	44 378
Royaume-Uni	16	851	39 070	147	1 788	58 059	97 128
Slovaquie	6	330	8 975	8	204	6 597	15 572
Slovénie	0	0	0	4	91	2 540	2 540
Suède	5	344	13 802	13	241	13 026	26 828
Suisse	71	3 006	138 291	107	1 429	51 989	190 280
Total 2017	2 738	152 467	5 152 608	6 338	122 444	3 976 841	9 129 450
Total 2016	2 879	151 615	5 570 492	6 546	119 075	4 073 785	9 644 277
% évolution	-4,90	0,56	-7,50	-3,18	2,83	-2,38	-5,34

2°

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

Année	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137 (a)	6,56
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308 (b)	-6,08
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988 (c)	18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053 (d)	-13,49
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	9 031	8 620 717	-0,99
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 158	9 668 580	12,16
2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 741	8 934 950 (e)	-7,59
2016	2 879	151 615	5 570 492	6 546	119 075	4 073 785	9 425	9 644 277	7,94
2017	2 738	152 467	5 152 608	6 338	122 444	3 976 841	9 076	9 129 450	-5,34

- a. Y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de « recherche d'emploi ».
- b. Y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,60 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de « recherche d'emploi ».
- c. Y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de « recherche d'emploi ».
- d. Y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de « recherche d'emploi ».
- e. Y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».



Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-7,27 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,84 %
soit en nombre de bénéficiaires	-712
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	2,28 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,25 %
soit en nombre de jours indemnisés	+6 133
Évolution sur 10 ans du montant versé	7,62 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,82 %
soit	+646 024 €

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Allemagne	16	1 319	75 279	49	683	31 676	106 955
Autriche	0	0	0	5	46	2 302	2 302
Belgique	247	17 609	815 176	32	407	17 686	832 862
Bulgarie	5	108	3 877	11	150	7 385	11 262
Chypre	0	0	0	3	38	2 413	2 413
Croatie	1	6	204	20	560	26 500	26 703
Danemark	0	0	0	2	18	1 640	1 640
Espagne	129	10 165	426 740	480	7 794	392 145	818 886
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	0	0	0	2	52	2 280	2 280
Grèce	0	0	0	69	992	57 806	57 806
Hongrie	3	42	8 161	6	51	2 194	10 355
Irlande	0	0	0	12	190	11 123	11 123
Islande	1	54	3 163	0	0	0	3 163
Italie	102	5 683	259 961	135	2 314	122 616	382 578
Lettonie	0	0	0	1	15	869	869
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 39 % en résidence hors de l'État compétent
- 61 % en séjour temporaire ou transfert de résidence
- 92 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 93 % effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017 (suite et fin)
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Lituanie	1	107	4 264	0	0	0	4 264
Luxembourg	3	163	7 868	0	0	0	7 868
Malte	0	0	0	2	20	1 296	1 296
Norvège	0	0	0	1	13	703	703
Pays-Bas	2	43	1 077	15	394	26 106	27 183
Pologne	39	2 014	73 474	36	808	34 380	107 854
Portugal	52	2 049	89 543	1 319	35 286	1 908 738	1 998 280
République tchèque	0	0	0	6	110	4 896	4 896
Roumanie	2	32	1 393	22	524	26 606	27 999
Royaume-Uni	2	17	521	29	300	16 971	17 492
Slovaquie	1	7	285	3	106	6 079	6 364
Slovénie	0	0	0	2	64	8 951	8 951
Suède	0	0	0	1	49	3 442	3 442
Suisse	4	51	2 697	21	170	8 897	11 593
Total 2017	610	39 469	1 773 680	2 284	51 154	2 725 702	4 499 382
Total 2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	3 468 518
% évolution	50,62	71,03	57,11	8,76	21,27	16,51	29,72

5°

1^{er}

Prestations familiales

Rentes, pensions, allocations

Assurance chômage

Législation applicable

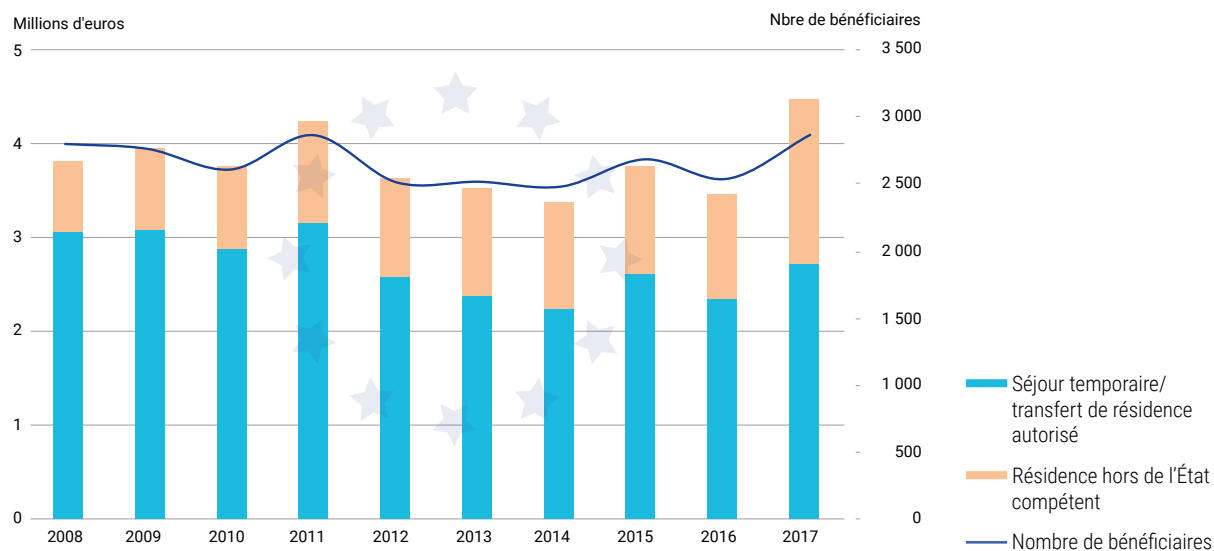
Flux financiers étranger → France

Mouvements migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire / Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79
2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	2 437	3 384 139	-4,14
2015	425	24 602	1 161 642	2 252	48 243	2 601 859	2 677	3 763 501	11,21
2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	2 505	3 468 518	-7,84
2017	610	39 469	1 773 680	2 284	51 154	2 725 702	2 894	4 499 382	29,72

Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	2,88%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,32%
soit en nombre de bénéficiaires	+81
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	15,38%
soit une évolution annuelle moyenne de	1,60%
soit en nombre de jours indemnisés	+12 081
Évolution sur 10 ans du montant versé	18,04%
soit une évolution annuelle moyenne de	1,86%
soit	+687 676 €



L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paievements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017
Assurances maladie-maternité

	Pays	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé			
		Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	136	4 633	141 528	3 ^e
	Andorre	5	46	1 254	
	Bénin	6	200	5 956	
	Bosnie-Herzégovine	10	240	7 951	
	Cameroun	0	0	0	
	Cap-Vert	3	20	811	
	Congo	3	109	2 298	
	Côte d'Ivoire	17	617	18 395	
	Gabon	1	11	334	
	Guernesey	0	0	0	
	Jersey	0	0	0	
	Kosovo	9	183	5 939	
	Macédoine	4	63	2 122	
	Madagascar	12	341	10 055	
	Mali	14	609	16 308	
	Maroc	206	5 849	157 961	2 ^e
	Mauritanie	1	59	1 269	
	Monaco	2	13	388	
	Monténégro	5	39	1 559	
	Niger	0	0	0	
Québec	71	2 779	97 932	4 ^e	
Sénégal	61	1 702	54 023		
Serbie	38	1 122	32 668		
Togo	8	168	4 918		
Tunisie	94	2 950	91 679	5 ^e	
Turquie	141	4 896	158 105	1 ^{er}	
	Sous-total 2017	847	26 649	813 453	
	Sous-total 2016	1 263	37 785	1 210 186	
	% évolution	-32,94	-29,47	-32,78	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	7	342	11 970	
	Polynésie française	2	44	1 667	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	14	412	
	Sous-total 2017	10	400	14 049	
	Sous-total 2016	13	488	18 992	
	% évolution	-23,08	-18,03	-26,03	
	Total Général 2017	857	27 049	827 502	
	Total Général 2016	1 276	38 273	1 229 177	
	% évolution	-32,84	-29,33	-32,68	

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 78 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99,6 % effectués par le régime général

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire Assurances maladie-maternité

Année	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	% évolution
2008	3 886	126 643	3 895 125 (a)	
2009	3 759	124 191	3 788 559 (b)	-2,74
2010	3 000	96 622	2 923 912 (c)	-22,82
2011	2 203	67 279	2 061 374 (d)	-29,50
2012	1 758	55 795	1 685 294 (e)	-18,24
2013	1 469	47 495	1 460 858 (f)	-13,32
2014	1 361	41 684	1 261 343	-13,66
2015	1 334	37 240	1 147 323	-9,04
2016	1 276	38 273	1 229 177	7,13
2017	857	27 049	827 502	-32,68

a. Y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

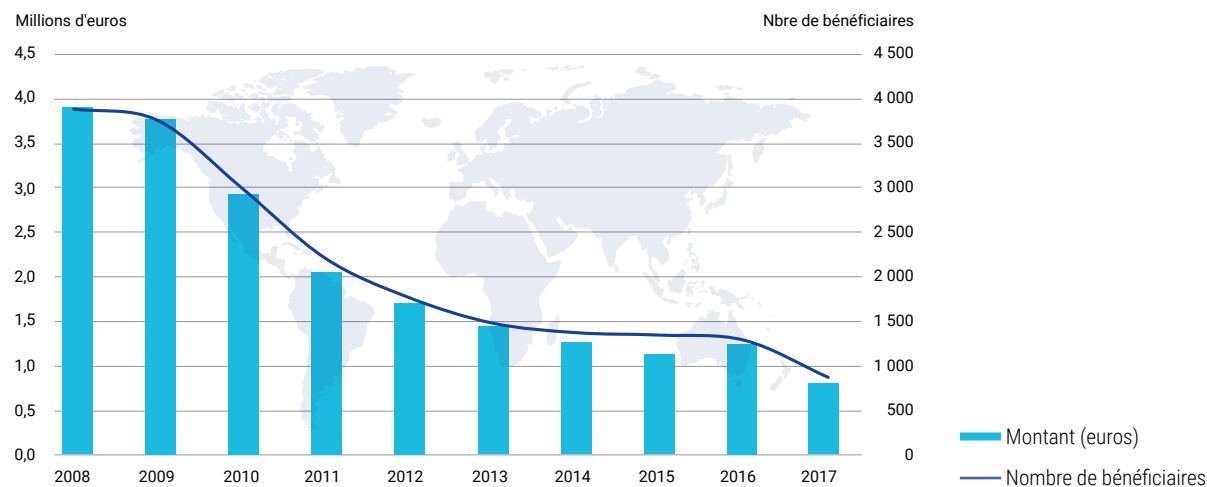
b. Y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

c. Y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

d. Y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

e. Y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

f. Y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-77,95%
soit une évolution annuelle moyenne de	-15,46%
soit en nombre de bénéficiaires	-3 029
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	-78,64%
soit une évolution annuelle moyenne de	-15,76%
soit en nombre de jours indemnisés	-99 594
Évolution sur 10 ans du montant versé	-78,76%
soit une évolution annuelle moyenne de	-15,81%
soit	-3 067 623 €

Paiement des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2017
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou rechute dans l'autre pays			2°
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Algérie	250	7 674	354 501	
Andorre	4	89	3 813	
Argentine	0	0	0	
Bénin	3	62	1 921	
Bosnie-Herzégovine	4	91	3 762	
Brésil	0	0	0	
Cameroun	5	161	5 555	
Canada	6	358	23 068	
Cap-Vert	11	328	17 991	
Chili	2	39	1 400	
Congo	6	154	6 030	
Corée	0	0	0	
Côte d'Ivoire	3	138	5 009	
États-Unis	10	296	14 950	
Gabon	0	0	0	
Guernesey	0	0	0	
Inde	2	18	675	
Israël	4	60	2 709	
Japon	0	0	0	
Jersey	0	0	0	
kosovo	4	111	5 757	
Macédoine	5	110	4 994	
Madagascar	7	185	9 114	
Mali	21	1 085	55 207	5°
Maroc	608	18 200	845 458	1°
Mauritanie	4	270	13 646	
Monaco	1	3	63	
Monténégro	3	108	4 989	
Niger	0	0	0	
Philippines	0	0	0	
Québec	6	137	6 307	
Saint-Marin	0	0	0	
Sénégal	31	1 017	49 152	
Serbie	32	929	46 224	
Togo	3	86	4 435	
Tunisie	208	6 355	314 569	4°
Turquie	176	6 054	319 383	3°
Uruguay	0	0	0	
Sous-total 2017	1 419	44 118	2 120 680	
Sous-total 2016	1 568	47 720	2 330 799	
% évolution	-9,50	-7,55	-9,01	

Pays	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou rechute dans l'autre pays		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION			
Nouvelle-Calédonie	1	15	681
Polynésie française	0	0	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0
Sous-total 2017	1	15	681
Sous-total 2016	5	206	16 327
% évolution	-80,00	-92,72	-95,83
Reste du monde	0	0	0
Sous-total 2017	0	0	0
Sous-total 2016	0	0	0
% évolution	-	-	-
Total Général 2017	1 420	44 133	2 121 361
Total Général 2016	1 573	47 926	2 347 126
% évolution	-9,73	-7,91	-9,62

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations ci-contre versés par la France sont pour :

- 89 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99 % effectués par le régime général

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

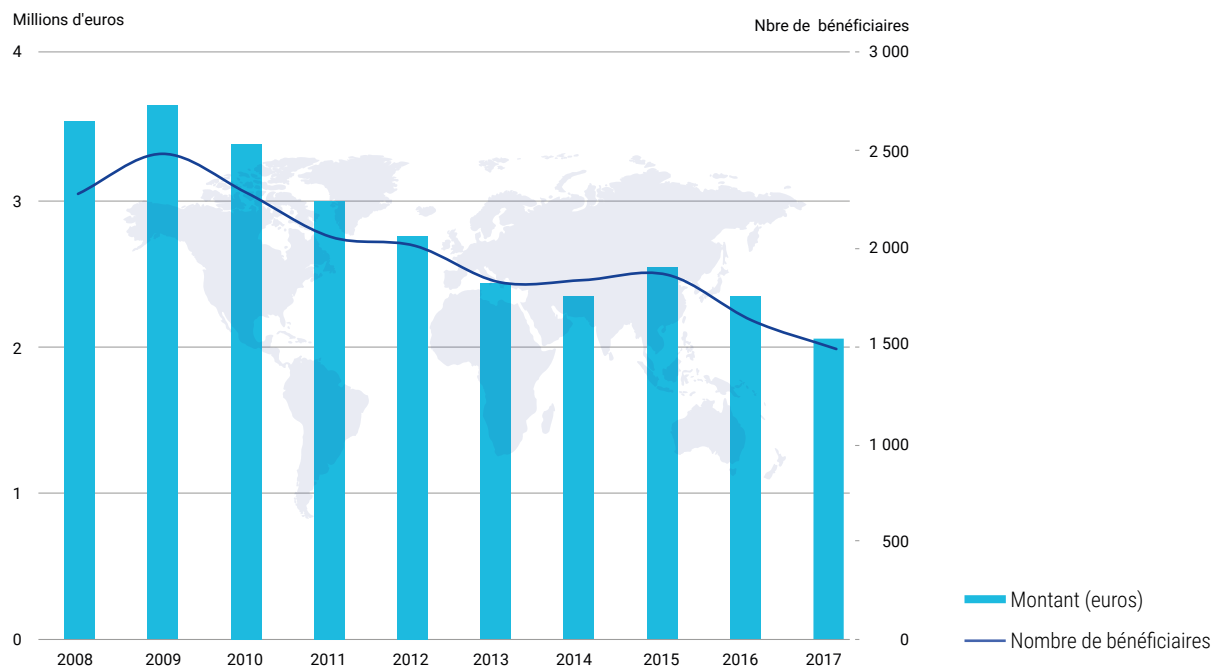
Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou rechute dans l'autre pays			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	% évolution
2008	2 253	76 628	3 524 312	
2009	2 468	82 056	3 632 056	3,06
2010	2 259	75 056	3 378 541	-6,98
2011	2 022	64 212	2 983 777	-11,68
2012	1 974	60 551	2 744 222	-8,03
2013	1 779	52 526	2 432 194	-11,37
2014	1 790	49 679	2 351 106	-3,33
2015	1 818	54 423	2 531 071	7,65
2016	1 573	47 926	2 347 126	-7,27
2017	1 420	44 133	2 121 361	-9,62



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence ou rechute	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-36,97%
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,00%
soit en nombre de bénéficiaires	-833
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	-42,41%
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,95%
soit en nombre de jours indemnisés	-32 495
Évolution sur 10 ans du montant versé	-39,81%
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,48%
soit	-1 402 950 €



Prestations Familiales

Synthèse _____	56
Règlements européens	
Les paiements de prestations familiales françaises _____	60
Accords internationaux	
Les paiements de prestations familiales transférés par la France dans un pays ayant signé un accord international _____	64

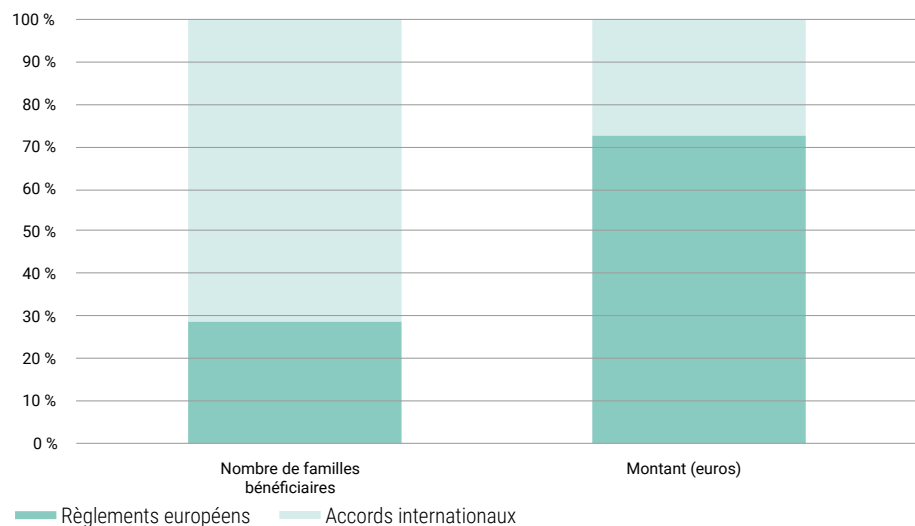
Prestations familiales versées à l'étranger en 2017 (Répartition par régime)

Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger;
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins;
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

Type d'accord	Régimes				Total		
	Général		Agricole				
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% de répartition
Règlements européens	3 396	9 663 949	347	560 331	3 743	10 224 280	71,62
Accords internationaux	5 287	2 433 280	3 997	1 618 919	9 284	4 052 199	28,38
Total 2017	8 683	12 097 229	4 344	2 179 250	13 027	14 276 479	100,00
Total 2016	8 152	10 770 421	3 361	2 163 611	11 513	12 934 032	
% d'évolution	6,51	12,32	29,25	0,72	13,15	10,38	
+ Allocation différentielle 2017					15 041	27 795 053	

Répartition du montant des Prestations Familiales et du nombre de familles bénéficiaires pour 2017 selon le type d'accord



14,28 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2017 par la France à l'étranger.
71,61 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse
3 743 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 29 % de l'effectif total

En plus des prestations familiales versées dans le cadre des accords indiqués dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2017 **15 041 foyers** en France ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (ADI) pour un montant totalisant plus de **27,79 millions d'euros**.

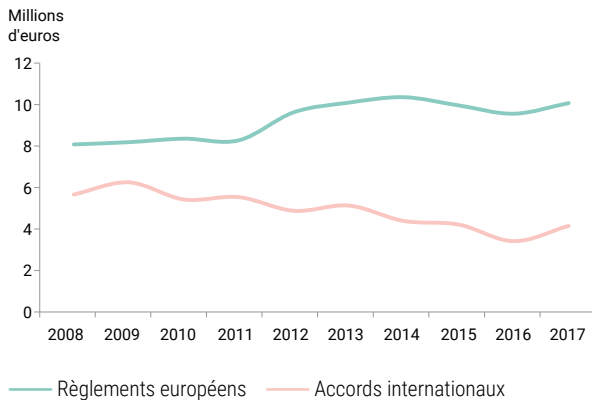
L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.

Évolution sur 10 ans des Prestations Familiales versées à l'étranger

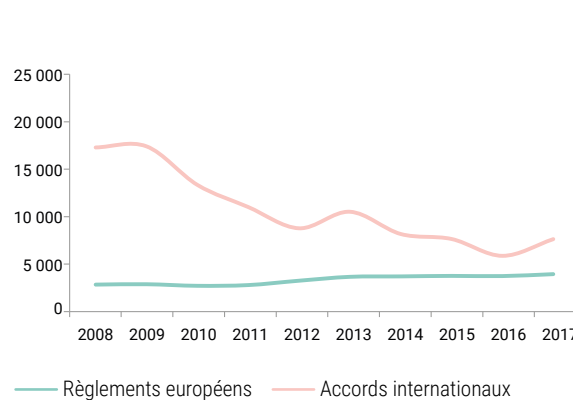
Année	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2008	2 881	8 120 579		16 652	5 615 745		19 533	13 736 323	
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 549	10,89	19 653	14 459 199	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 803 283	-12,47	13 352	14 522 139	5,15
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,42	14 994	15 264 554	5,11
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 296 562	-15,15	13 241	14 767 169	-3,26
2015	3 584	10 061 210	-3,91	9 296	4 116 221	-4,20	12 880	14 177 431	-3,99
2016	3 570	9 649 485	-4,09	7 943	3 284 548	-20,20	11 513	12 934 032	-8,77
2017	3 743	10 224 280	5,96	9 284	4 052 199	23,37	13 027	14 276 479	10,38

Augmentation de 3,9 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger. Sur la période, l'évolution des PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (+25,91 %) est inverse à celle des PF servies dans les pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France (-27,84 %). Seul le volume des paiements vers les pays européens (59,1 % du total en 2008 et 71,6 % du total en 2017) explique la progression positive de l'ensemble des PF payées par la France à des bénéficiaires à l'étranger.

Montant des prestations familiales



Nombre de familles bénéficiaires



Paiements des Prestations Familiales par régions françaises

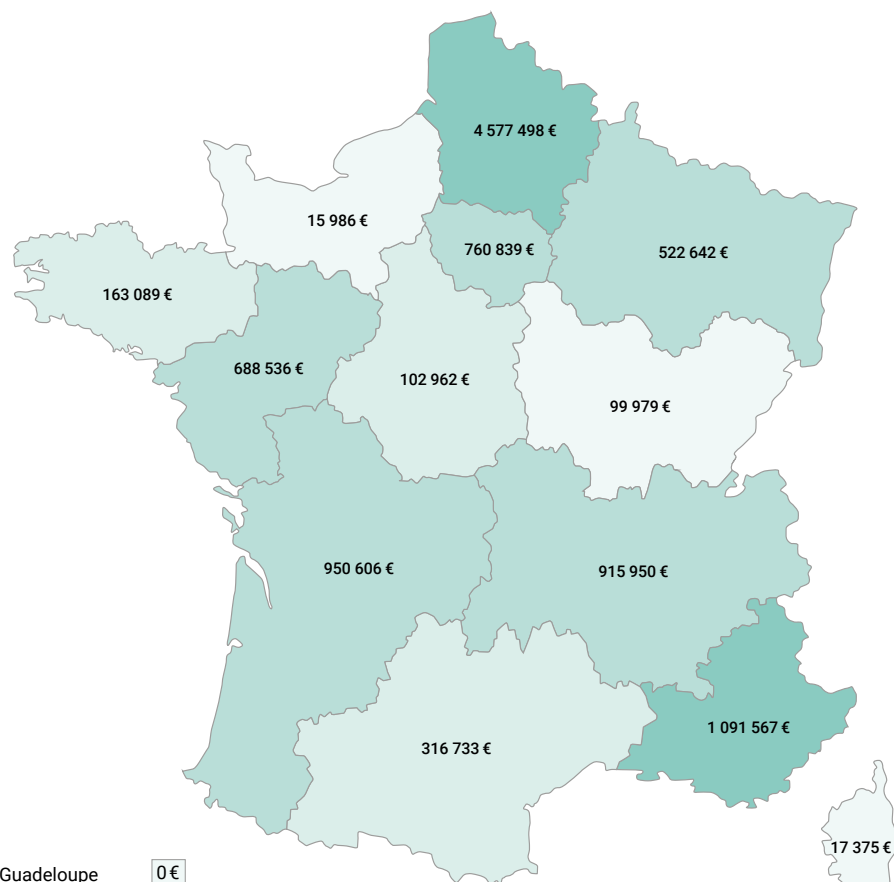
Régions	Règlements européens		Accords internationaux		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Auvergne-Rhône-Alpes	321	915 950	289	121 925	610	1 037 875
Bourgogne-Franche-Comté	26	99 979	2	3 363	28	103 342
Bretagne	69	163 089	2	6 957	71	170 046
Centre-Val de Loire	35	102 962	15	25 846	50	128 808
Corse	4	17 375	287	124 542	291	141 917
Grand Est	245	522 642	338	160 185	583	682 827
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	1 463	4 577 498	6	8 564	1 469	4 586 062
Île-de-France	250	760 839	4 183	1 855 722	4 433	2 616 561
La Réunion	1	518	0	0	1	518
Martinique	0	0	0	0	0	0
Mayotte	0	0	0	0	0	0
Normandie	9	15 986	0	0	9	15 986
Nouvelle-Aquitaine	320	950 606	758	275 330	1 078	1 225 936
Occitanie	128	316 733	1 140	518 432	1 268	835 164
Pays de Loire	277	688 536	1	7 493	278	696 029
Provence-Alpes Côte d'azur	595	1 091 567	2 263	943 840	2 858	2 035 406
Total 2017	3 743	10 224 280	9 284	4 052 199	13 027	14 276 479

La région Hauts-de-France arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant proche de 4,6 millions d'euros (les paiements ont lieu en quasi-totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers un pays limitrophe : la Belgique).

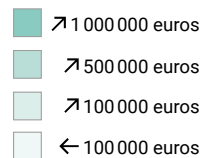
La région Île-de-France, se positionne au 2^e rang avec un montant de plus de 2,6 millions d'euros de prestations familiales versé principalement vers les pays signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France (70,9 %) et dans une moindre mesure vers ceux appliquant les règlements européens (29,1 %); La région PACA, avec des versements plus équilibrés entre les deux périmètres de pays, est en 3^e place.

À noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Épinal et Saint-Quentin-en-Yvelines sont en charge des paiements à destination des pays hors règlements européens.

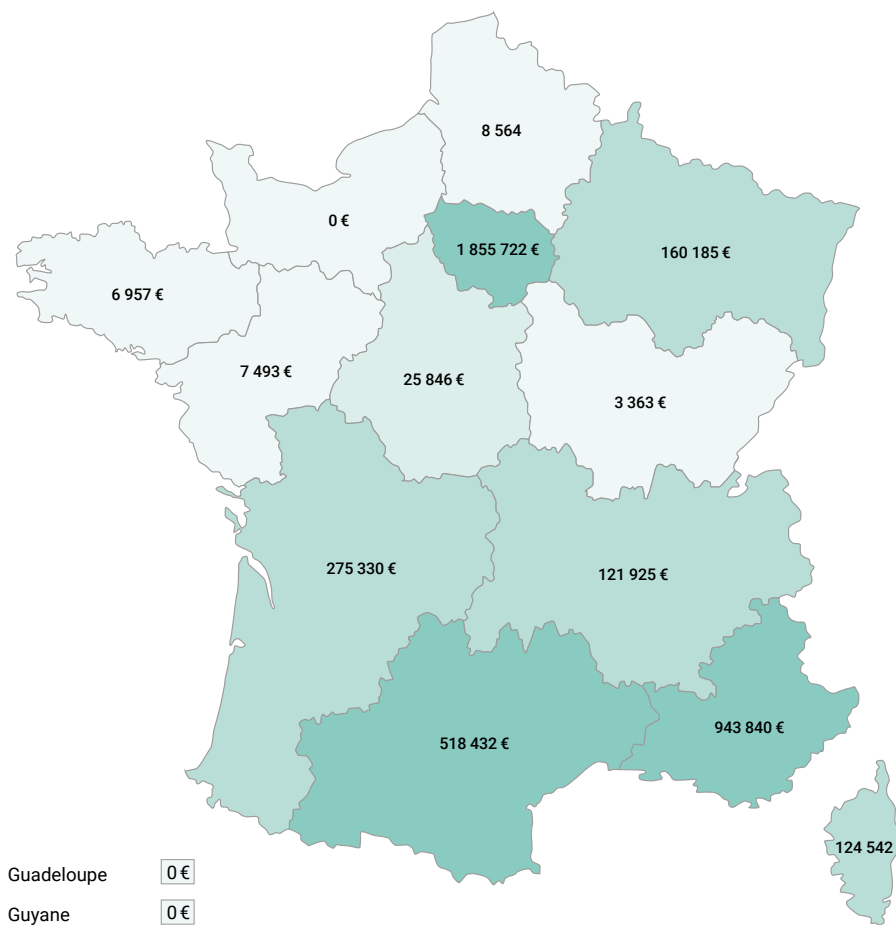
Les Prestations Familiales versées dans le cadre des règlements européens



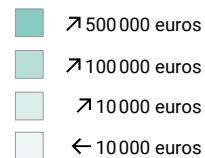
Guadeloupe	0 €
Guyane	0 €
La Réunion	518 €
Martinique	0 €
Mayotte	0 €



Les Prestations Familiales versées dans le cadre des accords internationaux



Guadeloupe	0 €
Guyane	0 €
La Réunion	0 €
Martinique	0 €
Mayotte	0 €



En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre VIII, articles 67 à 69, du règlement (CE) n° 883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n° 987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un État membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

QUELLES SONT LES PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

– des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial ;

– de la PAJE: allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa) ;

– du complément familial ;

– de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément ;

– de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) ;
– de l'allocation de soutien familial (ASF) ;
– de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement.

Nota bene :

Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux États membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre État est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'État de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre État, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations familiales versés par la France sont pour :

- **90 %** à destination des cinq principaux pays ci-contre
- **95 %** effectués par le régime général
- **53 %** des allocations familiales
- **19 %** des Prestations d'Accueil du Jeune Enfant

Paiement des prestations familiales en 2017

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	
Allemagne	194	347 272	0	0	194	347 272	
Autriche	9	13 340	0	0	9	13 340	
Belgique	1 520	4 705 521	0	0	1 520	4 705 521	1 ^{er}
Bulgarie	14	31 475	0	0	14	31 475	
Chypre	1	3 682	0	0	1	3 682	
Croatie	1	6 187	0	0	1	6 187	
Danemark	1	3 116	0	0	1	3 116	
Espagne	623	1 444 890	11	42 329	634	1 487 219	2 ^e
Estonie	1	2 121	0	0	1	2 121	
Finlande	2	2 422	0	0	2	2 422	
Grèce	13	34 665	0	0	13	34 665	
Hongrie	15	38 954	0	0	15	38 954	
Irlande	8	11 208	0	0	8	11 208	
Islande	0	0	0	0	0	0	
Italie	472	1 012 296	0	0	472	1 012 296	4 ^e
Lettonie	0	0	0	0	0	0	
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	
Lituanie	1	4 429	0	0	1	4 429	
Luxembourg	28	72 129	0	0	28	72 129	
Malte	1	1 369	0	0	1	1 369	
Norvège	6	4 503	0	0	6	4 503	
Pays-Bas	15	16 855	0	0	15	16 855	
Pologne	258	942 486	0	0	258	942 486	5 ^e
Portugal	368	1 007 626	4	14 646	372	1 022 272	3 ^e
République tchèque	7	20 017	0	0	7	20 017	

* Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers.

Paiement des prestations familiales en 2017 (suite et fin)

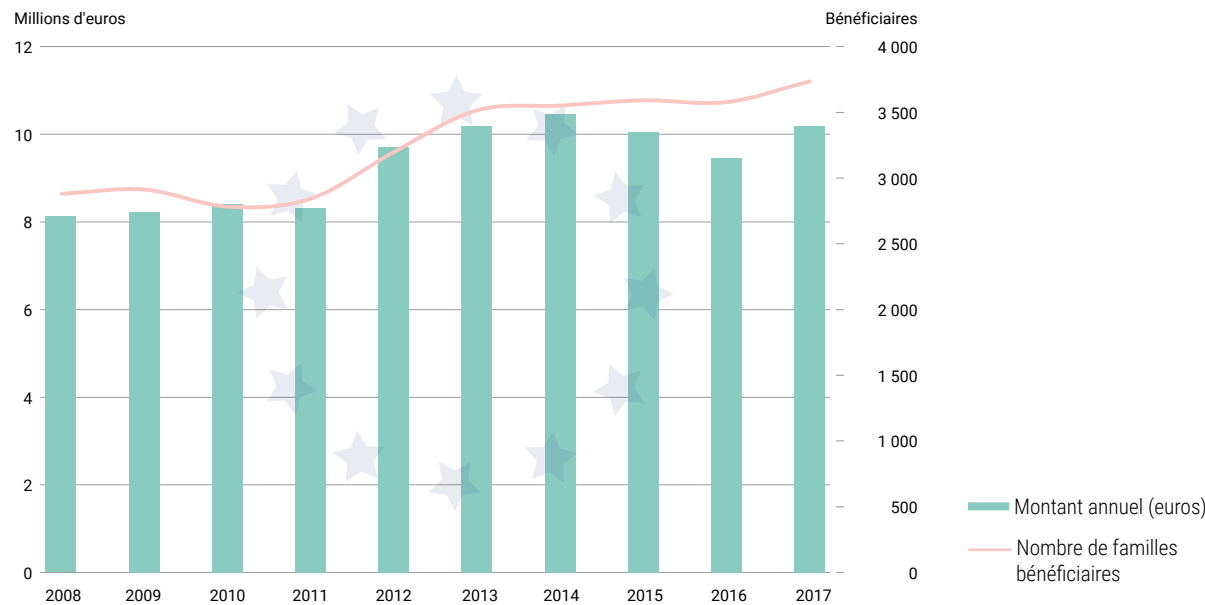
Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Roumanie	60	171 666	0	0	60	171 666
Royaume-Uni	43	134 080	0	0	43	134 080
Slovaquie	17	59 018	0	0	17	59 018
Slovénie	0	0	0	0	0	0
Suède	7	10 584	0	0	7	10 584
Suisse	43	65 394	0	0	43	65 394
Total 2017	3 728	10 167 305	15	56 975	3 743	10 224 280
Total 2016	3 558	9 615 510	12	33 975	3 570	9 649 485
% évolution	4,78	5,74	25,00	67,70	4,85	5,96

* Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers.

Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant (euros)	% évolution
2008	2 881		8 120 579	
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64
2015	3 584	1,13	10 061 210	-3,91
2016	3 570	-0,39	9 649 485	-4,09
2017	3 743	4,85	10 224 280	5,96

Indicateurs d'évolution	
Prestation familiale totale	
Évolution sur 10 ans du nombre de familles	29,92 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,95 %
soit en nombre de bénéficiaires	+862
Évolution sur 10 ans du montant versé	25,91 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,59 %
soit	+2 103 701 €



Soins de santé
maladies AT-MP

**Prestations
familiales**

Rentes; pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

I- LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

Nota bene :

L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec **le Maroc, la Tunisie, la Turquie** et avec **Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, Monaco, le Monténégro, la Serbie.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations

en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la **méthode algébrique**; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles.**

Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles

Pays d'origine du travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation	La caisse française verse à :	l'organisme de liaison étranger	Paiement des prestations selon la législation locale aux familles résidant :	Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Alger	→	Algérie
Bénin	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Cotonou	→	Bénin
Cap-Vert	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Praia	→	Cap-Vert
Congo	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Brazaville	→	Congo
Côte d'Ivoire	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Abidjan	→	Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Libreville	→	Gabon
Madagascar	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Antananarivo	→	Madagascar
Mali	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Bamako	→	Mali
Mauritanie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Nouakchott	→	Mauritanie
Niger	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Niamey	→	Niger
Sénégal	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Dakar	→	Sénégal
Togo	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Lomé	→	Togo
Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F.	→	La caisse française verse directement :	→	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie	direct	Allocations transférables				... aux familles résidant :

II- LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont: les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants: **Argentine, Brésil, Cameroun, Corée, Inde, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay** ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

Paiement des prestations familiales en 2017

Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Algérie	342	54 453	0	0	0	0	342	54 453
Andorre	0	0			19	9 405	19	9 405
Argentine					0	0	0	0
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					2	2 603	2	2 603
Cameroun					0	0	0	0
Cap-Vert	4	405			0	0	2	433
Congo	0	0			0	0	0	0
Corée					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	7	594			0	0	7	594
Gabon	0	0			0	0	0	0
Inde					1	7 104	1	7 104
Japon					0	0	0	0
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	0	0			0	0	0	0
Macédoine	0	0			0	0	0	0
Madagascar	0	0			1	3 552	1	3 552
Mali	2 744	918 726			0	0	2 744	918 726
Maroc	4 124	2 154 160			18	41 332	4 142	2 195 492
Mauritanie	22	2 252			0	0	22	2 252
Monaco	0	0					0	0
Monténégro	0	0			0	0	0	0
Niger	0	0			0	0	0	0
Philippines					1	391	1	391
Québec					2	4 184	2	4 184

5°

2°

1^{er}

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des prestations familiales versés par la France sont pour :

- 98 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 60 % effectués par le régime général

Paiement des prestations familiales en 2017 (suite et fin)

CONVENTIONS BILATÉRALES	Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL		
		Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	
	Sénégal	584	210 589			1	4 159	585	214 748	4 ^e
	Serbie	0	0			0	0	0	0	
	Togo	1	438			1	2 649	2	3 087	
	Tunisie	1 363	602 438			1	422	1 364	602 860	3 ^e
	Turquie	44	28 303			2	2 065	46	30 368	
	Uruguay					0	0	0	0	
	Sous-total 2017	9 233	3 972 386	0	0	49	77 866	9 282	4 050 252	
	Sous-total 2016	7 904	3 201 645	2	96	35	81 716	7 941	3 283 457	
	% évolution	16,81	24,07	-100,00	-100,00	40,00	-4,71	16,89	23,35	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie					2	1 946	2	1 946	
	Polynésie française					0	0	0	0	
	Saint-Pierre-et-Miquelon					0	0	0	0	
	Sous-total 2017	-	-	-	-	2	1 946	2	1 946	
	Sous-total 2016					2	1 091	2	1 091	
	% évolution	-	-	-	-	0,00	78,44	0,00	78,44	
Total Général 2017		9 233	3 972 386	0	0	51	79 813	9 284	4 052 199	
Total Général 2016		7 904	3 201 645	2	96	37	82 806	7 943	3 284 548	
% évolution		16,81	24,07	-100,00	-100,00	37,84	-3,62	16,88	23,37	

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

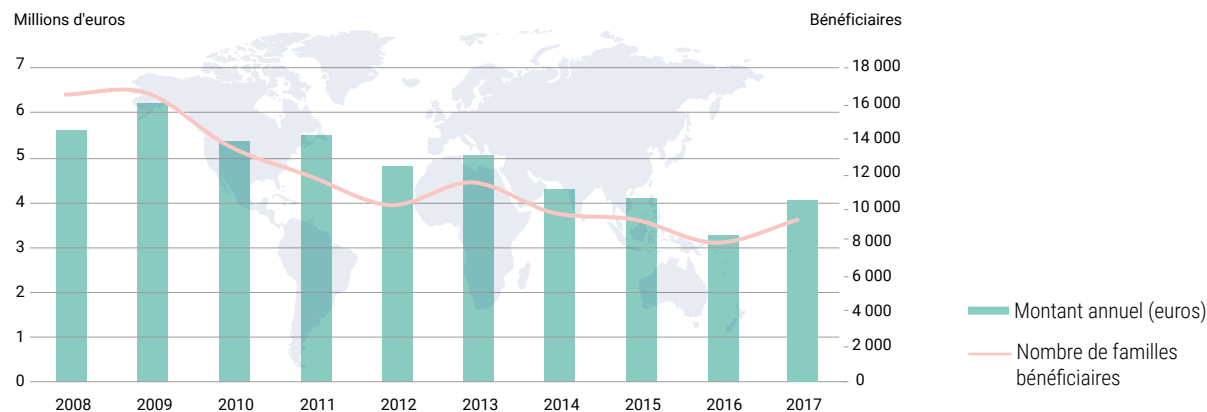
Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2008	16 652		5 615 745	
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 651	2,21
2012	10 156	-14,41	4 803 283	-12,47
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,42
2014	9 697	-15,57	4 296 562	-15,15
2015	9 296	-4,14	4 116 221	-4,20
2016	7 943	-14,55	3 284 548	-20,20
2017	9 284	16,88	4 052 199	23,37

Indicateurs d'évolution

Prestation familiale totale

Évolution sur 10 ans du nombre de familles	-44,25 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-6,29 %
soit en nombre de bénéficiaires	-7 368
Évolution sur 10 ans du montant versé	-27,84 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,56 %
soit	-1 563 546 €



Sur la décennie, la diminution relativement continue, tant en volume qu'en valeur, des prestations familiales versées par la France, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, pour des ayants droit établis à l'étranger est fortement corrélée à la baisse, durant la même période, des prestations servies en Algérie (-90 %, soit -474,6 K€), en Tunisie (-21 %, soit -161,3 K€) et au Maroc (-31 %, soit -976,7 K€).

L'augmentation du montant total versé en 2017 (+767,6 K€) s'explique quasi exclusivement par la progression des prestations servies au Mali (+334,0 K€) et au Maroc (+325,3 K€) entre 2016 et 2017.



Rentes, Pensions, Allocations

Avant-propos _____ 70

Synthèse _____ 71

Règlements européens

Les paiements des rentes d'accidents du travail _____ 74

Les paiements des pensions d'invalidité _____ 77

Les paiements des pensions de vieillesse _____ 80

Les paiements des allocations de retraite complémentaire _____ 83

Les paiements des allocations de veuvage _____ 88

Les paiements des capitaux décès _____ 90

Accords internationaux

Les paiements des rentes d'accident du travail _____ 92

Les paiements des pensions d'invalidité _____ 95

Les paiements des pensions de vieillesse _____ 98

Les paiements des allocations de retraite complémentaire _____ 101

Les paiements des allocations de veuvage _____ 106

Les paiements des capitaux décès _____ 108

Pays hors conventions

Paiements de l'ensemble
des pensions, rentes et allocations _____ 110

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2017 (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2017.

En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires différents ayant perçu des prestations au moins une fois dans l'année. Cependant, s'agissant plus particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations de retraite complémentaire, le « nombre » s'entend comme étant plutôt le nombre de prestations servies (cas des assurés ou ayants droit bénéficiaires de plusieurs prestations ou cas des poly-pensionnés).

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

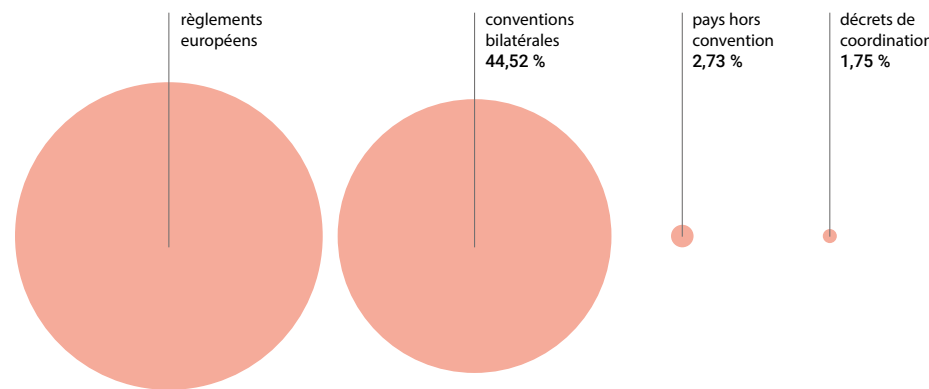
- _ celles concernant les États membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des règlements européens,
- _ celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon),
- _ Celles relatives aux pays hors conventions.

Paiements des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2017

Type d'accord	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage*	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	84 907 850	19 201 895	2 304 399 008	957 084 997	553 159	313 361	3 366 460 270
Conventions Bilatérales	70 508 011	5 468 680	2 183 909 845	663 682 439	15 644 627	201 652	2 939 415 253
Décrets de coordination	62 709	114 299	30 287 863	84 843 792	9 176	3 415	115 321 254
Pays hors conventions	2 075 836	1 408 387	102 027 550	75 015 288	13 891	2 842	180 543 795
Total 2017*	157 554 406	26 193 260	4 620 624 266	1 780 626 516	16 220 854	521 271	6 601 740 572
Total 2016	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 152
% d'évolution	-2,89	5,96	-0,98	-1,10	-33,31	35,81	-1,15

* Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

Répartition des paiements 2017 par type d'accord



En 2017, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,6 milliards d'euros, soit une diminution de 76,72 millions d'euros par rapport à 2016.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

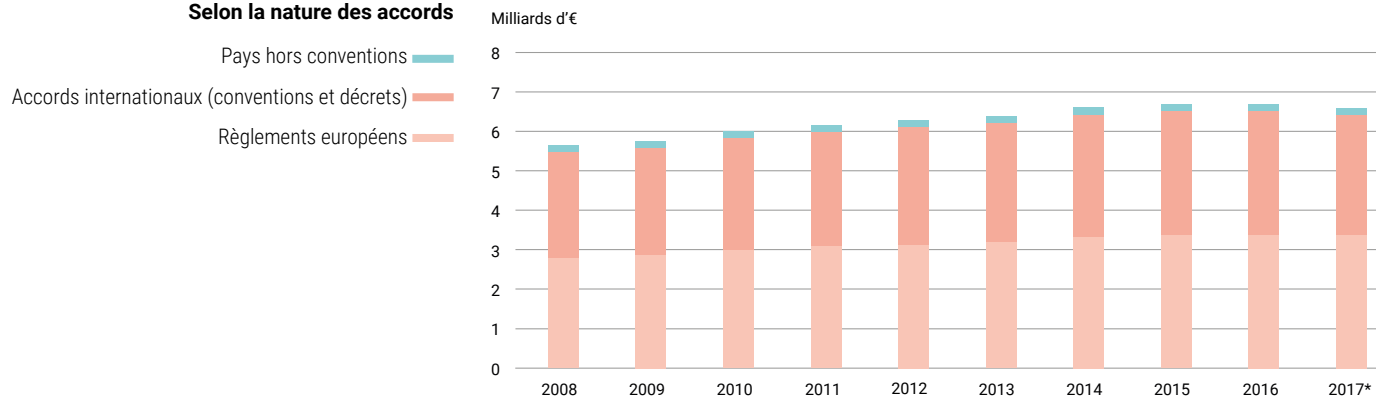
Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes, pensions et allocations (tous types d'accords)

Année	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage*	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 272 797	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 752 712 155	1,90
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	4,38
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788	3,71
2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159	1,10
2016	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 152	-0,13
2017*	157 554 406	26 193 260	4 620 624 266	1 780 626 516	16 220 854	521 271	6 601 740 572	-1,15

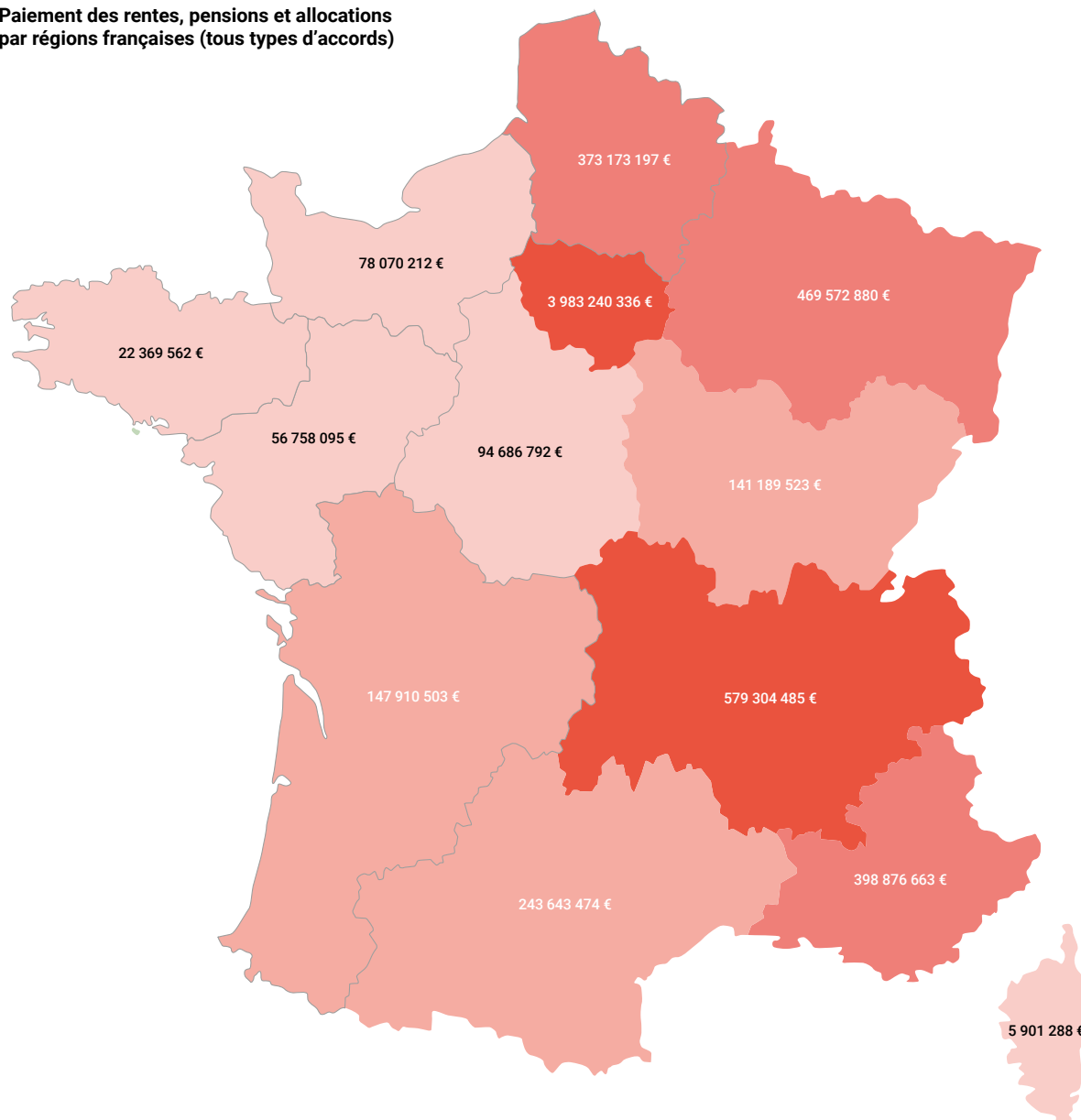
* Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

Selon la nature des accords



Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50 % des montants totaux distribués. Sur cette même période, 47,3 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux. Le reste, 2,7 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

Paiement des rentes, pensions et allocations par régions françaises (tous types d'accords)



Guadeloupe 1 185 368 €
 Guyane 1 109 798 €
 La Réunion 3 542 305 €
 Martinique 1 206 091 €

- ↗ 500 000 000 euros
- ↗ 300 000 000 euros
- ↗ 100 000 000 euros
- ← 100 000 000 euros

La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec 60,34 % du montant total versé. La région Auvergne-Rhône-Alpes, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 8,78 %, suivie par la région Grand Est (7,11 %).

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

RENTE AT-MP

La **rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle)** est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiement des rentes d'AT-MP en 2017

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
Allemagne	417	1 119 145	75	928 182	492	2 047 326	5°
Autriche	18	51 433	3	55 499	21	106 933	
Belgique	881	2 195 158	123	1 637 112	1 004	3 832 270	4°
Bulgarie	3	7 762	2	12 211	5	19 973	
Chypre	0	0	0	0	0	0	
Croatie	73	173 883	5	62 996	78	236 879	
Danemark	7	11 969	0	0	7	11 969	
Espagne	5 202	13 822 954	365	4 853 441	5 567	18 676 395	2°
Estonie	0	0	4	67 690	4	67 690	
Finlande	5	13 022	0	0	5	13 022	
Grèce	35	91 068	6	89 863	41	180 931	
Hongrie	25	47 252	2	22 603	27	69 855	
Irlande	18	45 236	1	15 518	19	60 753	
Islande	0	0	0	0	0	0	
Italie	2 477	7 976 453	287	3 725 779	2 764	11 702 232	3°

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des rentes d'AT-MP versés par la France sont pour :

- 70 % des rentes de victime
- 30 % des rentes de survivant
- 95 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91 % effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Paiements des rentes d'AT-MP en 2017 (suite et fin)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
Lettonie	4	5 063	0	0	4	5 063
Liechtenstein	1	1 374	0	0	1	1 374
Lituanie	4	3 163	0	0	4	3 163
Luxembourg	95	207 002	9	176 407	104	383 409
Malte	3	4 015	0	0	3	4 015
Norvège	2	12 085	1	13 678	3	25 763
Pays-Bas	50	92 092	1	10 992	51	103 084
Pologne	92	301 001	44	349 351	136	650 351
Portugal	11 902	31 755 503	1 101	12 966 295	13 003	44 721 798
République Tchèque	6	15 814	1	15 486	7	31 300
Roumanie	16	71 083	4	44 480	20	115 563
Royaume-Uni	103	249 016	26	361 471	129	610 488
Slovaquie	6	13 132	2	38 805	8	51 938
Slovénie	11	19 606	3	18 766	14	38 371
Suède	27	71 194	2	45 788	29	116 982
Suisse	262	714 071	15	304 889	277	1 018 960
Total 2017	21 745	59 090 549	2 082	25 817 301	23 827	84 907 850
Total 2016	22 157	60 388 404	2 090	25 802 677	24 247	86 191 080
% évolution	-1,86	-2,15	-0,38	0,06	-1,73	-1,49

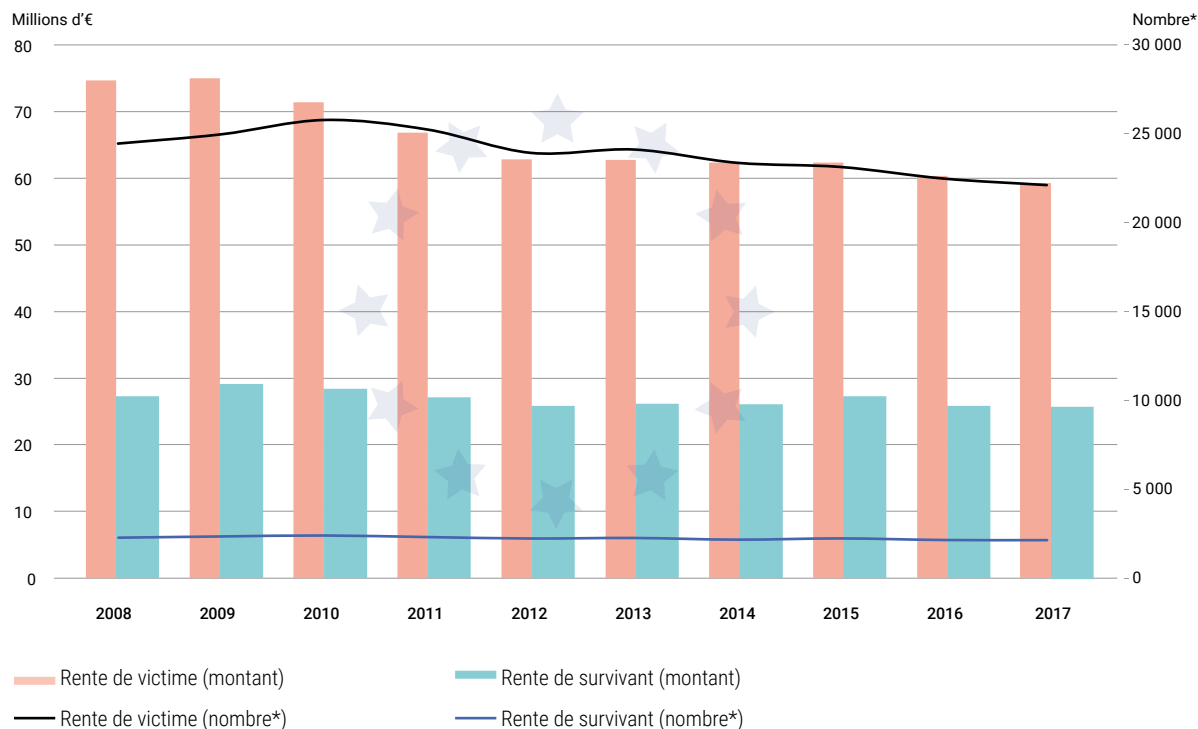
1^{er}

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		% évolution
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	2,11
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266	-0,60
2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242	1,32
2016	22 157	60 388 404	2 090	25 802 677	24 247	86 191 080	-3,81
2017	21 745	59 090 549	2 082	25 817 301	23 827	84 907 850	-1,49



* Voir l'avant-propos en début de partie

Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-10,42 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,22 %
soit en nombre de rentes	-2 773
Évolution sur 10 ans du montant versé	-16,75 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,02 %
soit	-17 086 981 €
Rente de victime	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-10,76 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,26 %
soit en nombre de rentes	-2 623
Évolution sur 10 ans du montant versé	-20,91 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,57 %
soit	-15 622 530 €
Rente de survivant	
Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-6,72 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,77 %
soit en nombre de rentes	-150
Évolution sur 10 ans du montant versé	-5,37 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,61 %
soit	-1 464 450 €

Depuis 2009, la diminution continue, tant en volume qu'en valeur, des paiements des rentes d'AT-MP versées, dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, à des bénéficiaires établis à l'étranger est fortement corrélée à la baisse, durant la même période, des rentes d'AT-MP servies en Italie (-40 %, soit -7,70 M€), au Portugal (-12 %, soit -6,10 M€) et en Espagne (-15,5 %, soit -3,40 M€).

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de **survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Paiement des pensions d'invalidité en 2017

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
Allemagne	696	1 532 156	6	64 144	702	1 596 300	4°
Autriche	42	161 394	1	6 837	43	168 231	
Belgique	504	2 911 300	24	136 489	528	3 047 789	3°
Bulgarie	7	36 856	0	0	7	36 856	
Chypre	1	3 588	0	0	1	3 588	
Croatie	2	13 123	0	0	2	13 123	
Danemark	16	30 642	0	0	16	30 642	
Espagne	808	3 591 895	11	98 278	819	3 690 173	2°
Estonie	1	2 293	0	0	1	2 293	
Finlande	12	104 591	0	0	12	104 591	
Grèce	11	71 218	0	0	11	71 218	
Hongrie	3	14 084	0	0	3	14 084	
Irlande	7	45 969	1	7 950	8	53 919	
Islande	0	0	0	0	0	0	
Italie	165	942 650	9	59 903	174	1 002 553	
Lettonie	0	0	0	0	0	0	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des pensions d'invalidité versés par la France sont pour :

- 97 % des pensions d'invalidité de droit direct
- 3 % des pensions de survivant invalide
- 84 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 82 % effectués par le régime général

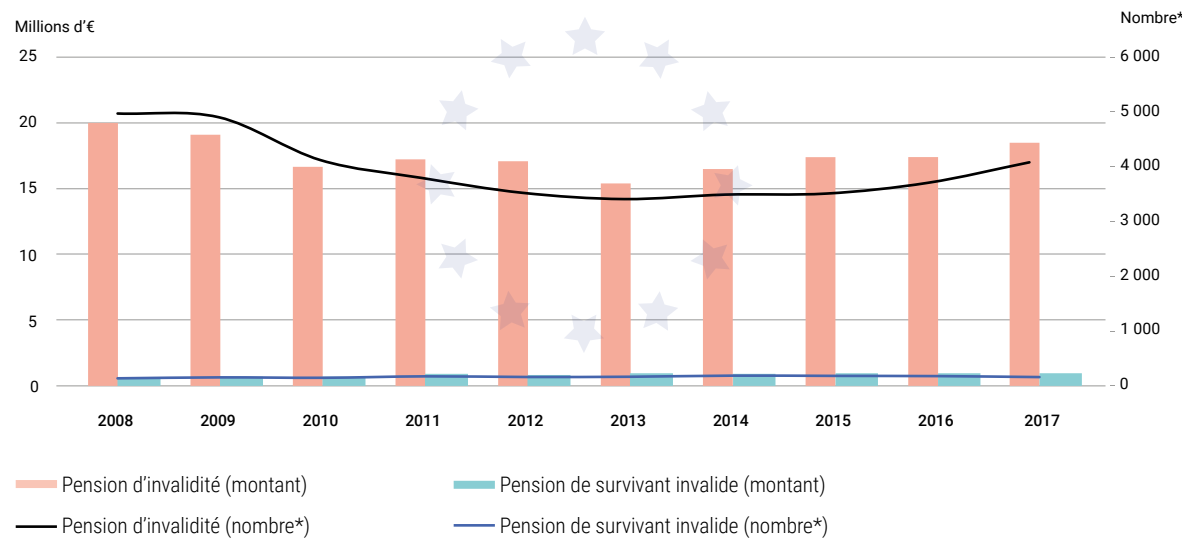
Paiement des pensions d'invalidité en 2017 (suite et fin)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)
Liechtenstein	2	2 993	0	0	2	2 993
Lituanie	1	530	0	0	1	530
Luxembourg	175	676 913	0	0	175	676 913
Malte	3	25 458	1	3 030	4	28 488
Norvège	5	13 419	1	5 698	6	19 117
Pays-Bas	27	101 109	3	43 244	30	144 353
Pologne	45	191 220	6	42 148	51	233 368
Portugal	1 280	6 352 690	15	87 815	1 295	6 440 506
République tchèque	5	29 143	4	28 280	9	57 423
Roumanie	8	49 341	1	17 579	9	66 921
Royaume-Uni	38	284 733	2	6 089	40	290 821
Slovaquie	1	190	0	0	1	190
Slovénie	3	10 240	0	0	3	10 240
Suède	28	83 370	0	0	28	83 370
Suisse	342	1 251 579	9	59 725	351	1 311 304
Total 2017	4 238	18 534 685	94	667 209	4 332	19 201 895
Total 2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314
% évolution	6,43	6,15	-11,32	7,48	5,97	6,20

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		% évolution
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	Nombre*	Montant (euros)	
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903	6,43
2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731	5,66
2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314	0,10
2017	4 238	18 534 685	94	667 209	4 332	19 201 895	6,20



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-12,08 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,42 %
soit en nombre de pensions	-595
Évolution sur 10 ans du montant versé	-6,14 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,70 %
soit	-1 256 467 €
Pension d'invalidité (droit propre)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-12,60 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,49 %
soit en nombre de pensions	-611
Évolution sur 10 ans du montant versé	-7,63 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,88 %
soit	-1 531 152 €
Pension de survivant invalide (droit dérivé)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	20,51 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,09 %
soit en nombre de pensions	+16
Évolution sur 10 ans du montant versé	69,98 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,07 %
soit	+274 685 €

Depuis 2014, il est à observer une hausse légère et progressive, tant en volume qu'en valeur, des pensions d'invalidité versées à des bénéficiaires établis à l'étranger. Cela s'explique par la concomitance de deux tendances opposées : dans un sens, la baisse des pensions à destination du Portugal qui pèse fortement sur l'ensemble des paiements, et de l'Italie (respectivement : -47 % et -18 % en 10 ans) ; dans l'autre sens, la conjugaison de la hausse des pensions versées au profit de bénéficiaires résidant en Allemagne, Belgique, Espagne et Suisse (respectivement : +17 %, +78 %, +69 % et +157 % en 10 ans).

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse (droit propre)** versée au retraité et la **pension de réversion (droit dérivé)** qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

Paiements des pensions de vieillesse en 2017

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Allemagne	43 833	84 773 320	14 762	22 763 315	58 595	107 536 635	5°
Autriche	2 217	4 634 539	324	564 465	2 541	5 199 004	
Belgique	50 153	172 730 283	15 497	31 792 113	65 650	204 522 396	4°
Bulgarie	239	1 024 053	46	125 645	285	1 149 697	
Chypre	109	504 696	3	10 091	112	514 787	
Croatie	2 389	6 849 319	662	1 088 338	3 051	7 937 657	
Danemark	743	1 488 505	24	58 289	767	1 546 793	
Espagne	271 986	661 538 817	72 686	102 538 981	344 672	764 077 797	2°
Estonie	19	62 851	1	682	20	63 533	
Finlande	334	638 786	15	34 605	349	673 391	
Grèce	2 095	6 433 661	331	900 826	2 426	7 334 487	
Hongrie	477	2 329 184	87	228 020	564	2 557 205	
Irlande	433	1 496 975	27	58 252	460	1 555 227	
Islande	17	44 773	3	1 649	20	46 421	
Italie	78 443	168 051 838	38 206	63 519 100	116 649	231 570 938	3°

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des pensions de vieillesse versés par la France sont pour :

- **85 %** des pensions de vieillesse de droit propre
- **15 %** des pensions de réversion (droit dérivé)
- **92 %** à destination des cinq principaux pays ci-contre
- **84 %** effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Paiement des pensions de vieillesse en 2017 (suite et fin)

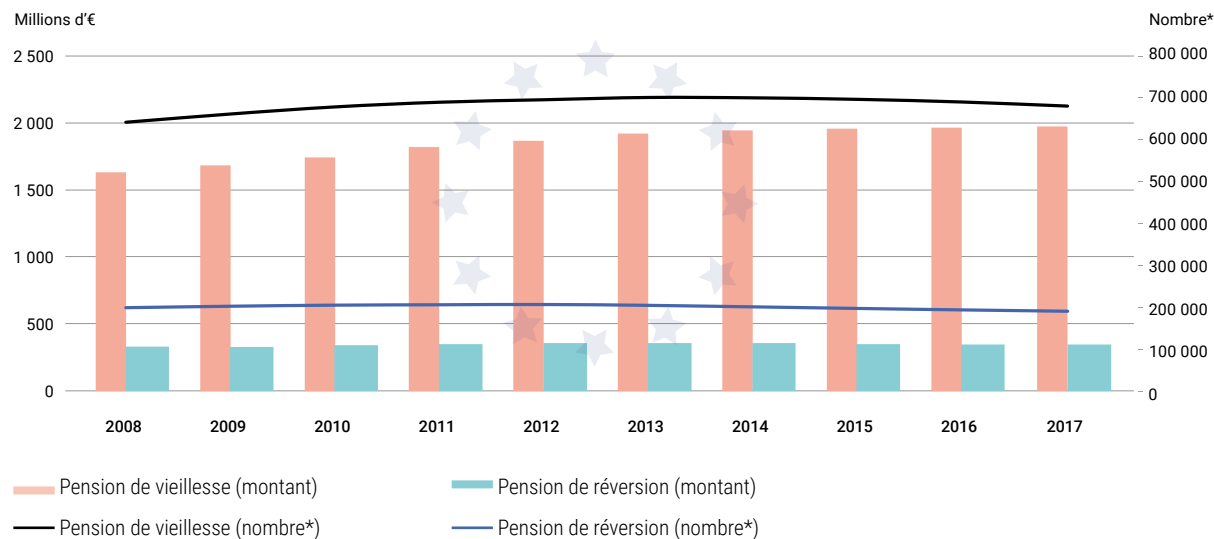
Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Lettonie	15	116 525	0	0	15	116 525
Liechtenstein	36	127 533	7	6 929	43	134 462
Lituanie	31	92 309	5	17 108	36	109 417
Luxembourg	4 673	19 393 404	726	1 624 903	5 399	21 018 307
Malte	96	565 774	5	15 178	101	580 952
Norvège	544	1 099 808	12	29 922	556	1 129 730
Pays-Bas	3 966	7 775 061	362	570 167	4 328	8 345 227
Pologne	3 155	8 453 817	2 892	4 824 717	6 047	13 278 533
Portugal	168 479	712 025 869	42 440	98 944 612	210 919	810 970 481
République Tchèque	321	1 285 324	129	252 978	450	1 538 302
Roumanie	429	2 151 635	62	147 840	491	2 299 475
Royaume-Uni	9 685	23 599 666	581	1 280 974	10 266	24 880 640
Slovaquie	127	530 706	96	94 744	223	625 450
Slovénie	543	1 571 495	161	284 233	704	1 855 728
Suède	1 755	3 712 897	81	170 883	1 836	3 883 780
Suisse	23 430	74 206 923	1 192	3 139 107	24 622	77 346 030
Total 2017	670 772	1 969 310 344	191 425	335 088 664	862 197	2 304 399 008
Total 2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546
% évolution	-1,03	0,45	-1,22	-1,21	-1,07	0,21

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familiales**Rentes, pensions,
allocations**Assurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625	0,98
2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205	0,31
2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546	0,19
2017	670 772	1 969 310 344	191 425	335 088 664	862 197	2 304 399 008	0,21



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	2,60%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,29%
soit en nombre de pensions	+21 862
Évolution sur 10 ans du montant versé	18,06%
soit une évolution annuelle moyenne de	1,86%
soit	+352 496 936 €

Pension de vieillesse (droit propre)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	4,39%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,48%
soit en nombre de pensions	+28 203
Évolution sur 10 ans du montant versé	20,98%
soit une évolution annuelle moyenne de	2,14%
soit	+341 450 862 €

Pension de réversion (droit dérivé)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-3,21%
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,36%
soit en nombre de pensions	-6 341
Évolution sur 10 ans du montant versé	3,41%
soit une évolution annuelle moyenne de	0,37%
soit	+11 046 074 €

Depuis 2014, le nombre total de pensionnés résidant dans les pays de l'EEE-Suisse est en constante diminution, expliquant de fait la stagnation des montants versés durant cette même période. Car, en effet, c'est la revalorisation annuelle des pensions qui compense en partie l'impact de cette baisse sur l'ensemble des montants versés.

L'Italie est le pays de l'EEE-Suisse ayant connu la plus forte baisse en 2017 soit : - 4 928 pensionnés et - 8,20 M€ versés.

ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2017

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Allemagne	19 626	41 473 152	5 742	9 917 387	25 368	51 390 539	
Autriche	1 088	3 294 175	248	811 849	1 336	4 106 024	
Belgique	36 818	97 082 213	13 882	21 833 707	50 700	118 915 920	3 ^e
Bulgarie	181	625 295	44	84 455	225	709 750	
Chypre	128	814 604	18	50 461	146	865 065	
Croatie	1 211	2 061 160	408	476 077	1 619	2 537 237	
Danemark	571	1 252 919	97	340 868	668	1 593 787	
Espagne	122 673	177 488 786	36 642	37 420 126	159 315	214 908 912	2 ^e
Estonie	19	57 966	3	4 173	22	62 139	
Finlande	284	703 680	18	49 618	302	753 298	
Grèce	1 586	3 876 244	436	1 028 698	2 022	4 904 942	
Hongrie	379	1 086 254	140	272 180	519	1 358 434	
Irlande	423	1 168 140	60	208 149	483	1 376 289	
Islande	12	21 046	4	5 559	16	26 605	
Italie	43 080	60 476 106	20 010	20 956 026	63 090	81 432 132	5 ^e
Lettonie	13	64 956	2	5 431	15	70 387	

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des allocations de retraite complémentaire versés par la France sont pour :

- 83 % des allocations de retraite de droit propre
- 17 % des allocations de réversion (droite dérivé)
- 84 % à destination des cinq principaux pays ci-contre

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2017 (suite et fin)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre*	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Liechtenstein	33	120 100	8	24 857	41	144 957
Lituanie	16	68 396	5	3 833	21	72 229
Luxembourg	3 473	16 569 034	694	1 542 430	4 167	18 111 464
Malte	120	923 335	16	35 898	136	959 233
Norvège	348	790 579	50	198 533	398	989 112
Pays-Bas	2 967	7 091 973	539	1 462 414	3 506	8 554 387
Pologne	1 993	3 298 742	1 705	1 269 738	3 698	4 568 480
Portugal	136 308	250 627 922	46 391	45 907 499	182 699	296 535 421
République tchèque	275	1 035 735	96	162 853	371	1 198 588
Roumanie	381	1 759 548	83	144 062	464	1 903 610
Royaume-Uni	8 540	34 282 949	1 323	4 813 197	9 863	39 096 146
Slovaquie	95	454 915	60	28 159	155	483 074
Slovénie	335	566 288	148	179 544	483	745 832
Suède	1 435	3 579 478	172	642 048	1 607	4 221 526
Suisse	16 757	80 923 282	3 129	13 566 196	19 886	94 489 478
Total 2017	401 168	793 638 972	132 173	163 446 025	533 341	957 084 997
Total 2016	413 733	808 656 257	138 351	163 319 313	552 084	971 975 570
% évolution	-3,04	-1,86	-4,47	0,08	-3,39	-1,53

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

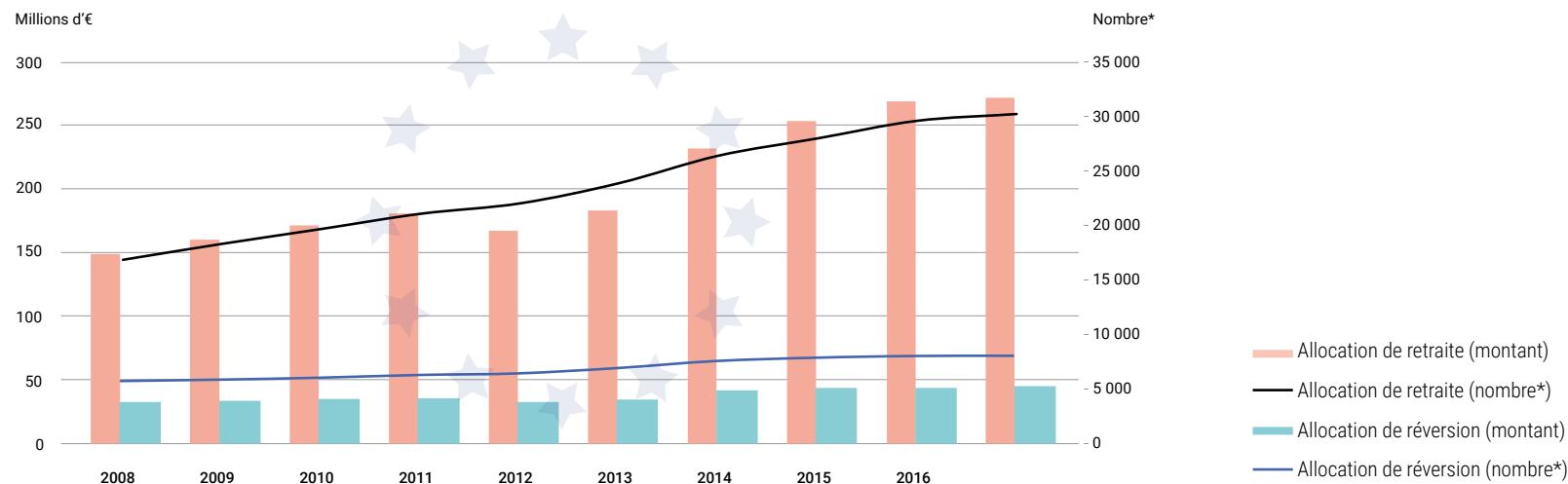
Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22
2014	26 466	232 874 500	7 177	41 063 988	33 643	273 938 488	25,66
2015	28 047	254 566 432	7 407	42 982 088	35 454	297 548 520	8,62
2016	29 646	270 113 987	7 528	43 024 019	37 174	313 138 006	5,24
2017	30 262	272 505 856	7 543	43 938 211	37 805	316 444 067	1,06

Il apparaît en 2014 une rupture de continuité dans la série des données (Agirc: +26 %, Arrco: +11 %) du fait que les groupes GIE Agirc-Arrco s'appuient à compter de cette date sur un système d'information centralisé; ce qui dès lors améliore la qualité des données en les rendant plus complètes.

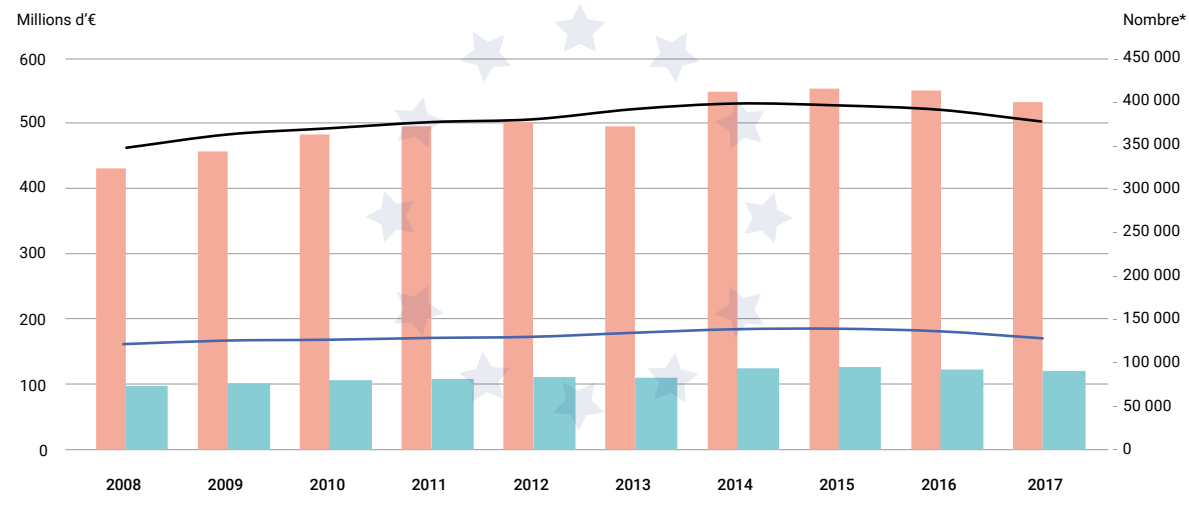


* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17
2014	391 121	536 749 167	132 728	122 062 941	523 849	658 812 108	10,97
2015	388 979	541 096 785	133 116	124 152 683	522 095	665 249 468	0,98
2016	384 087	538 542 270	130 823	120 295 294	514 910	658 837 564	-0,96
2017	370 906	521 133 116	124 630	119 507 814	495 536	640 640 930	-2,76

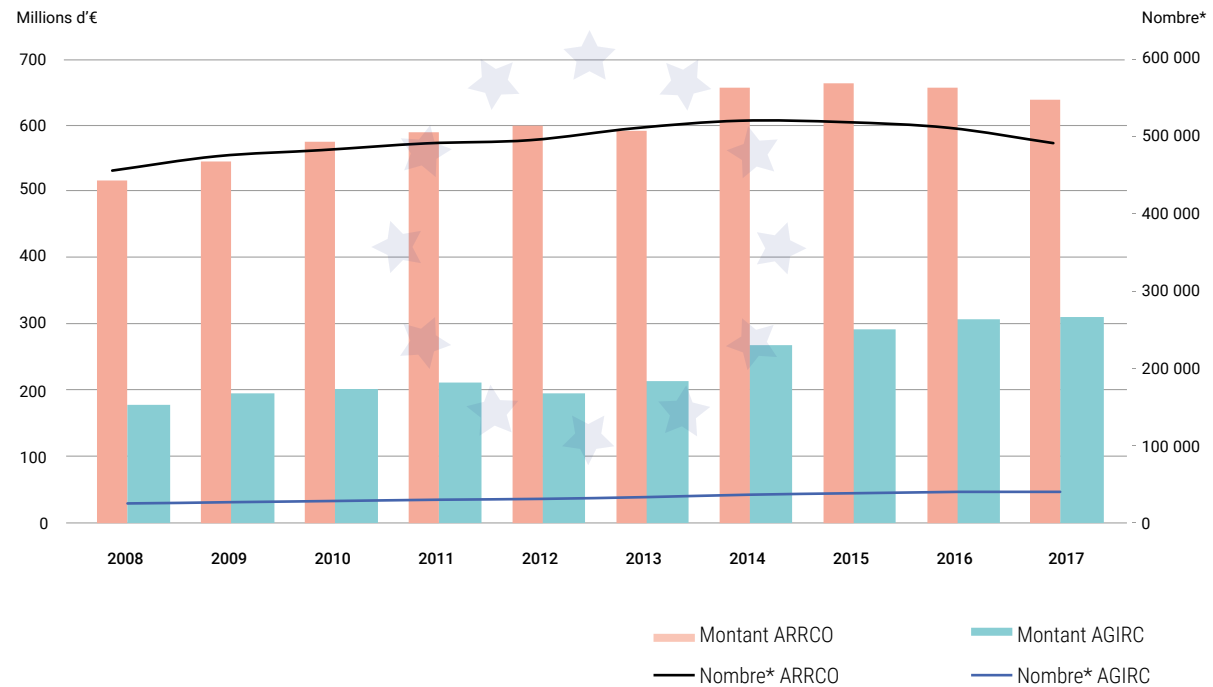
Il apparaît en 2014 une rupture de continuité dans la série des données (Agirc: +26 %, Arrco: +11 %) du fait que les groupes GIE Agirc-Arrco s'appuient à compter de cette date sur un système d'information centralisé; ce qui dès lors améliore la qualité des données en les rendant plus complètes.



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution		
Total	AGIRC	ARRCO
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	66,24 %	7,55 %
soit une évolution annuelle moyenne de	5,81 %	0,81 %
soit en nombre d'allocations	+15 064	+34 779
Évolution sur 10 ans du montant versé	73,89 %	23,71 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,34 %	2,39 %
soit	+134 469 530 €	+122 802 362 €
Allocation de retraite de droit propre		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	78,47 %	8,69 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,65 %	0,93 %
soit en nombre d'allocations	+13 306	+29 640
Évolution sur 10 ans du montant versé	81,96 %	23,43 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,88 %	2,37 %
soit	+122 747 349 €	+98 911 618 €
Allocation de réversion		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	30,39 %	4,30 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,99 %	0,47 %
soit en nombre d'allocations	+1 758	+5 139
Évolution sur 10 ans du montant versé	36,39 %	24,99 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,51 %	2,51 %
soit	+11 722 181 €	+23 890 744 €

Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 71,7 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 94,3 % de l'ensemble des bénéficiaires.

* Voir l'avant-propos en début de partie.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2017

Pays	Allocation de veuvage		
	Nombre *	Montant (euros)	
Allemagne	6	0	
Autriche	0	0	
Belgique	10	4 519	
Bulgarie	0	0	
Chypre	0	0	
Croatie	0	0	
Danemark	0	0	
Espagne	72	148 356	2 ^e
Estonie	0	0	
Finlande	1	0	
Grèce	3	1 378	
Hongrie	1	3 770	
Irlande	0	0	
Islande	0	0	
Italie	13	27 254	4 ^e
Lettonie	0	0	

Pays	Allocation de veuvage		
	Nombre *	Montant (euros)	
Liechtenstein	0	0	
Lituanie	0	0	
Luxembourg	2	4 917	
Malte	0	0	
Norvège	0	0	
Pays-Bas	0	0	
Pologne	7	36 664	3 ^e
Portugal	80	307 533	1 ^{er}
République tchèque	0	0	
Roumanie	0	0	
Royaume-Uni	1	2 408	
Slovaquie	1	11 220	5 ^e
Slovénie	1	0	
Suède	1	0	
Suisse	2	5 138	
Total 2017 **	201	553 159	
Total 2016	220	859 293	
% évolution	-8,64	-35,63	

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des allocations de veuvage versés par la France sont pour :

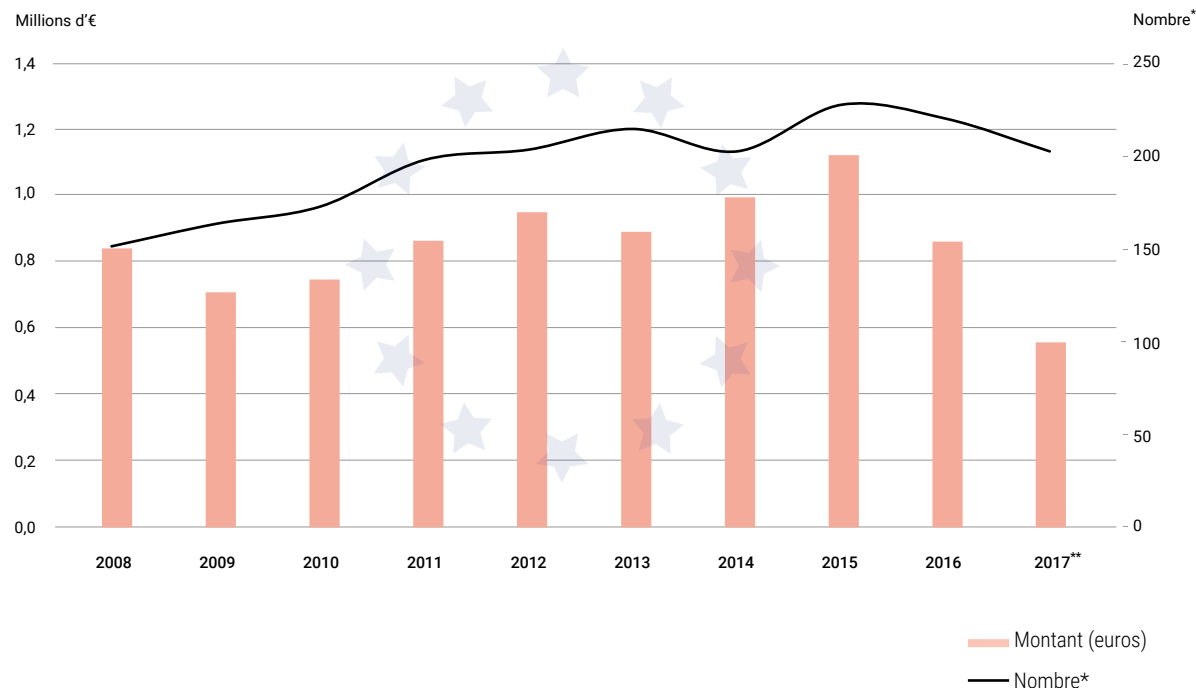
- 96 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 66 % effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2008	146	838 555	
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59
2015	228	1 119 535	12,82
2016	220	859 293	-23,25
2017 **	201	553 159	-35,63



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

Glossaire et sources page 161 et suivantes

Indicateurs d'évolution	
Allocation de veuvage	
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	37,67 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,62 %
soit en nombre d'allocations	+55
Évolution sur 10 ans du montant versé	-34,03 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-4,52 %
soit	-285 396 €

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Par ailleurs, en 2017, les paiements à des bénéficiaires résidant à l'étranger n'ont été effectués que sur des comptes bancaires à l'étranger, aucun ne s'est fait sur un compte domicilié en France.

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

Paiements des capitaux décès en 2017

Pays	Capital décès		
	Nombre *	Montant (euros)	
Allemagne	15	38 125	3 ^e
Autriche	0	0	
Belgique	29	49 906	2 ^e
Bulgarie	3	8 530	
Chypre	0	0	
Croatie	1	1 702	
Danemark	1	851	
Espagne	12	30 295	4 ^e
Estonie	0	0	
Finlande	0	0	
Grèce	0	0	
Hongrie	2	3 405	
Irlande	0	0	
Islande	0	0	
Italie	10	26 631	5 ^e
Lettonie	0	0	

Pays	Capital décès		
	Nombre *	Montant (euros)	
Liechtenstein	0	0	
Lituanie	1	1 708	
Luxembourg	2	4 178	
Malte	0	0	
Norvège	0	0	
Pays-Bas	2	4 257	
Pologne	8	20 433	
Portugal	36	84 938	1 ^{er}
République tchèque	0	0	
Roumanie	5	9 954	
Royaume-Uni	5	13 620	
Slovaquie	0	0	
Slovénie	0	0	
Suède	0	0	
Suisse	4	14 829	
Total 2017	136	313 361	
Total 2016	77	208 808	
% évolution	76,62	50,07	

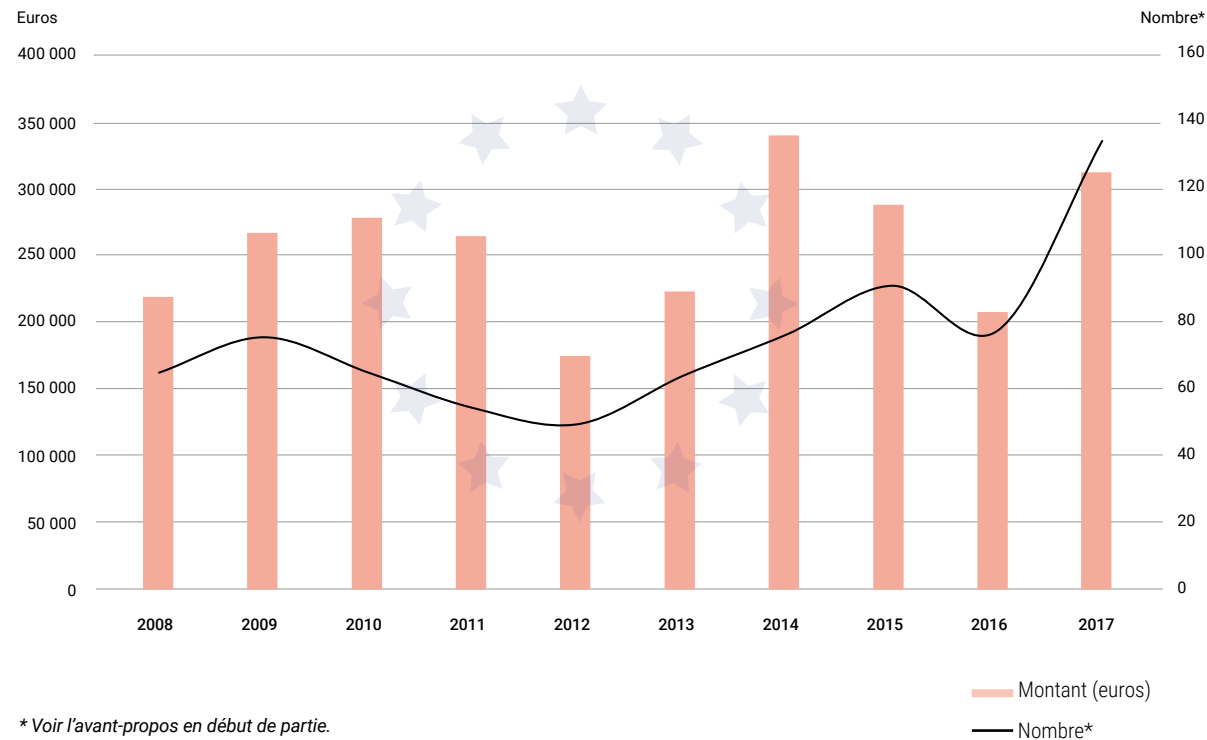
Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des capitaux décès versés par la France sont pour :

- 73 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 78 % effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2008	64	220 441	
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48
2015	91	289 713	-15,27
2016	77	208 808	-27,93
2017	136	313 361	50,07



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution	
Capitaux décès	
Évolution sur 10 ans du nombre de capitaux	112,50 %
soit une évolution annuelle moyenne de	8,74 %
soit en nombre de capitaux	+72
Évolution sur 10 ans du montant versé	42,15 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,99 %
soit	+92 921 €

L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

RENTES D'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiement des rentes d'AT-MP en 2017

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Algérie	10 284	24 791 059	1 752	18 076 940	12 036	42 867 999
Andorre	14	45 916	2	14 722	16	60 638
Argentine	7	67 662	1	26 540	8	94 202
Bénin	8	35 865	1	14 239	9	50 104
Bosnie-Herzégovine	36	106 801	3	33 452	39	140 253
Brésil	37	108 778	7	74 466	44	183 243
Cameroun	28	44 860	0	0	28	44 860
Canada	287	657 709	22	281 877	309	939 586
Cap-Vert	6	14 722	1	9 158	7	23 880
Chili	13	67 502	0	0	13	67 502
Congo	4	4 116	1	15 333	5	19 449
Corée	0	0	1	15 622	1	15 622
Côte d'Ivoire	18	34 285	2	16 439	20	50 724
États-Unis	238	601 352	20	319 057	258	920 409
Gabon	13	26 395	2	26 015	15	52 410
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	3	9 106	0	0	3	9 106
Israël	199	522 594	10	205 318	209	727 912
Japon	5	10 950	0	0	5	10 950
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	4	7 188	0	0	4	7 188
Macédoine	12	23 375	3	35 207	15	58 582
Madagascar	50	114 304	3	6 608	53	120 912
Mali	158	514 437	44	381 586	202	896 023
Maroc	2 733	6 778 598	698	6 180 202	3 431	12 958 800
Mauritanie	30	35 572	7	65 320	37	100 892
Monaco	4	4 594	0	0	4	4 594

1^{er}

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des rentes d'AT-MP versés par la France sont pour :

- 58 % des rentes de victime
- 42 % des rentes de survivant
- 92 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 92 % effectués par le régime général

2^e

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Paiement des rentes d'AT-MP en 2017 (suite et fin)

	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	17	34 943	0	0	17	34 943
	Niger	4	21 170	0	0	4	21 170
	Philippines	8	14 714	0	0	8	14 714
	Québec	12	41 270	0	0	12	41 270
	Saint-Marin	7	45 058	0	0	7	45 058
	Sénégal	124	427 818	62	415 160	186	842 978
	Serbie	370	934 567	23	229 539	393	1 164 106
	Togo	7	10 422	0	0	7	10 422
	Tunisie	1 439	3 498 821	235	2 232 310	1 674	5 731 131
	Turquie	449	1 191 247	118	976 159	567	2 167 405
	Uruguay	5	8 973	0	0	5	8 973
	Sous-total 2017	16 633	40 856 742	3 018	29 651 269	19 651	70 508 011
	Sous-total 2016	17 005	43 069 977	3 036	31 518 165	20 041	74 588 142
% évolution	-2,19	-5,14	-0,59	-5,92	-1,95	-5,47	
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	9	55 678	0	0	9	55 678
	Polynésie française	4	7 031	0	0	4	7 031
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	Sous-total 2017	13	62 709	0	0	13	62 709
	Sous-total 2016	17	36 353	1	43 856	18	80 209
	% évolution	-23,53	72,50	-100,00	-100,00	-27,78	-21,82
Total Général 2017	16 646	40 919 451	3 018	29 651 269	19 664	70 570 719	
Total Général 2016	17 022	43 106 329	3 037	31 562 021	20 059	74 668 351	
% évolution	-2,21	-5,07	-0,63	-6,05	-1,97	-5,49	

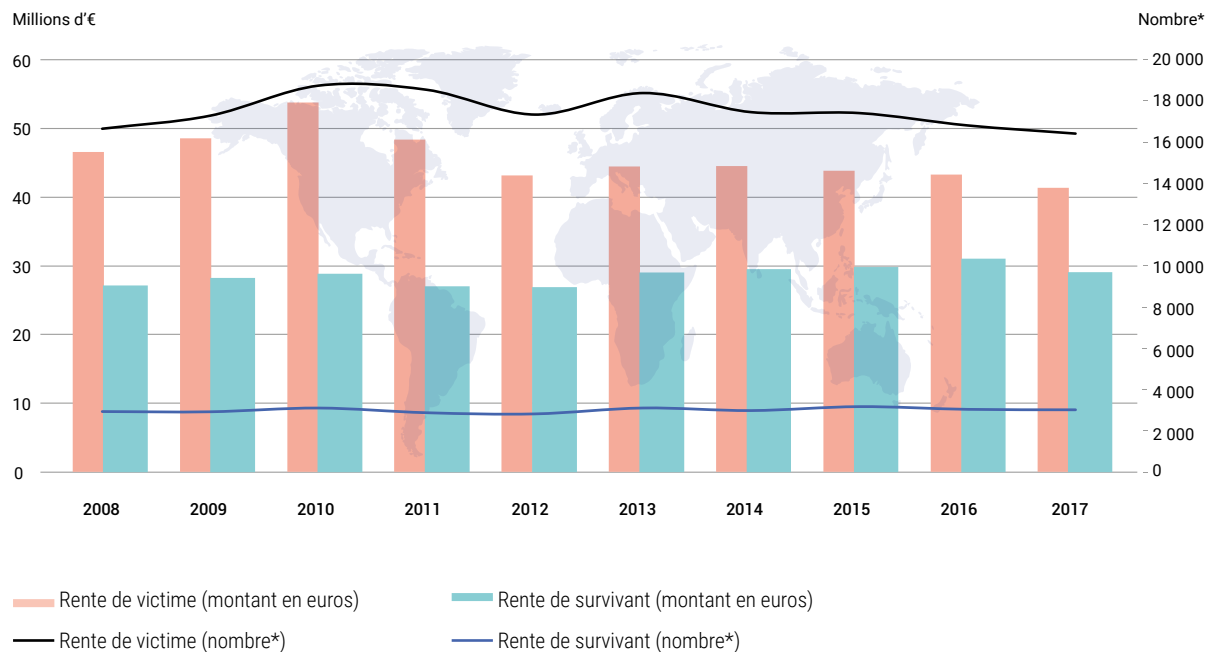
* Voir l'avant-propos en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	0,85
2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	-0,50
2016	17 022	43 106 329	3 037	31 562 021	20 059	74 668 351	0,88
2017	16 646	40 919 451	3 018	29 651 269	19 664	70 570 719	-5,49

* Voir l'avant-propos en début de partie.



Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-0,76 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,08 %
soit en nombre de rentes	-150
Évolution sur 10 ans du montant versé	-4,66 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,53 %
soit	-3 446 098 €

Rente de victime

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	-1,33 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,15 %
soit en nombre de rentes	-224
Évolution sur 10 ans du montant versé	-11,83 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,39 %
soit	-5 491 078 €

Rente de survivant

Évolution sur 10 ans du nombre de rentes	2,51 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,28 %
soit en nombre de rentes	+74
Évolution sur 10 ans du montant versé	7,41 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,80 %
soit	+2 044 980 €

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Paiements des pensions d'invalidité en 2017

	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total			
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *		Montant (euros)
Conventions bilatérales	Algérie	32	189 218	201	793 884	233	983 102	2°
	Andorre	4	41 380	0	0	4	41 380	
	Argentine	3	19 673	0	0	3	19 673	
	Bénin	1	12 611	0	0	1	12 611	
	Bosnie-Herzégovine	2	14 046	0	0	2	14 046	
	Brésil	18	148 366	0	0	18	148 366	
	Cameroun	5	40 786	0	0	5	40 786	
	Canada	35	257 432	5	41 992	40	299 423	
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	
	Chili	3	23 503	37	136 635	40	160 138	
	Congo	0	0	0	0	0	0	
	Corée	0	0	0	0	0	0	
	Côte d'Ivoire	3	27 610	0	0	3	27 610	
	États-Unis	25	263 643	5	50 038	30	313 681	5°
	Gabon	0	0	0	0	0	0	
	Guernesey	0	0	0	0	0	0	
	Inde	4	37 801	0	0	4	37 801	
	Israël	45	601 640	3	8 799	48	610 439	3°
	Japon	4	19 973	0	0	4	19 973	
	Jersey	0	0	0	0	0	0	
Kosovo	0	0	0	0	0	0		
Macédoine	2	821	0	0	2	821		
Madagascar	27	181 591	6	42 511	33	224 101		
Mali	3	16 237	0	0	3	16 237		
Maroc	129	1 045 624	61	266 566	190	1 312 190	1 ^{er}	
Mauritanie	1	3 559	0	0	1	3 559		
Monaco	2	6 196	0	0	2	6 196		

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Glossaire et sources page 161 et suivantes

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des pensions d'invalidité versés par la France sont pour :

- 73 % des pensions d'invalidité de droit direct
- 27 % des pensions de survivant invalide
- 65 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 64 % effectués par le régime général

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Paielements des pensions d'invalidité en 2017 (suite et fin)

	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total			
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Conventions bilatérales	Monténégro	1	33 046	0	0	1	33 046	
	Niger	1	15 735	0	0	1	15 735	
	Philippines	3	36 912	1	7 950	4	44 862	
	Québec	4	28 290	1	3 843	5	32 133	
	Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	
	Sénégal	36	178 447	21	131 014	57	309 460	
	Serbie	13	72 186	0	0	13	72 186	
	Togo	0	0	0	0	0	0	
	Tunisie	44	360 001	7	25 144	51	385 146	
	Turquie	39	270 586	4	12 308	43	282 894	
	Uruguay	0	0	1	1 083	1	1 083	
		Sous-total 2017	489	3 946 913	353	1 521 767	842	5 468 680
	Sous-total 2016	452	3 793 547	343	1 467 481	795	5 261 028	
	% évolution	8,19	4,04	2,92	3,70	5,91	3,95	
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	3	26 371	1	7 950	4	34 321	
	Polynésie française	6	63 654	0	0	6	63 654	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	16 324	0	0	1	16 324	
		Sous-total 2017	10	106 349	1	7 950	11	114 299
		Sous-total 2016	10	116 625	2	18 151	12	134 776
	% évolution	0,00	-8,81	-50,00	-56,20	-8,33	-15,19	
	Total Général 2017	499	4 053 261	354	1 529 717	853	5 582 978	
	Total Général 2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804	
	% évolution	8,01	3,66	2,61	2,97	5,70	3,47	

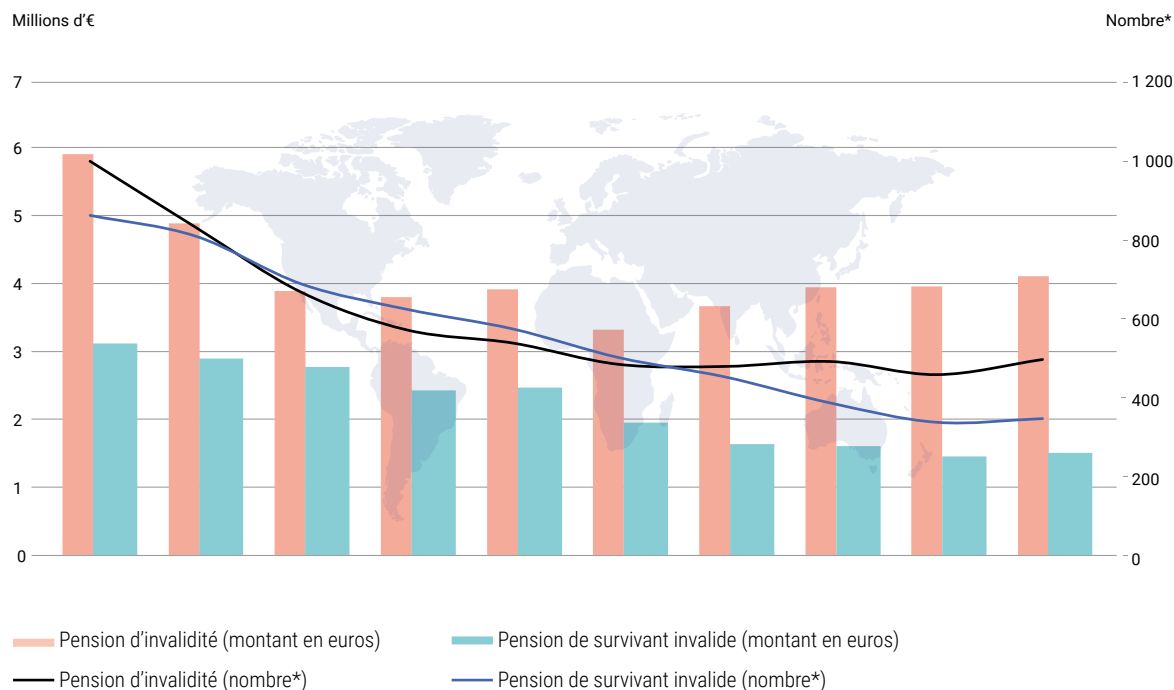
4^e

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	0,50
2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	4,55
2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804	-2,63
2017	499	4 053 261	354	1 529 717	853	5 582 978	3,47

* Voir l'avant-propos en début de partie.



Indicateurs d'évolution	
Total	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-53,51 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-8,16 %
soit en nombre de pensions	-982
Évolution sur 10 ans du montant versé	-38,16 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-5,20 %
soit	-3 444 968 €
Pension d'invalidité (droit propre)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-49,29 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-7,27 %
soit en nombre de pensions	-485
Évolution sur 10 ans du montant versé	-30,58 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,97 %
soit	-1 785 158 €
Pension de survivant invalide (droit dérivé)	
Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-58,40 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-9,29 %
soit en nombre de pensions	-497
Évolution sur 10 ans du montant versé	-52,04 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-7,84 %
soit	-1 659 809 €

Sur la décennie, la diminution relativement continue, tant en volume qu'en valeur, des pensions d'invalidité versées, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, à des bénéficiaires établis à l'étranger est fortement corrélée à la baisse, durant la même période, des pensions servies en Algérie (-70 %, soit -2,33 M€), en Tunisie (-64 %, soit -0,68 M€) et au Maroc (-46 %, soit -1,10 M€).

PENSIONS DE VIEILLESSE

La pension de vieillesse est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

Paievements des pensions de vieillesse en 2017

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
Algérie	220 434	677 698 806	234 552	638 941 730	454 986	1 316 640 536	1 ^{er}
Andorre	870	3 156 692	133	208 839	1 003	3 365 531	
Argentine	116	506 008	72	142 735	188	648 743	
Bénin	260	1 058 903	18	51 147	278	1 110 050	
Bosnie-Herzégovine	1 353	2 657 975	454	677 807	1 807	3 335 782	
Brésil	169	642 998	61	156 777	230	799 775	
Cameroun	759	2 981 591	72	175 664	831	3 157 255	
Canada	7 636	23 787 518	1 470	2 796 006	9 106	26 583 524	
Cap-Vert	188	719 749	138	447 411	326	1 167 160	
Chili	705	3 426 496	109	337 750	814	3 764 245	
Congo	103	388 568	2	13 340	105	401 908	
Corée	146	372 780	5	19 454	151	392 235	
Côte d'Ivoire	838	3 914 440	51	116 833	889	4 031 273	
États-Unis	15 142	50 074 485	1 118	2 662 695	16 260	52 737 180	5 ^e
Gabon	221	1 315 604	18	35 988	239	1 351 592	
Guernesey	18	36 728	3	4 970	21	41 698	
Inde	324	1 406 749	67	196 010	391	1 602 759	
Israël	9 943	59 877 829	884	2 430 136	10 827	62 307 965	4 ^e
Japon	2 278	5 407 542	98	224 321	2 376	5 631 863	
Jersey	93	219 993	12	23 205	105	243 198	
Kosovo	0	0	0	0	0	0	
Macédoine	973	1 684 703	316	453 004	1 289	2 137 707	
Madagascar	1 691	11 282 071	175	469 586	1 866	11 751 657	
Mali	5 244	9 966 101	1 973	6 254 253	7 217	16 220 354	
Maroc	52 568	209 525 241	53 437	144 126 602	106 005	353 651 843	2 ^e
Mauritanie	1 470	4 068 042	1 605	3 374 373	3 075	7 442 415	
Monaco	2 081	11 491 289	272	1 099 199	2 353	12 590 488	

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des pensions de vieillesse versés par la France sont pour :

- 60 % des pensions de vieillesse (droit propre)
- 40 % des pensions de réversion (droit dérivé)
- 87 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91 % effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Paiements des pensions de vieillesse en 2017 (suite et fin)

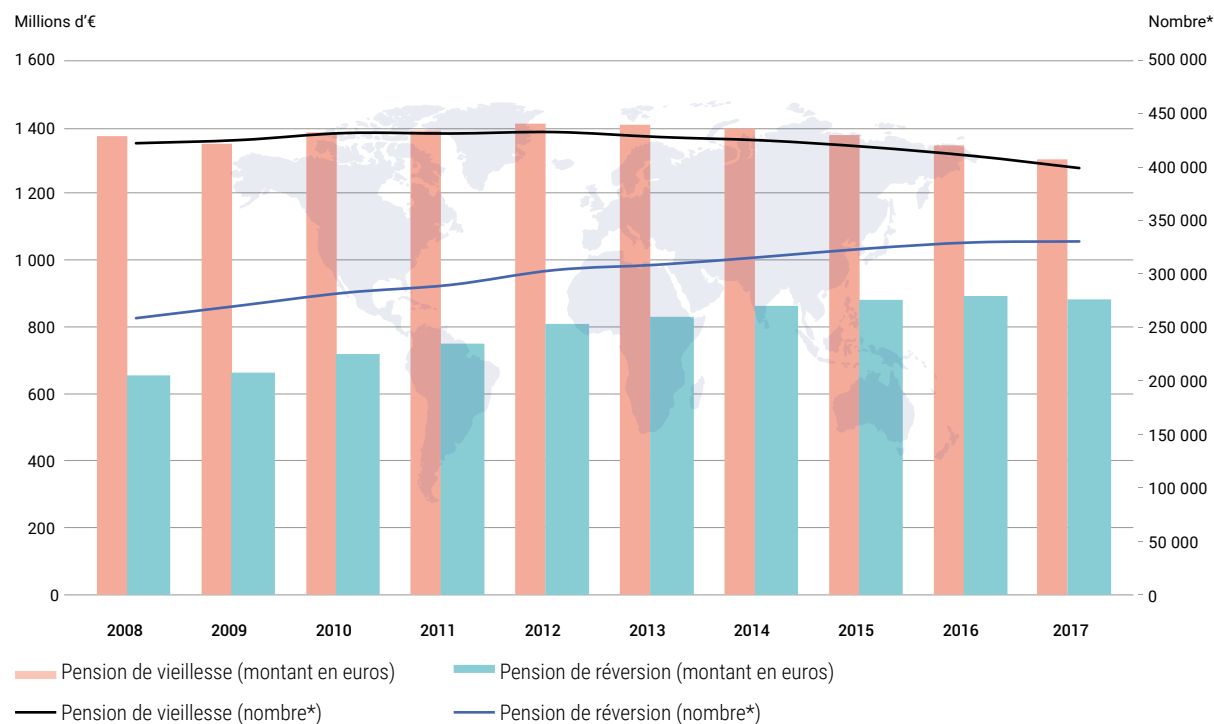
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	246	662 073	73	125 911	319	787 984
	Niger	23	108 662	1	3 400	24	112 062
	Philippines	279	1 711 478	20	51 882	299	1 763 360
	Québec	12 438	25 546 173	911	1 315 277	13 349	26 861 450
	Saint-Marin	261	707 148	84	159 737	345	866 885
	Sénégal	5 496	20 859 007	4 270	12 501 539	9 766	33 360 546
	Serbie	10 871	30 897 489	2 952	5 025 023	13 823	35 922 512
	Togo	291	1 120 762	22	62 679	313	1 183 441
	Tunisie	26 983	92 898 780	19 139	52 663 702	46 122	145 562 483
	Turquie	13 623	30 972 752	6 184	13 217 123	19 807	44 189 875
	Uruguay	29	167 078	8	23 435	37	190 513
	Sous-total 2017	396 163	1 293 320 301	330 779	890 589 543	726 942	2 183 909 845
	Sous-total 2016	407 945	1 337 043 397	329 869	899 429 048	737 814	2 236 472 444
% évolution	-2,89	-3,27	0,28	-0,98	-1,47	-2,35	
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	4 612	17 811 370	285	889 177	4 897	18 700 547
	Polynésie française	2 135	10 097 393	117	313 385	2 252	10 410 778
	Saint-Pierre-et-Miquelon	97	1 096 956	10	79 583	107	1 176 539
	Sous-total 2017	6 844	29 005 719	412	1 282 144	7 256	30 287 863
	Sous-total 2016	6 722	28 749 151	413	1 287 616	7 135	30 036 767
	% évolution	1,81	0,89	-0,24	-0,42	1,70	0,84
Total Général 2017	403 007	1 322 326 020	331 191	891 871 688	734 198	2 214 197 708	
Total général 2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	
% évolution	-2,81	-3,18	0,28	-0,98	-1,44	-2,31	

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	
2009	430 300	1 370 771 565	268 791	669 802 297	699 091	2 040 573 861	-0,68
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	4,31
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114	0,91
2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	-0,10
2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	-0,77
2017	403 007	1 322 326 020	331 191	891 871 688	734 198	2 214 197 708	-2,31



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution

Total

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	7,40 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,80 %
soit en nombre de pensions	+50 573
Évolution sur 10 ans du montant versé	7,77 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,84 %
soit	+159 679 153 €

Pension d'invalidité (droit propre)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	-5,66 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,64 %
soit en nombre de pensions	-24 160
Évolution sur 10 ans du montant versé	-5,10 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-0,58 %
soit	-71 032 608 €

Pension de survivant invalide (droit dérivé)

Évolution sur 10 ans du nombre de pensions	29,14 %
soit une évolution annuelle moyenne de	2,88 %
soit en nombre de pensions	+74 733
Évolution sur 10 ans du montant versé	34,90 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,38 %
soit	+230 711 761 €

Une inversion de tendance (en valeur) est à observer depuis 2015. Ce phénomène s'accroît en 2017 (-2,31 % soit - 52,30 M€), conséquence du décrochage de l'Algérie (- 61,00 M€). Quelques pays, aux premiers rangs desquels Israël (+ 4,30 M€), le Maroc (+ 2,05 M€) et le Québec (+ 1,90 M€), tendent à minorer son ampleur.

ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base.

Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non-cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2017

	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total			
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *		Montant (euros)
Conventions bilatérales	Algérie	162 732	138 346 305	145 823	113 013 119	308 555	251 359 424	1 ^{er}
	Andorre	548	2 569 149	118	494 673	666	3 063 822	
	Argentine	458	2 647 262	194	906 142	652	3 553 404	
	Bénin	220	567 959	49	90 665	269	658 624	
	Bosnie-Herzégovine	702	750 294	169	160 754	871	911 048	
	Brésil	1 422	9 717 759	476	2 378 149	1 898	12 095 908	
	Cameroun	584	2 319 339	95	289 232	679	2 608 571	
	Canada	2 892	5 781 192	595	987 180	3 487	6 768 372	
	Cap-Vert	96	236 178	52	98 361	148	334 539	
	Chili	463	1 879 249	86	328 054	549	2 207 303	
	Congo	97	401 213	15	83 716	112	484 929	
	Corée	41	346 365	4	2 793	45	349 158	
	Côte d'Ivoire	781	4 478 300	129	511 982	910	4 990 282	
	États-Unis	9 203	41 460 650	1 637	5 464 856	10 840	46 925 506	4 ^e
	Gabon	208	1 877 195	36	269 304	244	2 146 499	
	Guernesey	0	0	0	0	0	0	
	Inde	260	861 632	34	81 650	294	943 282	
	Israël	8 427	37 603 856	1 799	4 751 957	10 226	42 355 813	5 ^e
	Japon	2 838	11 482 210	198	658 297	3 036	12 140 507	
	Jersey	0	0	0	0	0	0	
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	
Macédoine	430	444 496	77	68 965	507	513 461		
Madagascar	1 533	8 376 166	231	783 623	1 764	9 159 789		
Mali	3 300	2 890 447	838	766 704	4 138	3 657 151		
Maroc	33 663	83 998 036	31 255	36 242 758	64 918	120 240 794	2 ^e	
Mauritanie	907	957 690	509	453 571	1 416	1 411 261		
Monaco	5 523	30 968 048	1 374	5 295 723	6 897	36 263 771		

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des allocations de retraite complémentaire versés par la France sont pour :

- 72 % des allocations de retraite de droit propre
- 28 % des allocations de réversion (droite dérivée)
- 71 % à destination des cinq principaux pays ci-contre

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Glossaire et sources page 161 et suivantes

Paievements des allocations de retraite complémentaire en 2017 (suite et fin)

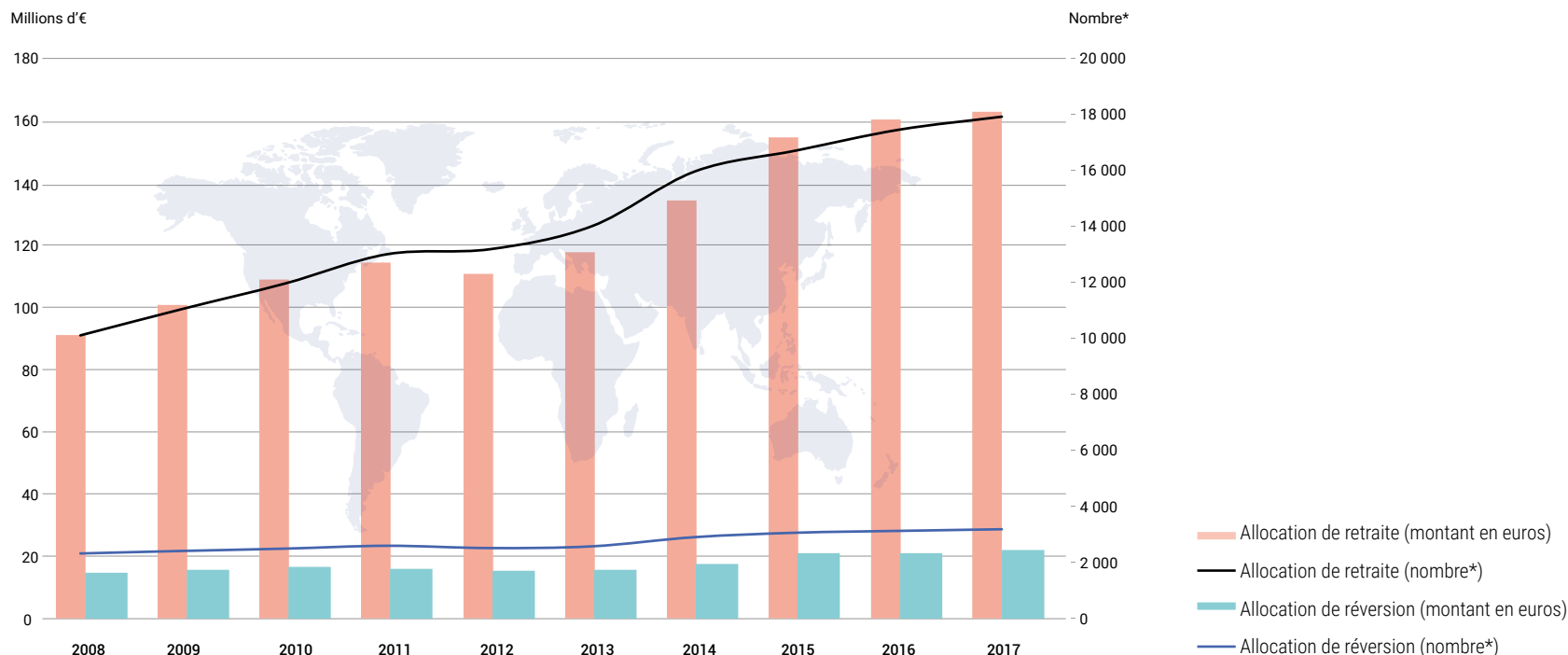
	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total			
	Pays	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *		Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	185	286 960	42	56 086	227	343 046	
	Niger	32	126 030	6	13 513	38	139 543	
	Philippines	317	2 074 046	36	78 495	353	2 152 541	
	Québec	7 186	15 712 959	1 359	2 832 751	8 545	18 545 710	
	Saint-Marin	102	151 516	37	35 390	139	186 906	
	Sénégal	4 121	9 698 326	2 747	3 493 913	6 868	13 192 239	
	Serbie	7 646	8 651 481	2 574	2 396 970	10 220	11 048 451	
	Togo	238	792 119	28	66 174	266	858 293	
	Tunisie	19 380	27 850 595	12 195	11 253 235	31 575	39 103 830	
	Turquie	7 939	9 394 915	3 117	2 680 463	11 056	12 075 378	
	Uruguay	174	640 428	51	252 856	225	893 284	
	Sous-total 2017	284 648	466 340 365	207 985	197 342 074	492 633	663 682 439	
	Sous-total 2016	297 568	478 124 702	208 858	195 994 093	506 426	674 118 795	
% évolution	-4,34	-2,46	-0,42	0,69	-2,72	-1,55		
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	17 567	60 015 354	3 599	7 256 689	21 166	67 272 043	3°
	Polynésie française	3 741	15 393 230	749	2 178 519	4 490	17 571 749	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	
	Sous-total 2017	21 308	75 408 584	4 348	9 435 208	25 656	84 843 792	
	Sous-total 2016	20 345	71 093 876	4 204	9 151 511	24 549	80 245 387	
% évolution	4,73	6,07	3,43	3,10	4,51	5,73		
Total Général 2017	305 956	541 748 949	212 333	206 777 282	518 289	748 526 231		
Total Général 2016	317 913	549 218 578	213 062	205 145 604	530 975	754 364 182		
% évolution	-3,76	-1,36	-0,34	0,80	-2,39	-0,77		

* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85
2014	16 030	135 354 414	3 006	17 044 770	19 036	152 399 184	13,85
2015	16 780	155 715 937	3 162	20 463 999	19 942	176 179 936	15,60
2016	17 514	161 260 854	3 226	20 439 273	20 740	181 700 127	3,13
2017	17 973	163 545 220	3 283	21 187 178	21 256	184 732 398	1,67

Il apparaît à compter de 2014 une légère rupture de continuité dans la série des données (Agirc : +14 %, Arrco : +6,6 %) du fait que les groupes GIE Agirc-Arrco s'appuient à compter de cette date sur un système d'information centralisé; ce qui dès lors améliore la qualité des données en les rendant plus complètes.

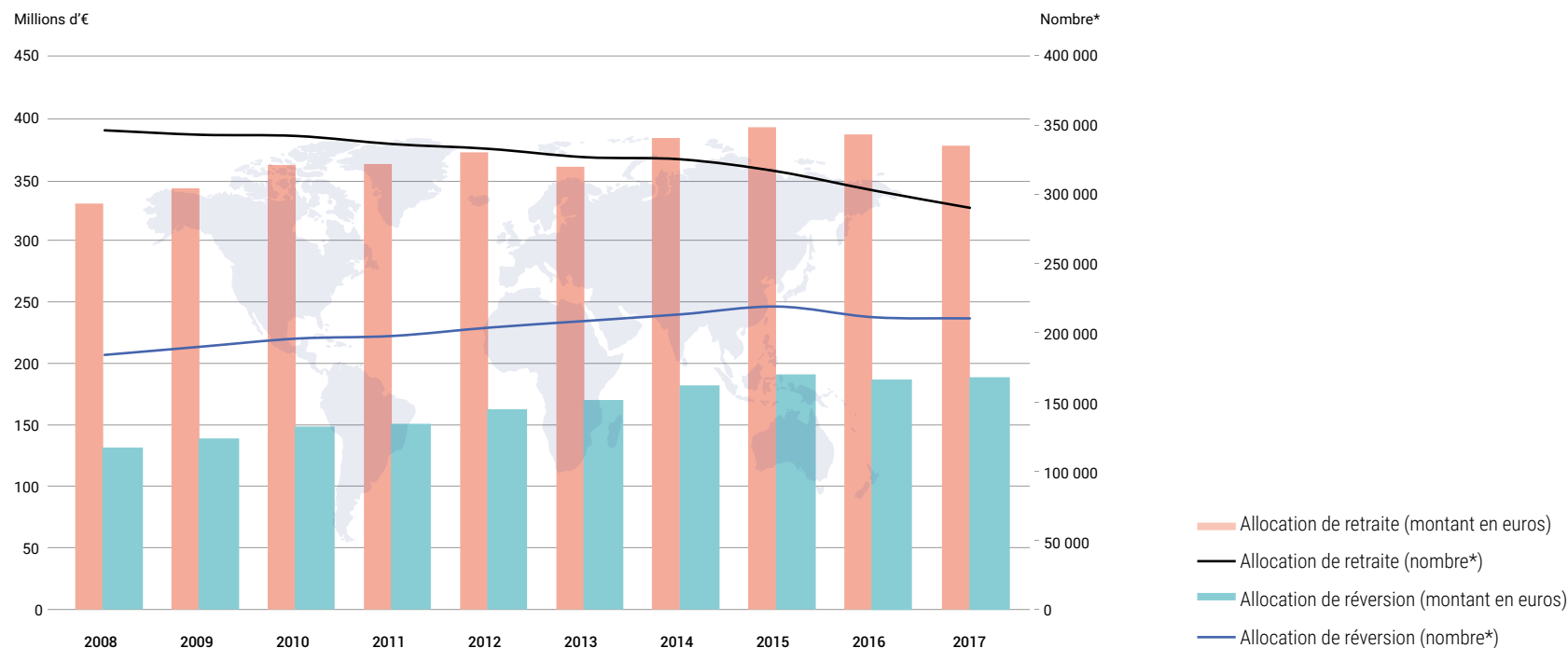


* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85
2014	322 644	384 697 295	211 941	179 502 224	534 585	564 199 519	6,63
2015	313 989	393 958 998	217 365	188 005 385	531 354	581 964 383	3,15
2016	300 399	387 957 724	209 836	184 706 331	510 235	572 664 055	-1,60
2017	287 983	378 203 729	209 050	185 590 104	497 033	563 793 833	-1,55

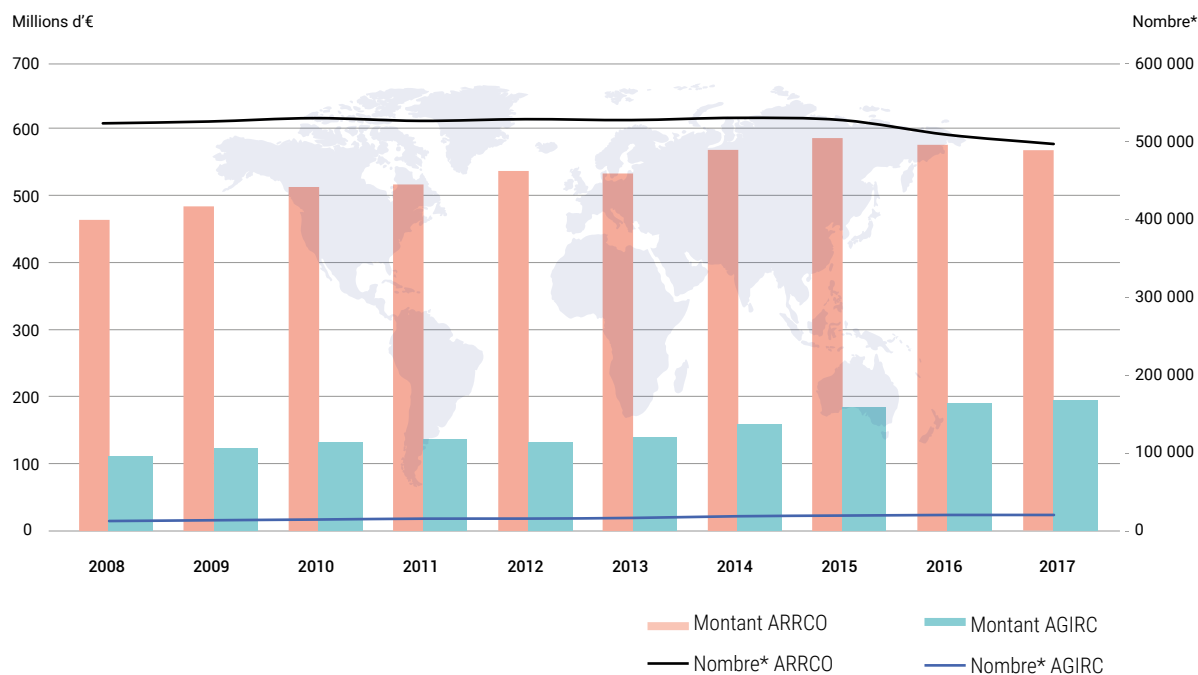
Il apparaît à compter de 2014 une légère rupture de continuité dans la série des données (Agirc : +14 %, Arcco : +6,6 %) du fait que les groupes GIE Agirc-Arrco s'appuient à compter de cette date sur un système d'information centralisé ; ce qui dès lors améliore la qualité des données en les rendant plus complètes.



* Voir l'avant-propos en début de partie.

Indicateurs d'évolution		
Total	AGIRC	ARRCO
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	67,98 %	-5,64 %
soit une évolution annuelle moyenne de	5,93 %	-0,64 %
soit en nombre d'allocations	+8 602	-29 707
Évolution sur 10 ans du montant versé	74,43 %	22,38%
soit une évolution annuelle moyenne de	6,38 %	2,27%
soit	+78 828 569 €	+103 115 892 €
Allocation de retraite de droit propre		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	75,81 %	-16,14 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,47 %	-1,94 %
soit en nombre d'allocations	+7 750	-55 441
Évolution sur 10 ans du montant versé	78,67 %	14,15 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,66 %	1,48 %
soit	+72 008 566 €	+46 895 060 €
Allocation de réversion		
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	35,05 %	14,04 %
soit une évolution annuelle moyenne de	3,39 %	1,47 %
soit en nombre d'allocations	+852	+25 734
Évolution sur 10 ans du montant versé	47,47 %	43,46%
soit une évolution annuelle moyenne de	4,41 %	4,09%
soit	+6 820 003 €	+56 220 832 €

Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 78,9 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 96,9 % de l'ensemble des bénéficiaires.

* Voir l'avant-propos en début de partie.

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2017

Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre *	Montant (euros)
Algérie	1 661	9 240 803
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	1	0
Bosnie-Herzégovine	2	22 917
Brésil	0	0
Cameroun	0	0
Canada	0	0
Cap-Vert	1	0
Chili	0	0
Congo	0	0
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	0	0
États-Unis	0	0
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	0	0
Japon	0	0
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	1	14 458
Mali	54	158 706
Maroc	498	4 446 458
Mauritanie	4	68 241
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0

Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre *	Montant (euros)
Philippines	2	13 877
Québec	0	0
Saint-Marin	0	0
Sénégal	40	217 217
Serbie	6	57 938
Togo	0	14 453
Tunisie	215	1 321 045
Turquie	11	68 515
Uruguay	0	0
Sous-total 2017 **	2 496	15 644 627
Sous-total 2016	3 087	23 435 930
% évolution	-19,14	-33,25

Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre *	Montant (euros)
Nouvelle-Calédonie	0	0
Polynésie Française	1	9 176
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
Sous-total 2017 **	1	9 176
Sous-total 2016	0	5 565
% évolution	-	64,88

Total Général 2017 **	2 497	15 653 803
Total Général 2016	3 087	23 441 495
% évolution	-19,11	-33,22

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des allocations de veuvage versés par la France sont pour :

- 98 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91 % effectués par le régime général

* Voir l'avant-propos en début de partie.

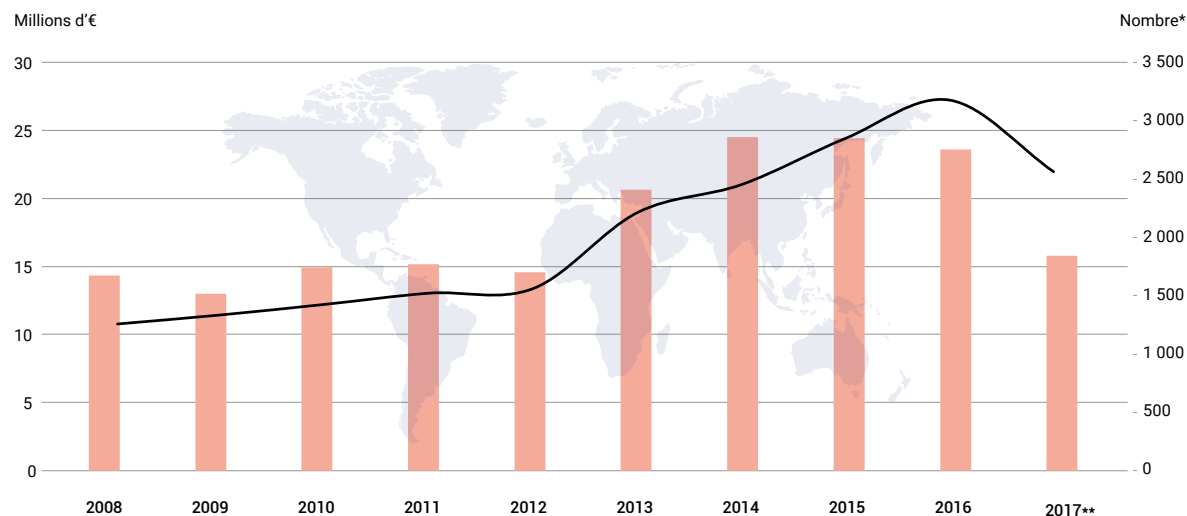
** Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2008	1 243	14 263 458	
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71
2015	2 772	24 269 936	-0,28
2016	3 087	23 441 495	-3,41
2017	2 497	15 653 803	-33,22

Indicateurs d'évolution	
Allocation de veuvage	
Évolution sur 10 ans du nombre d'allocations	100,88 %
soit une évolution annuelle moyenne de	8,06 %
soit en nombre d'allocations	+1 254
Évolution sur 10 ans du montant versé	9,75 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,04 %
soit	+1 390 346 €

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.



* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

CAPITAUX DÉCÈS

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

Paiements des capitaux décès en 2017

	Capital décès			
	Pays	Nombre *		Montant (euros)
Conventions bilatérales	Algérie	17	44 682	1 ^{er}
	Andorre	1	1 138	
	Argentine	0	0	
	Bénin	0	0	
	Bosnie-Herzégovine	0	0	
	Brésil	0	0	
	Cameroun	6	14 192	
	Canada	4	11 123	
	Cap-Vert	1	1 135	
	Chili	0	0	
	Congo	0	0	
	Corée	0	0	
	Côte d'Ivoire	0	0	
	États-Unis	3	8 512	
	Gabon	0	0	
	Guernesey	0	0	
	Inde	0	0	
	Israël	1	5 447	
	Japon	0	0	
	Jersey	0	0	
Kosovo	1	3 404		
Macédoine	0	0		
Madagascar	1	1 702		
Mali	12	31 618	2 ^e	
Maroc	11	25 038	3 ^e	
Mauritanie	2	3 972		
Monaco	0	0		
Monténégro	0	0		

	Capital décès			
	Pays	Nombre *		Montant (euros)
Conventions bilatérales	Niger	0	0	
	Philippines	0	0	
	Québec	0	0	
	Saint-Marin	0	0	
	Sénégal	7	19 302	5 ^e
	Serbie	0	0	
	Togo	0	0	
	Tunisie	7	23 863	4 ^e
	Turquie	4	6 524	
	Uruguay	0	0	
	Sous-total 2017	78	201 652	
	Sous-total 2016	54	158 101	
	% évolution	44,44	27,55	
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	2	3 415	
	Polynésie française	0	0	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	
	Sous-total 2017	2	3 415	
	Sous-total 2016	0	0	
% évolution	-	-		
Total Général 2017	80	205 067		
Total Général 2016	54	158 101		
% évolution	48,15	29,71		

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les paiements 2017 des capitaux décès versés par la France sont pour :

- 70 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 95 % effectués par le régime général

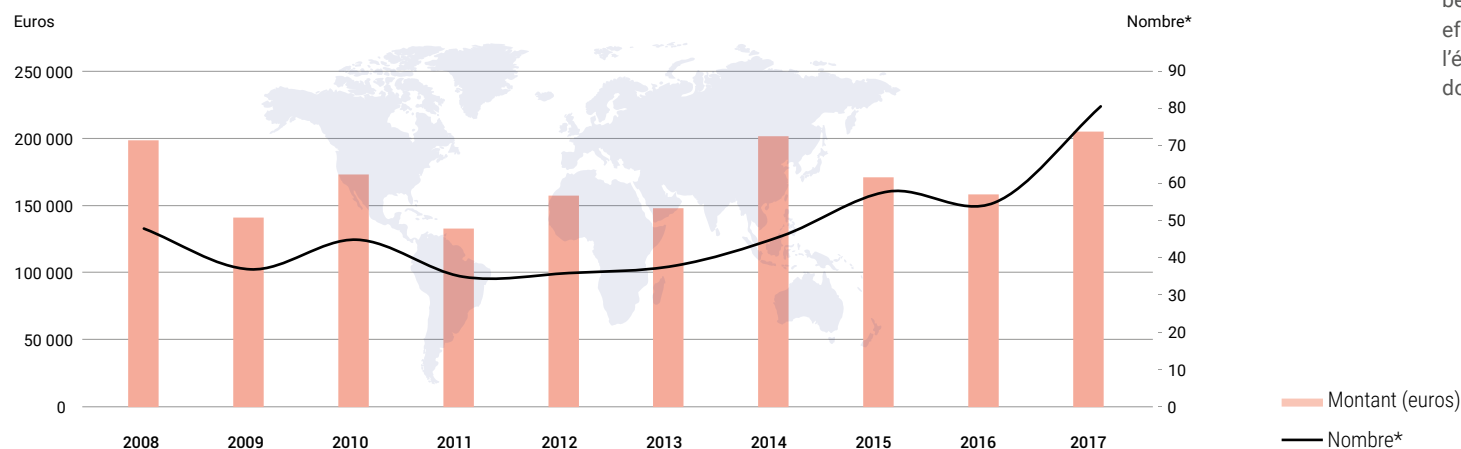
* Voir l'avant-propos en début de partie.

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès		
	Nombre *	Montant (euros)	% évolution
2008	47	198 412	
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16
2015	57	171 007	-15,14
2016	54	158 101	-7,55
2017	80	205 067	29,71

Indicateurs d'évolution	
Capital décès	
Évolution sur 10 ans du nombre de capitaux	70,21 %
soit une évolution annuelle moyenne de	6,09 %
soit en nombre de capitaux	+33
Évolution sur 10 ans du montant versé	3,35 %
soit une évolution annuelle moyenne de	0,37 %
soit	+6 654 €

L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra ; par ailleurs, en 2017, les paiements à des bénéficiaires résidant à l'étranger n'ont été effectués que sur des comptes bancaires à l'étranger, aucun ne s'est fait sur un compte domicilié en France.



* Voir l'avant-propos en début de partie.

PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone « hors conventions » est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français.

Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre.

Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays « hors conventions » vous seront communiquées.

Paiements des pensions, rentes et allocations

Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)	Nombre *	Montant (euros)
Rente d'accident du travail	524	1 485 257	52	590 579	576	2 075 836
Pension d'invalidité	141	1 312 830	10	95 556	151	1 408 387
Pension de vieillesse	17 761	94 321 567	2 350	7 705 983	20 111	102 027 550
Allocation de retraite complémentaire	12 424	68 987 507	2 018	6 027 781	14 442	75 015 288
Allocation de veuvage**	4	13 891	/	/	4	13 891
Capital décès	2	2 842	/	/	2	2 842
Total Général 2017	30 856	166 123 896	4 430	14 419 899	35 286	180 543 795
Total Général 2016	30 193	162 675 020	4 461	14 255 376	34 654	176 930 396
% évolution	2,20	2,12	-0,69	1,15	1,82	2,04

* Voir l'avant-propos en début de partie.

** Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.

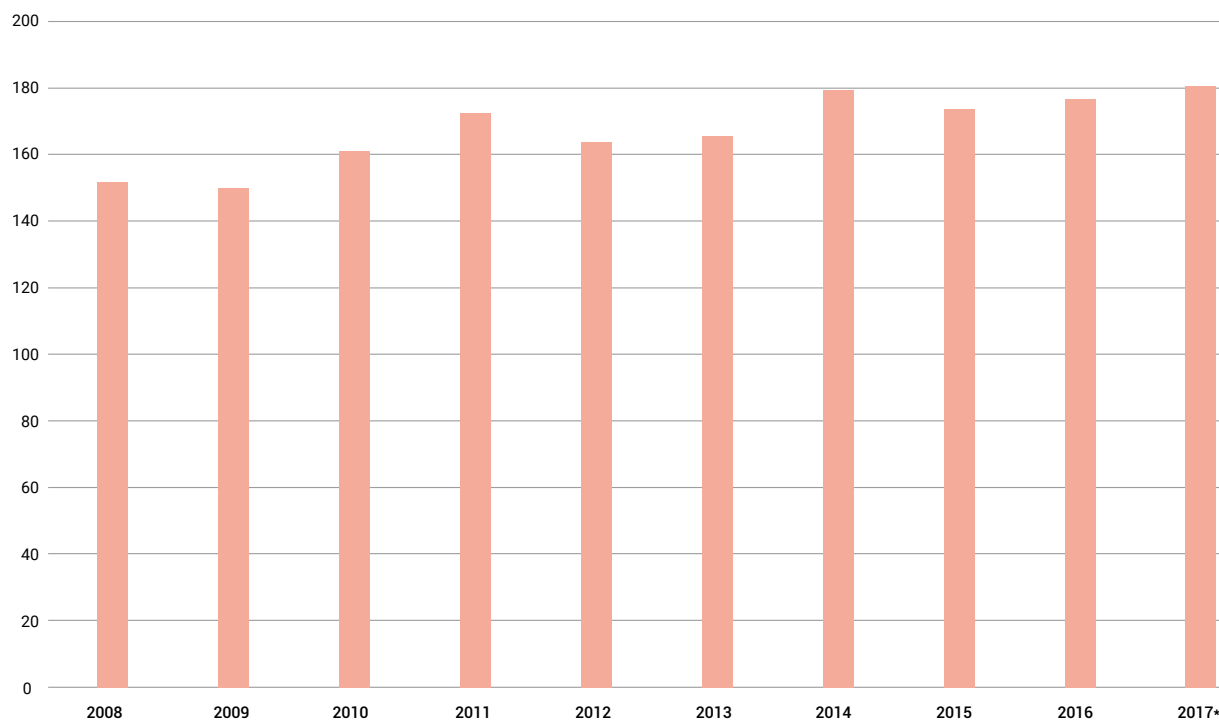
Évolution sur 10 ans des pensions, rentes et allocations

Année	Rente d'accident du travail	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage *	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 134 188	984 415	96 039 543	81 281 984	1 806	3 733	179 445 669	8,29
2015	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501	-3,13
2016	1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	21 346	16 909	176 930 396	1,79
2017*	2 075 836	1 408 387	102 027 550	75 015 288	13 891	2 842	180 543 795	2,04

Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 19,0 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,95 %.

Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99 % du montant total versé.

Millions d'€



* Les données de la Cnav sont incomplètes en raison du nouvel outil déployé début 2017 qui n'a pas pris en compte tous les nouveaux dossiers intégrés.



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires



Assurance chômage

Règlements européens

Prestations de chômage versées
au regard des règlements européens _____ 114

ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE VERSÉES EN 2017

Prestations versées aux frontaliers indemnisés en France

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.

État de dernier emploi	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées en euros *
Allemagne	7 161	1 338 142	69 572 551
Belgique	7 634	1 169 601	52 173 690
Espagne	515	82 057	3 363 767
Luxembourg	13 881	2 184 078	115 840 098
Suisse	40 584	7 516 628	679 903 580
Total 2017	69 775	12 290 506	920 853 686
Total 2016	67 264	11 951 546	862 524 673
% évolution	3,73	2,84	6,76

* Montants avant toute retenue sociale.

Source: Pôle Emploi

Prestations exportées dans un pays de l'UE-EEE-Suisse

Il s'agit de prestations versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement 883/04.

État de destination	Montant total des prestations versées en euros *
Allemagne	729 561
Autriche	92 664
Belgique	801 053
Bulgarie	26 773
Chypre	8 790
Croatie	10 914
Danemark	80 232
Espagne	1 095 096
Estonie	8 329
Finlande	45 044
Grèce	11 300
Hongrie	26 712
Irlande	404 647
Islande	4 612
Italie	370 470
Lettonie	1 346

* Montants avant toute retenue sociale.

Source: Pôle Emploi

Lituanie	3 903
Luxembourg	154 922
Malte	51 102
Norvège	74 364
Pays-Bas	246 382
Pologne	269 516
Portugal	768 744
République tchèque	47 996
Roumanie	66 230
Royaume-Uni	1 040 953
Slovaquie	24 926
Slovénie	3 433
Suède	190 263
Suisse	475 008
Total 2017	7 135 284
Total 2016	6 710 004
% évolution	6,34



Législation applicable

Avant-propos _____	116
---------------------------	------------

Règlements européens

Flux sortant / France _____	120
Flux entrant et sortant / France _____	124
Flux entrant et sortant / Europe _____	127
Pluriactivité / Europe _____	130
Accords exceptionnels _____	132

Accords internationaux

Les détachements _____	133
Accords exceptionnels _____	135

Pays hors conventions

Détachement de droit commun _____	136
-----------------------------------	-----

AVANT-PROPOS

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « **sortants** » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne.

Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnam, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM; ainsi le Cleiss est en capacité de diffuser, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse, les durées moyennes de détachement et le nombre de travailleurs différents.

Depuis 2014, le Cleiss publie également dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « **entrants** » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès des États membres par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) et sont publiées dans un rapport statistique.

PRÉCISIONS SUR LES DONNÉES COLLECTÉES

Les données présentées et commentées ci-après sont issues des formulaires attestant de la législation applicable à la personne qui va travailler dans un État autre que celui dont il relève en matière de sécurité sociale. Ces données ne permettent pas de rendre compte de manière totalement exhaustive du nombre de formulaires délivrés par États membres et par voie de conséquence du nombre de travailleurs détachés dans un autre État au sens du droit du travail ou au sens de la sécurité sociale.

Concernant les détachements de travailleurs effectués au sein de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, différents facteurs expliquent la valeur indicative des données issues des formulaires européens A1, d'ailleurs relevée par le rapport statistique annuel sur les formulaires A1 diffusé par la Commission européenne¹: le caractère déclaratif des données fournies par les institutions des États, l'absence de détail des chiffres fournis par certains États (en particulier l'État d'accueil n'est pas précisé par certains États), le recours croissant aux dispositions relatives à l'exercice normal d'activités dans plus d'un État pour des situations de détachement alors que l'État de destination est rarement mentionné, la sous-déclaration (par les entreprises concernées)...

Sur le détachement « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse ... (France pays d'accueil), les données sont issues du rapport de la CACSSS et, en tant que de besoin, complétées par les informations dont le Cleiss dispose. En effet, même si celle-ci n'est pas exhaustive, le Cleiss exploite une base de données SIRDAR alimentée par les formulaires « entrants » que les organismes étrangers de sécurité sociale lui transmettent.

En application du principe de territorialité, la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement de la législation de sécurité sociale de cet État. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les institutions compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction du/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un travailleur et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation au regard de la sécurité sociale française va varier.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

Le détachement initial ou de plein droit dans un seul État

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit (c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas l'accord de l'institution de l'État où le travail est exercé) mais il est subordonné au respect de certaines conditions.

1. *Posting of workers, report on portable documents issued in 2017, european Commission, DG Employment.*

Dans le cadre des règlements européens, le maintien à la législation de l'État d'envoi d'un travailleur salarié détaché dans un seul État membre (article 12§1 du règlement 883/2004) est soumis aux conditions suivantes :

- _ Durée de détachement de 24 mois maximum;
- _ Maintien d'une relation directe entre l'entreprise détachante et le travailleur détaché pendant la durée du détachement;
- _ L'employeur doit exercer une activité significative dans l'État d'envoi;
- _ Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché;
- _ Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'envoi depuis au moins un mois.

L'exercice d'une ou de plusieurs activités dans plus d'un État membre dit aussi « pluriactivité » (règlements européens uniquement)

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable

- _ Une prolongation du maintien du salarié détaché à la législation de l'État d'envoi au-delà de la durée maximale prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- _ Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- _ En vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

_ Les règlements européens pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

_ Les conventions bilatérales de sécurité sociale signées par la France pour la personne partant travailler dans l'un des pays ou territoires suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie et Uruguay.

_ Les décrets de coordination de sécurité sociale signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'une des collectivités d'outre-mer suivante :

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

_ Les dispositions prévues par la législation française permettant, à titre facultatif, aux personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment, d'être maintenues à la législation de sécurité sociale française dans les conditions prévues à l'article L.761-2 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

D'où proviennent les données analysées par le Cleiss ?

Dans le sens France - étranger

Concernant les règlements européens, les chiffres présentés ci-après sont issus des formulaires européens attestant de la législation applicable au travailleur (formulaires A1) émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP. Cependant, la base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique. De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les mêmes régimes signalés plus haut.

Dans le sens étranger - France

Les chiffres commentés ci-après proviennent, pour les règlements européens, des données collectées annuellement par la CACSSS auprès des États européens concernant les formulaires A1 émis au titre de l'article 12 du règlement 883/04 (détachement des travailleurs salariés et non salariés) et de l'article 13 du même règlement (« pluriactivité » salariée et non salariée) et de la base SIRDAR (cf. supra)

N.B.: les données relatives à la pluriactivité sont celles très générales que la CACSSS diffuse dans son rapport.

Pour avoir des informations d'ordre juridique sur les dispositions des règlements européens relatives à la législation applicable, il est conseillé de consulter le site du Cleiss.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - Règlements européens						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - Accords internationaux						
A - conventions bilatérales						
Algérie	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
Andorre ¹	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
Argentine	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
Bénin	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Bosnie-Herzégovine	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Brésil	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
Cameroun	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
Canada ¹	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
Cap-Vert	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Chili	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
Congo	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Corée ¹	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
Côte d'Ivoire	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
États-Unis ¹	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
Gabon	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
Inde ¹	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-
Israël	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-

* Y compris la durée des congés.

1. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement..

Quelles sont les durées de détachement? (Suite et fin)

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
Japon ¹	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
Jersey	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-
Kosovo	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Macédoine	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Madagascar	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
Mali	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
Maroc	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
Mauritanie	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
Monaco ¹	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
Monténégro	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Niger	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
Philippines ¹	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
Québec ¹	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
Saint-Marin	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
Sénégal	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
Serbie	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Togo	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Tunisie	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
Turquie	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
Uruguay	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - décrets de coordination						
Nouvelle-Calédonie ¹	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
Polynésie française ¹	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
Saint-Pierre-et-Miquelon	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - Pays hors conventions						
Autres pays	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* Y compris la durée des congés.

1. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement..

DÉTACHEMENT

Qu'est-ce que le détachement ?

Le détachement est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Qu'est-ce qu'un formulaire A1 ?

Le formulaire A1 est un document portable qui atteste de la législation applicable à un travailleur qui n'est pas affilié dans le pays de travail.

Avertissement de lecture

Un travailleur peut se voir délivrer plusieurs formulaires A1 au cours de l'année, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées.

Le nombre de formulaires A1 répertoriés dans le tableau page suivante ne correspond donc pas nécessairement au nombre de travailleurs différents détachés.

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement « sortant » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ces données proviennent pour l'essentiel de la base XI de la Cnam⁽¹⁾ et pour partie d'une collecte statistique réalisée par le Cleiss⁽²⁾.

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2017

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse

Pays	Nombre de formulaires A1 émis						Indicateurs				
	Base XI - Cnam ¹					Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travailleurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³		
	Industrie ⁴	Bâtiment - TP ⁴	Commerce ⁴	Services ⁴	Non affecté ⁴				par formulaire	par travailleur	
2 Allemagne	5 690	762	945	4 803	3 774	83	16 057	10 918	27	39	
Autriche	359	10	67	664	257	3	1 360	1 110	14	17	
1 Belgique	7 123	1 902	840	7 813	4 540	69	22 287	12 851	42	72	
Bulgarie	125	14	12	154	141	19	465	344	37	48	
Chypre	16	0	7	61	15	0	99	93	123	130	
Croatie	71	18	9	279	114	2	493	456	36	39	
Danemark	305	77	80	275	256	3	996	791	21	26	
3 Espagne	3 199	270	517	4 787	2 995	94	11 862	8 651	39	53	
Estonie	50	1	5	61	13	0	130	113	22	25	
Finlande	499	38	36	339	135	6	1 053	813	54	69	
Grèce	176	152	44	854	328	12	1 566	1 270	83	101	
Hongrie	312	26	104	437	244	15	1 138	933	20	24	
Irlande	258	15	94	387	276	6	1 036	920	23	26	
Islande	26	4	4	100	23	0	157	152	13	14	
4 Italie	2 822	249	508	4 780	2 125	14	10 498	7 701	24	33	
Lettonie	24	5	1	37	46	0	113	105	29	31	
Liechtenstein	4	0	0	7	3	0	14	14	19	19	
Lituanie	25	2	2	55	39	0	123	117	11	11	
Luxembourg	1 367	1 599	80	1 285	790	78	5 199	3 104	78	128	
Malte	38	3	62	170	120	1	394	377	19	20	
Norvège	203	22	24	293	142	0	684	563	56	69	
Pays-Bas	1 103	79	452	1 445	1 009	12	4 100	3 004	20	27	

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les détachements effectués par la France en 2017 présentent les caractéristiques suivantes :

- **65 %** à destination des cinq principaux pays ci-contre (**1,2,3,4,5**)
- **89 %** d'une durée inférieure à 3 mois
- **9 %** d'une durée comprise entre 3 mois et 1 an
- **2 %** d'une durée supérieure à 1 an
- **2 en moyenne**, nombre de formulaires A1 délivrés par travailleur
- **64 en moyenne**, nombre de jours de détachement par travailleur

1. Outil d'enregistrement des formulaires A1 délivrés par les CPAM/CGSS.

2. Auprès des MSA et de la RATP.

3. Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (75 822) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents est de 58 932.

4. Répartition par secteurs d'activité des formulaires enregistrés sur la base XI de la Cnam.

Flux sortant / FRANCE

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2017 (suite et fin)

1 2 3 4 5 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse

Pays	Nombre de formulaires A1 émis							Indicateurs		
	Base XI - Cnam ⁽¹⁾					Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travailleurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³	
	Industrie ⁴	Bâtiment - TP ⁴	Commerce ⁴	Services ⁴	Non affecté ⁴				par formulaire	par travailleur
Pologne	983	93	92	633	592	17	2 410	1 797	23	31
Portugal	647	64	302	1 096	485	37	2 631	2 145	35	42
République tchèque	812	53	120	395	271	4	1 655	1 310	20	25
Roumanie	526	39	37	425	513	43	1 583	1 194	33	42
5 Royaume-Uni	3 065	332	498	3 970	2 160	22	10 047	6 931	29	42
Slovaquie	320	25	13	123	144	0	625	470	29	39
Slovénie	210	11	7	161	41	1	431	345	20	25
Suède	621	70	80	345	215	5	1 336	932	21	30
Suisse	1 742	727	428	3 745	1 951	33	8 626	6 298	29	40
Total 2017	32 721	6 662	5 470	39 979	23 757	579	109 168	75 822	35	64
Total 2016	23 277	4 295	4 341	24 151	61 272	14 676	132 012	82 653	31	58
% évolution	40,57	55,11	26,01	65,54	-61,23	-96,05	-17,30	-8,26	12,90	10,34

1. Outil d'enregistrement des formulaires A1 délivrés par les CPAM/CGSS.

2. Au près des MSA et de la RATP.

3. Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (75 822) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents est de 58 932.

4. Répartition par secteurs d'activité des formulaires enregistrés sur la base XI de la Cnam.

En 2017, seulement 2 % des formulaires A1 délivrés par la France ont une durée supérieure à 1 an. En termes de jours de détachement, cela équivaut toutefois à près de 25 % du nombre total de jours détachés.

Le détachement de travailleurs de France vers un autre pays européen est un détachement qui s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué également par une proximité géographique élevée.

QUI SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DÉTACHÉS EN 2017 ?

Sexe

Près de 8 travailleurs détachés sur 10 sont des hommes.

Âge moyen

41 ans

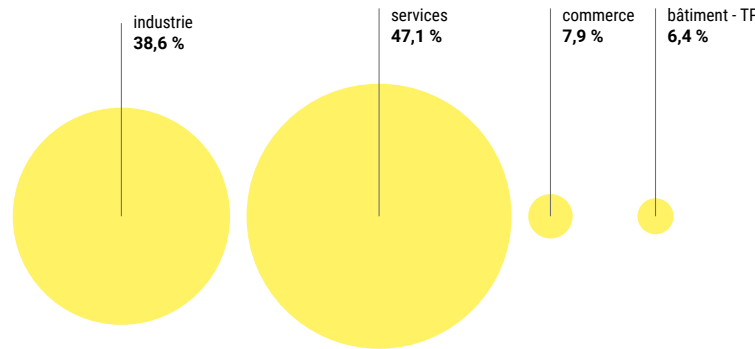
Nationalité

Près de la totalité (97 %) des travailleurs détachés sont de nationalité française.

Secteur activité

Plus de 8 travailleurs détachés sur 10 sont employés dans l'industrie ou les services.

Quelle répartition par secteur d'activité en 2017 ?

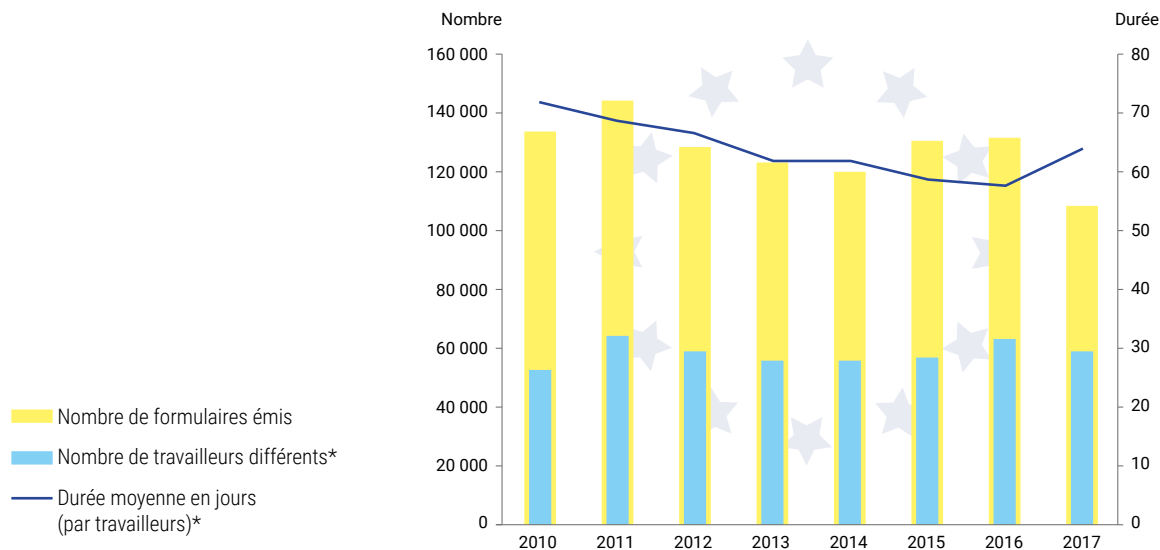


Note de lecture : La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 84 832 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI de la Cnam, soit 78 % du volume global de cette base.

97 % des formulaires du secteur de l'industrie ont été émis pour des travailleurs appartenant à une entreprise manufacturière.

30 % des formulaires du secteur des services ont été émis pour des travailleurs appartenant à une entreprise des services artistiques et du spectacle.

Évolution du nombre de formulaires A1 émis



* Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne du détachement sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cham. Par travailleurs différents, il faut entendre les travailleurs qui se sont vu octroyer au moins 1 formulaire A1 au cours de l'année de référence.

Indicateurs d'évolution

Nombre de formulaires A1 délivrés

Évolution sur 8 ans du nombre de formulaires :	-18,47 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,87 %
soit en nombre de formulaires	-24 728
Nombre de travailleurs différents détachés	
Évolution sur 8 ans du nombre de formulaires :	10,51 %
soit une évolution annuelle moyenne de	1,44 %
soit en nombre de travailleurs	+5 605
Durée moyenne de détachement (par formulaire)	
Évolution sur 8 ans du nombre de formulaires	-12,50 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,89 %
soit en nombre de jours	-5
Durée moyenne de détachement (par travailleur)	
Évolution sur 8 ans du nombre de formulaires	-11,11 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-1,67 %
soit en nombre de jours	-8

Flux entrant et sortant / FRANCE

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Qu'est-ce que le détachement ?

Le détachement est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Qu'est-ce qu'un formulaire A1 ?

Le formulaire A1 est un document portable qui atteste de la législation applicable à un travailleur qui n'est pas affilié dans le pays de travail.

Avertissement de lecture

Un travailleur peut se voir délivrer plusieurs formulaires A1 au cours de l'année, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées.

Le nombre de formulaires A1 répertoriés dans le tableau page suivante ne correspond donc pas nécessairement au nombre de travailleurs différents détachés.

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) « entrant » et « sortant » de la France avec ses 31 partenaires de l'UE-EEE-Suisse. Les données relatives aux détachements de travailleurs de l'UE-EEE-Suisse en France (**flux entrant**) sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil (Autriche, article 12.2 uniquement et Norvège, Royaume-Uni et Suisse pour les articles 12.1 et 12.2).

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France en 2017 (et réciproquement)

1 2 3 4 5 5 premiers pays (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis		Solde ⁵
	France (pays d'accueil) ¹ Flux entrant	France (pays d'envoi) ² Flux sortant	
Allemagne	1 44 117	2 16 057	■
Autriche ³	2 931	1 360	■
Belgique	4 30 540	1 22 287	■
Bulgarie	1 629	465	■
Chypre	0	99	■
Croatie	719	493	■
Danemark	800	996	■
Espagne	2 31 961	3 11 862	■
Estonie	219	130	■
Finlande	108	1 053	■
Grèce	524	1 566	■
Hongrie	1 412	1 138	■
Irlande	390	1 036	■
Islande	71	157	■
Italie	3 31 157	4 10 498	■
Lettonie	22	113	■
Liechtenstein	0	14	■
Lituanie	2 653	123	■
Luxembourg	20 286	5 199	■
Malte	23	394	■
Norvège ⁴	127	684	■
Pays-Bas	2 690	4 100	■
Pologne	5 28 210	2 410	■
Portugal	26 270	2 631	■
République tchèque	1 049	1 655	■
Roumanie	7 096	1 583	■
Royaume-Uni ⁴	5 239	5 10 047	■
Slovaquie	4 110	625	■
Slovénie	2 310	431	■
Suède	479	1 336	■
Suisse ⁴	1 002	8 626	■
Total 2017	248 144	109 168	■
Total 2016	212 382	132 012	■
% d'évolution	16,84	-17,30	

■ Soldes positifs les plus significatifs :

(flux sortant > flux entrant) :

Suisse (+ 7 624)
Royaume-Uni (+ 4 808)
Pays-Bas (+ 1 410)

■ Soldes négatifs les plus significatifs :

(flux entrant > flux sortant) :

Allemagne (- 28 060)
Pologne (- 25 800)
Portugal (- 23 639)
Espagne (- 20 099)
Italie (- 20 659)

1. Données issues du rapport annuel de la CACSSS.

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant/ France » pages précédentes.

3. Pour les flux entrants, données issues du rapport annuel de la CACSSS pour les formulaires A1 relevant de l'article 12.1 (travailleurs salariés) et source Cleiss (base Sirdar) pour les formulaires A1 relevant de l'article 12.2 (travailleurs non salariés).

4. Pour les flux entrants, la source Cleiss (base Sirdar) a été retenue car ces États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (articles 12.1 et 12.2)

5. ■ Flux sortant > flux entrant

■ Flux entrant > flux sortant

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les détachements effectués en France (flux entrant) et par la France (flux sortant) présentent les caractéristiques suivantes :

- 67 % en provenance des cinq principaux pays ci-contre (flux entrant)

- 65 % à destination des cinq principaux pays ci-contre (flux sortant)

Flux entrant et sortant / FRANCE

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

En 2017, les États de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 241 363 formulaires dans le cadre d'un détachement en France (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ce chiffre ne tient pas compte des formulaires émis par la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse qui ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS. Si l'on tient compte des formulaires reçus par le Cleiss pour ces États, le nombre de formulaires total s'élève à 248 144 soit une hausse de 17 % par rapport à 2016.

Réciproquement, la France a délivré 109 168 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse soit une baisse de 17 % par rapport à 2016.

Le solde entre les flux « sortant » et « entrant » est donc de - 138 976 en 2017 (contre - 80 370 en 2016).

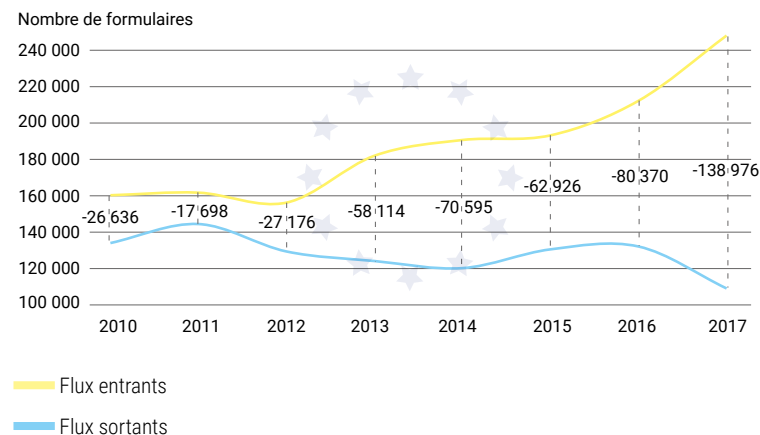
Travailleurs salariés et non salariés détachés en France depuis 2010 (et réciproquement)

Années	Nombre de formulaires A1 émis	
	France (pays d'accueil) ¹ Flux entrant	France (pays d'envoi) ² Flux sortant
2010	160 532	133 896
2011	161 954	144 256
2012	156 490	129 314
2013	182 219	124 105
2014	190 848	120 253
2015	193 394	130 468
2016	212 382	132 012
2017	248 144	109 168

1. Données issues du rapport annuel de la CACSSS et de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne fournissant pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (Autriche, Norvège, Royaume-Uni et Suisse).

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant / France » pages précédentes.

Évolution sur 10 ans du solde entre flux entrant et flux sortant



Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi). Ce déséquilibre s'accroît d'année en année depuis 2011 (sauf en 2015) pour atteindre le chiffre de - 138 976 en 2017.

Avertissement : Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés du fait de la durée très variable des formulaires A1 selon les États et du recours très variable selon les États à la pluriactivité plutôt qu'au détachement.

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) « entrant » et « sortant » des pays de l'UE-EEE-Suisse au sein de cette même zone.

Ces données sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil (Autriche pour partie, Norvège, Royaume-Uni et Suisse).

Le phénomène du détachement est traité ici comme un flux à double sens matérialisé par les formulaires A1 entrants et les formulaires A1 sortants. Autrement dit, chaque État se trouve être à la fois pays d'envoi (flux sortant) et pays d'accueil (flux entrant) de travailleurs détachés.

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2017 (flux intra-européen)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Flux entrant					Flux sortant					Solde ⁵	Part de chaque pays / Total
	Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'envoi) ¹			Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'accueil) ²						
		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)				
Allemagne	1	427 175	16 057	3,76%	9	1	332 084	44 117	13,28 %	2	■	21,96%
Autriche		141 046	1 360	0,96 %	7		50 303	2 931	5,01 %	4	■	5,53 %
Belgique	4	167 318	22 287	13,32 %	4		76 719	30 540	39,81 %	1	■	7,06 %
Bulgarie	3	3 508	465	13,26 %	2		14 781	1 629	11,02 %	3	■	0,53 %
Chypre		1 256	99	7,88 %	4		81	0	0,00 %	-	■	0,04 %
Croatie		12 791	493	3,85 %	5		41 253	719	1,74 %	9	■	1,56 %
Danemark		15 592	996	6,39 %	3		8 081	800	9,90 %	2	■	0,68 %
Espagne		60 488	11 862	19,61 %	2		110 867	31 961	28,83 %	1	■	4,96 %
Estonie		3 025	130	4,30 %	6		6 305	219	3,47 %	6	■	0,27 %
Finlande		22 252	1 053	4,73 %	6		1 928	108	5,60 %	7	■	0,70 %
France ³		248 144					109 168				■	10,34 %
Grèce		8 109	1 566	19,31 %	2		4 253	524	12,32 %	2	■	0,36 %
Hongrie		12 924	1 138	8,81 %	4		62 762	1 412	2,25 %	6	■	2,19 %
Irlande		6 171	1 036	16,79 %	3	5	3 222	390	12,10 %	3	■	0,27 %
Islande		1 739	157	9,03 %	3		162	71	43,83 %	1	■	0,05 %
Italie		64 669	10 498	16,23 %	2		129 732	31 157	24,02 %	2	■	5,62 %
Lettonie	2	1 356	113	8,33 %	5	4	1 578	22	1,39 %	9	■	0,08 %
Liechtenstein		715	14	1,96 %	9		32	0	0,00 %	-	■	0,02 %
Lituanie		2 261	123	5,44 %	4		26 548	2 653	9,99 %	5	■	0,83 %
Luxembourg		32 664	5 199	15,92 %	3		58 686	20 286	34,57 %	2	■	2,64 %
Malte		2 513	394	15,68 %	3		145	23	15,86 %	2	■	0,08 %
Norvège		22 882	684	2,99 %	9		2 100	127	6,05 %	ND	■	0,72 %
Pays-Bas	5	111 522	4 100	3,68 %	4		22 305	2 690	12,06 %	3	■	3,87 %
Pologne		20 620	2 410	11,69 %	2	2	235 836	28 210	11,96 %	2	■	7,42 %

1. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant/ France » pages précédentes.

2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux entrant-sortant / FRANCE » pages précédentes.

3. Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss (base Sirdar) car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (voir renvoi 4).

4. L'Autriche (uniquement pour l'article 12.2 relatif aux travailleurs non salariés), la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.

5. ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant
ND : Non disponible

Flux entrant et sortant / EUROPE

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2017 (flux intra-européen) - suite et fin -

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse (flux entrant et/ou sortant)

Pays	Flux entrant				Flux sortant				Solde ⁵	Part de chaque pays / Total
	Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'envoi) ¹			Nombre de formulaires A1 émis	dont France (pays d'accueil) ²				
		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		
Portugal	22 639	2 631	11,62 %	3	64 320	26 270	40,84 %	1	■	2,52 %
République tchèque	24 227	1 655	6,83 %	4	11 806	1 049	8,89 %	3	■	1,04 %
Roumanie	12 036	1 583	13,15 %	4	46 733	7 096	15,18 %	2	■	1,70 %
Royaume-Uni	59 587	10 047	16,86 %	3	33 780	5 239	15,51 %	ND	■	2,70 %
Slovaquie	13 759	625	4,54 %	9	90 793	4 110	4,53 %	5	■	3,02 %
Slovénie	6 357	431	6,78 %	5	163 876	2 310	1,41 %	7	■	4,92 %
Suède	44 005	1 336	3,04 %	7	3 099	479	15,46 %	2	■	1,36 %
Suisse	105 689	8 626	8,16 %	3	15 272	1 002	6,56 %	ND	■	3,50 %
Données géographiques non précisées ⁴	49 571									1,43 %
Total 2017	1 728 610	109 168	6,32%	6	1 728 610	248 144	14,36%	2		100%
Total 2016	1 602 724				1 602 724					
% évolution	7,85				7,85					

En 2017, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 728 610 formulaires dans le cadre d'un détachement intra-européen (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004), soit une hausse de près de 8 % par rapport à 2016.

1. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux sortant/ France » pages précédentes
2. Pour plus de détails, voir sous-partie « Flux entrant-sortant / FRANCE » pages précédentes
4. L'Autriche (uniquement pour l'article 12.2 relatif aux travailleurs non salariés), la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.
5. ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant
ND: Non disponible

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Observations générales

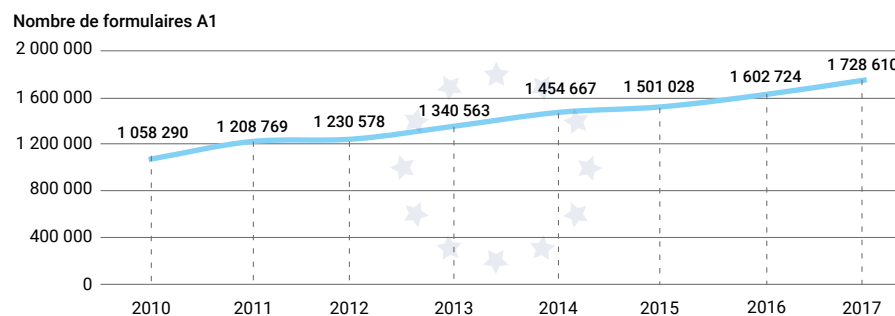
- Les 5 premiers pays d'accueil (Allemagne, France, Belgique, Autriche et Pays-Bas) absorbent à eux seuls plus de 63 % du flux entrant (près d'un quart pour la seule Allemagne).
- Les 5 premiers pays d'envoi (Allemagne, Pologne, Slovaquie, Italie et Espagne) sont à eux seuls à l'origine de plus de 56 % du flux sortant (près de 20 % pour la seule Allemagne).

Focus sur la France

La France est un acteur majeur du détachement au sein de la zone UE-EEE-Suisse, aussi bien pour les flux entrants (14 % du total / 2^e rang) que les flux sortants (6 % du total / 6^e rang).

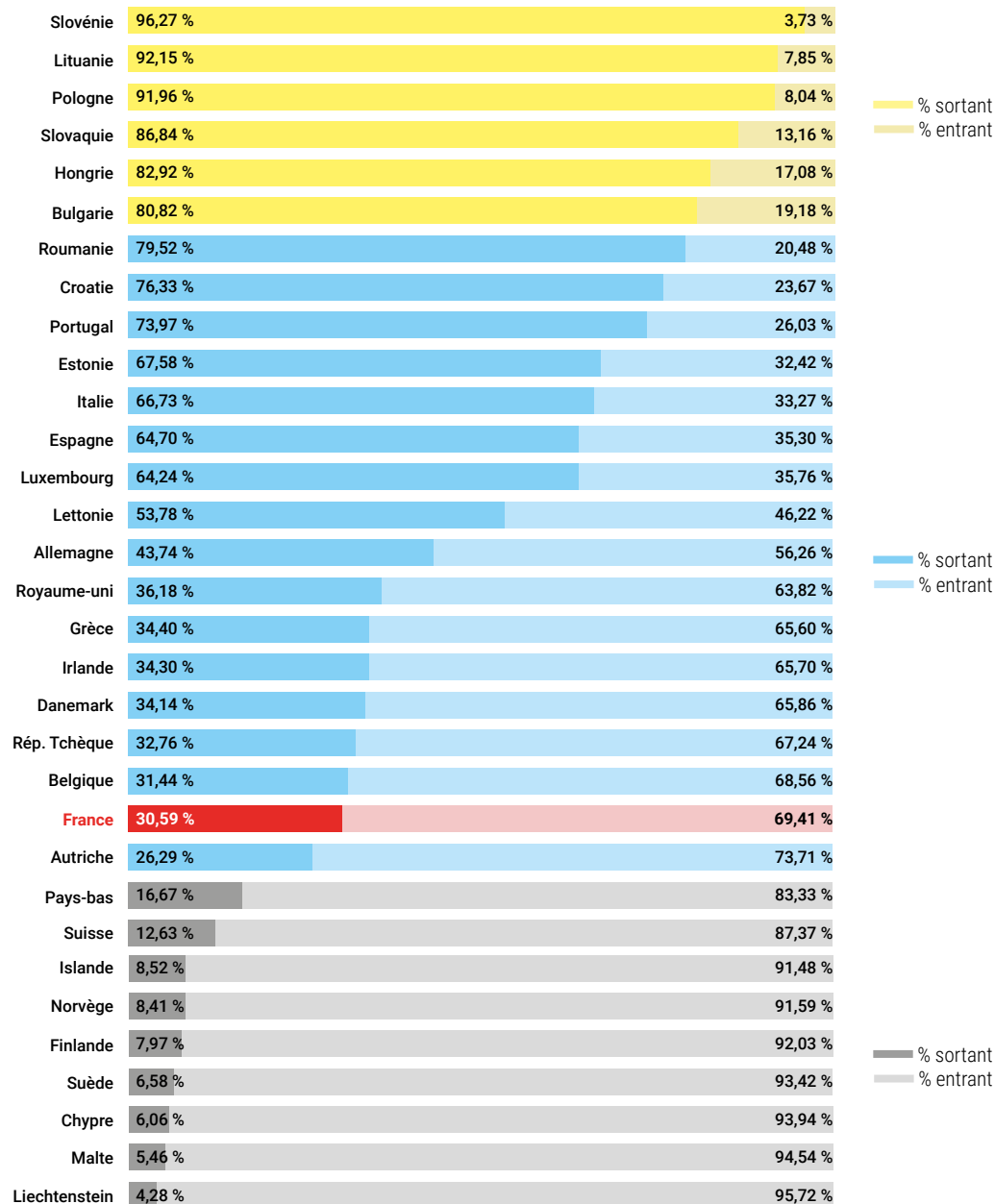
En rentrant dans le détail par États membres, on s'aperçoit que la France est le 1^{er} pays d'accueil des travailleurs belges, espagnols, islandais et portugais et le 2^e pays pourvoyeurs de travailleurs détachés vers la Bulgarie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la Pologne.

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe depuis 2010 (flux intra-européen)



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'un détachement intra-européen est en constante progression: + 63 % sur la période soit une évolution annuelle moyenne de 7,3%.

Comment se positionnent les pays de l'UE-EEE-Suisse par rapport au phénomène du détachement ?



3 catégories de pays peuvent être distinguées par rapport à l'ensemble des flux (sortants + entrants)

• Les pays dont le flux sortant est largement supérieur au flux entrant, soit un ratio [sortant/entrant] > à 80 % (graphique jaune).

Au sein de cette 1^{re} catégorie (6 pays sur 32), 1 pays se distingue particulièrement en valeur relative: la Slovénie avec un ratio [sortant/entrant] de [96 % - 4 %].

Le solde de ce pays (Flux sortant - flux entrant) est de + 157 519, mais il est toutefois en retrait par rapport à celui de la Pologne (+ 215 216).

• Les pays dont le flux sortant-entrant est équilibré, soit un ratio [sortant/entrant] compris entre 20 % et 80 % (graphique bleu).

Cette 2^e catégorie réunit 17 États membres sur 32.

Au sein de cette catégorie, la France se distingue particulièrement en valeur absolue puisque son solde (flux sortant - flux entrant) est de - 138 569, soit le solde négatif le plus important de la zone UE-EEE-Suisse (l'Allemagne étant 2^e avec un solde de - 95 091). Le solde des autres pays de cette catégorie varie de + 65 063 (Italie) à - 90 743 (Autriche).

• Les pays dont le flux entrant est largement supérieur au flux sortant, soit un ratio [sortant/entrant] < à 20 % (graphique gris).

Dans cette 3^e catégorie (9 pays sur 32), les ratios [sortant/entrant] sont relativement homogènes (4 % - 96 % à 17 % - 83 %).

La Suisse et les Pays-Bas doivent être mis en avant du fait de leur poids en valeur absolue (soldes respectifs de - 90 417 et - 89 217).

Pluriactivité / EUROPE

Les tableaux et graphiques ci-après présentent un état des lieux de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004) au sein de la zone de l'UE-EEE-Suisse.

Ces données sont extraites du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS).

La pluriactivité est un phénomène en pleine expansion mais difficile à appréhender, aux contours peu clairs en comparaison notamment du détachement pour lequel un pays d'envoi et un pays d'accueil sont clairement identifiés. Ceci explique pourquoi la CACSSS demande aux États membres un dénombrement global sans détail par pays d'accueil.

Rappel

Qu'est-ce que la pluriactivité ?

C'est le fait pour une personne d'exercer de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres. La personne doit relever en revanche de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Qu'est-ce qu'un formulaire A1 ?

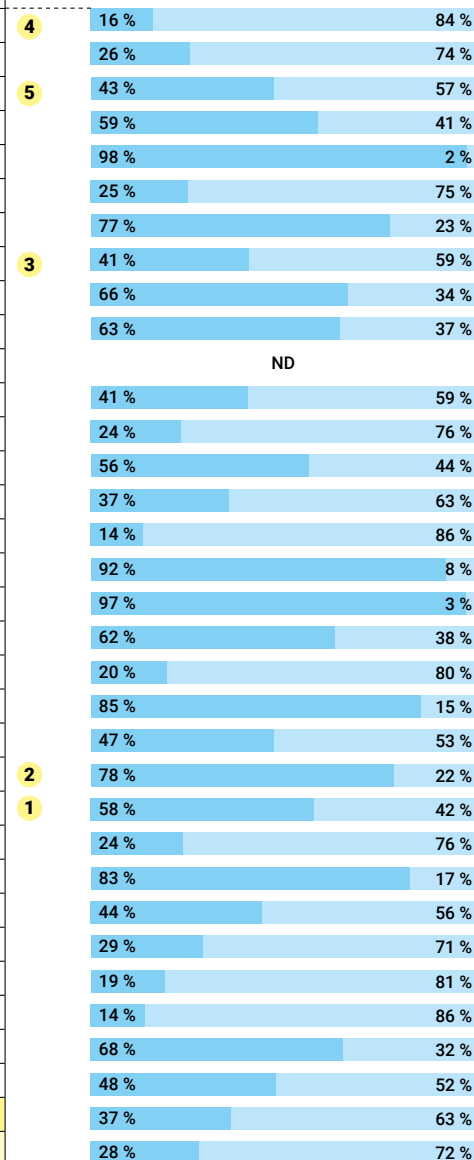
Le formulaire A1 est un document portable qui atteste de la législation de sécurité sociale applicable à son détenteur.

Cette définition vaut aussi bien pour la pluriactivité que pour le détachement.

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe en 2017

1 2 3 4 5 5 premiers pays de délivrance (art.13) de l'UE-EEE-Suisse

Pays de délivrance	Pluriactivité (art. 13)	
	Nombre de formulaires A1 émis	
Allemagne	62 877	4
Autriche	17 810	
Belgique	57 273	5
Bulgarie	21 106	
Chypre	3 868	
Croatie	14 023	
Danemark	27 688	
Espagne	77 663	3
Estonie	12 456	
Finlande	3 314	
France 1	ND	
Grèce	2 926	
Hongrie	19 540	
Irlande	4 180	
Islande	95	
Italie	20 359	
Lettonie	17 289	
Liechtenstein	976	
Lituanie	43 099	
Luxembourg	14 238	
Malte	827	
Norvège	1 829	2
Pays-Bas	79 823	
Pologne	324 999	1
Portugal	20 070	
République tchèque	55 700	
Roumanie	37 470	
Royaume-Uni	13 838	
Slovaquie	21 696	
Slovénie	26 559	
Suède	6 635	
Suisse	14 235	
Total 2017	1 024 461	
Total 2016	620 185	
% évolution	65,19	



En 2017, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 024 461 formulaires dans le cadre d'une situation relevant de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004), soit une hausse de plus de 65 % par rapport à 2016.

Le ratio entre formulaires A1/art. 13 et formulaires A1/art. 12 est passé de 28 %-72 % à 37 %-63 % en l'espace d'une seule année.

14 États membres (sur 32) délivrent majoritairement des formulaires A1 au titre de l'article 13 (et de manière quasi exclusive pour Chypre, la Lettonie et le Liechtenstein) et la Pologne représente à elle seule près d'un tiers du volume global de formulaires émis.

— Pluriactivité
— Détachement 2

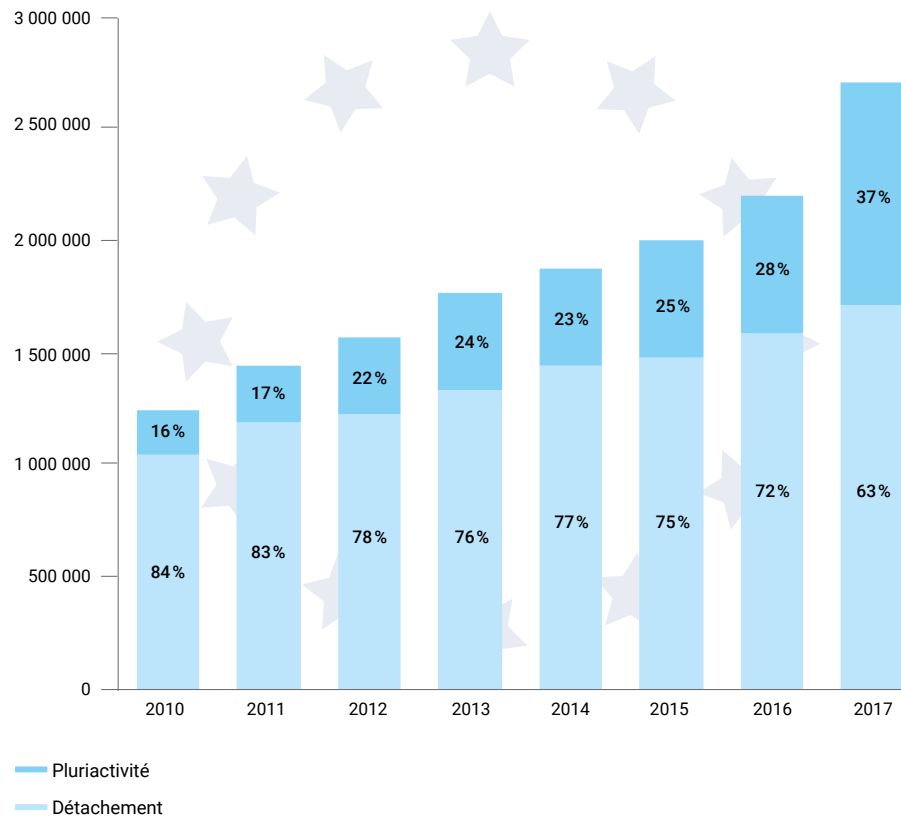
1. La base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique.

2. Pour plus de précisions, voir pages précédentes.

ND: Non disponible

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe depuis 2010

Nombre de formulaires A1



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'une situation de pluriactivité est en constante et nette progression : + 424 % sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de + 26,7 %.

Cette forte progression explique donc que le ratio « Pluriactivité/Détachement » soit d'année en année plus favorable à la 1^{re} situation énoncée, et ce malgré l'évolution annuelle moyenne de + 7,3 % pour le détachement (pour plus de détails, voir pages précédentes).

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômage**Législation
applicable**Flux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

LES ACCORDS EXCEPTIONNELS

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogoires sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004 et l'article 17 du règlement 1408/71.

Les accords exceptionnels ou dérogoires des articles 16 et 17 sont utilisés pour :

- _ Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois;
- _ La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois;
- _ La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement);
- _ Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque, dès le départ, les conditions du détachement ne sont pas remplies (exemple au regard des conditions liées à l'employeur: lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil; exemple au regard des conditions liées au salarié: affiliation au régime du pays qui détache inférieure à 1 mois).

Dans ces cas de figure, une demande d'application des articles 16 ou 17 « Maintien d'affiliation au régime de l'État qui détache » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner et autoriser cette demande conjointement avec l'autorité ou institution compétente de l'autre État. Cette dernière, dans tous les cas, fait connaître son avis au Cleiss.

1. Article 16 du règlement (CE) n° 883/04: le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

2. Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71: cf. article 16

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ¹	selon article 17 ²	selon article 16 ¹	selon article 17 ²
Allemagne	258	0	71	0
Autriche	2	0	6	0
Belgique	63	0	157	0
Bulgarie	0	0	6	0
Chypre	0	0	0	0
Croatie	8	0	2	0
Danemark	7	0	4	0
Espagne	191	0	56	0
Estonie	0	0	1	0
Finlande	12	0	3	0
Grèce	0	0	1	0
Hongrie	3	0	13	0
Irlande	3	0	4	0
Islande	0	0	0	0
Italie	194	0	77	0
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	0	0	1	0
Luxembourg	9	0	4	0
Malte	0	0	0	0
Norvège	13	0	25	0
Pays-Bas	66	0	29	0
Pologne	54	0	15	0
Portugal	30	0	9	0
République tchèque	10	0	8	0
Roumanie	6	0	3	0
Royaume-Uni	134	4	95	0
Slovaquie	6	0	1	0
Slovénie	1	0	0	0
Suède	11	0	7	0
Suisse	415	0	38	0
Total 2017	1 496	4	636	0
Total 2016	1 834	11	735	0
% évolution	-18,43	-63,64	-13,47	-

LES DÉTACHEMENTS

Actuellement, 38 États (ou territoires) et 3 collectivités d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de: Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc,

Détachement en 2017 (travailleurs salariés et non salariés)

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis	
Conventions bilatérales	Algérie	2 543	5 ^e
	Andorre	268	
	Argentine	761	
	Aurigny	3	
	Bénin	188	
	Bosnie-Herzégovine	106	
	Brésil	1 578	
	Cameroun	569	
	Canada	2 487	
	Cap-Vert	67	
	Chili	307	
	Congo	577	
	Corée	1 323	
	Côte d'Ivoire	1 284	
	États-Unis	12 891	1 ^{er}
	Gabon	504	
	Guernesey	2	
	Herm	0	
Inde	2 564	4 ^e	
Israël	611		
Japon	2 432		

Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, puis, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention ou décret de coordination (avec les collectivités d'outre-mer). Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 118 et 119).

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis	
Conventions bilatérales	Jersey	38	
	Jethou	0	
	Kosovo	15	
	Macédoine	71	
	Madagascar	517	
	Mali	436	
	Maroc	6 713	2 ^e
	Mauritanie	217	
	Monaco	2 308	
	Monténégro	159	
	Niger	203	
	Philippines	264	
	Québec	315	
	Saint-Marin	4	
	Sénégal	738	
	Serbie	499	
	Togo	165	
	Tunisie	2 754	3 ^e
Turquie	1 879		
Uruguay	49		
Sous-total 2017		48 409	
Sous-total 2016		64 171	
% évolution		-24,56	

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination, ont pour objectif de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et régler les conflits de législation.

	Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	228
	Polynésie française	205
	Saint-Pierre-et-Miquelon	149
	Sous-total 2017	582
	Sous-total 2016	630
% évolution		-7,62

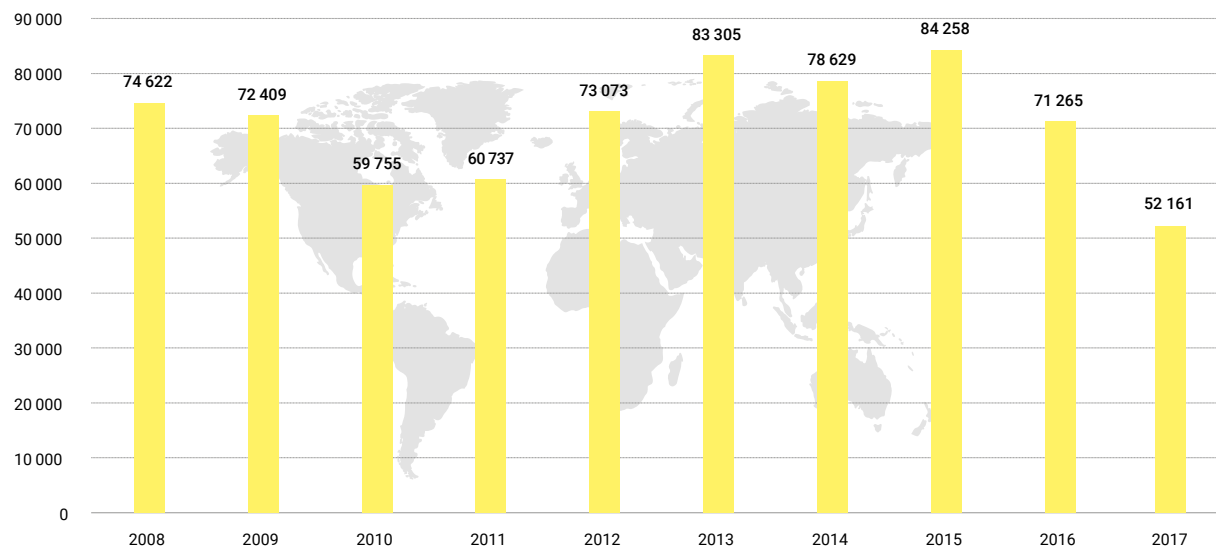
Données géographiques non précisées ¹	3 170
Sous-total 2017	3 170
Sous-total 2016	6 464
% évolution	-50,96

Total Général 2017	52 161
Total Général 2016	71 265
% évolution	-26,81

Dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les détachements en 2017 effectués par la France sont pour :

- 53 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99 % d'une durée à l'étranger inférieure à 1 an
- 99 % réalisés par le régime général

Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés et non salariés)



L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

À noter en outre, qu'une forte baisse de l'émission de formulaires est vérifiée depuis 2 ans, pour atteindre en 2017 son plus bas niveau de la décennie.

Indicateurs d'évolution	
Nombre de formulaires de détachement émis	
Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires	-30,10 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,90 %
soit en nombre de bénéficiaires	-22 461

LES ACCORDS EXCEPTIONNELS

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	22	1
Andorre	0	1
Argentine	1	0
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	1	1
Cameroun	0	10
Canada	5	2
Cap-Vert	0	0
Chili	2	8
Congo	0	0
Corée	13	7
Côte d'Ivoire	0	0
États-Unis	25	4
Gabon	0	1
Guernesey	0	0
Aurigny	0	0
Herm	0	0
Jethou	0	0
Israël	0	6
Japon	17	3
Jersey	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	0	0
Maroc	5	32
Mauritanie	0	0
Monaco	3	2
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	20	5
Saint-Marin	0	0
Sénégal	0	7
Serbie	1	0
Suisse ¹	645	15
Togo	0	0
Tunisie	19	8
Turquie	1	0
Uruguay	0	0
Nouvelle-Calédonie	0	14
Polynésie française	0	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	1
Total 2017	780	128
Total 2016	876	148
% évolution	-10,96	-13,51

1. Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 3 juillet 1975.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômage**Législation
applicable**Flux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

LES DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- _ dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- _ dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

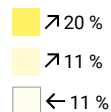
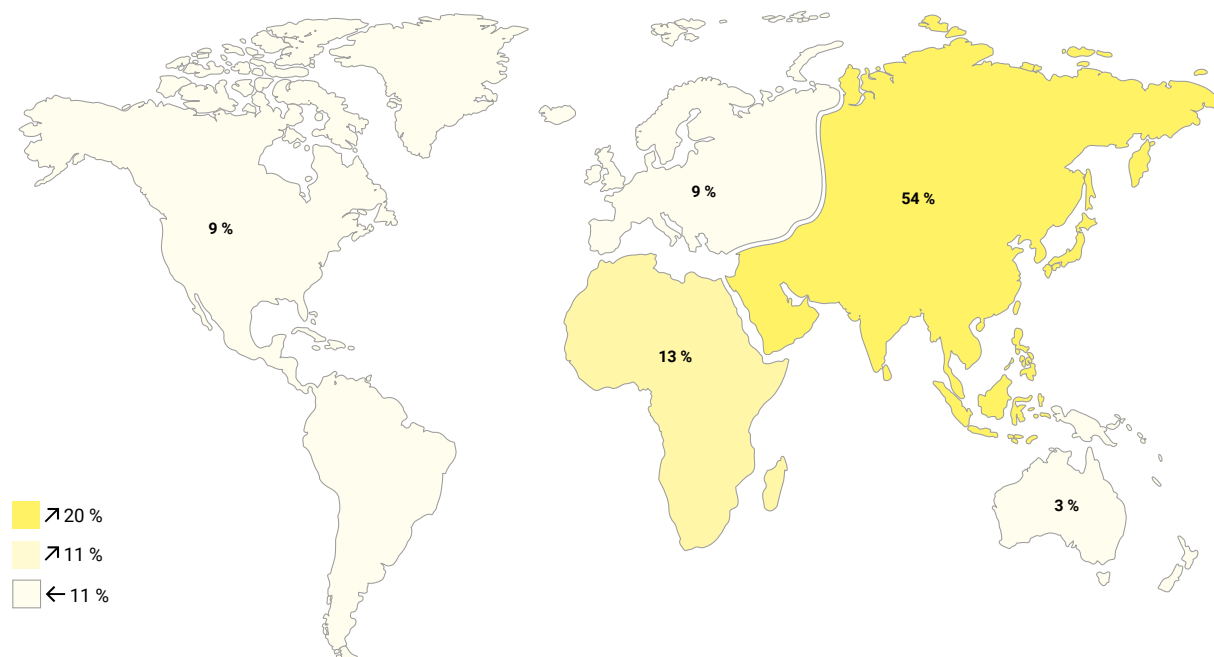
_ le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 133)

_ la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de la **législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

Détachements effectués en 2017 dans le cadre des pays hors conventions

Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec la France sont donc exclus.



Autres pays : 3 %

Données géographiques non précisées : 9 %



Dans le cadre de la législation interne française, plus de la moitié des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.

Détachement de droit commun en 2017 (travailleurs salariés)

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis		
EUROPE	Albanie	56	
	Biélorussie	79	
	Moldavie	40	
	Russie	2 731	2°
	Ukraine	501	
	Vatican	0	
	Sous-total 2017	3 407	
	Sous-total 2016	5 872	
% évolution	-41,98		
ASIE	Afghanistan	54	
	Arabie Saoudite	1 354	5°
	Arménie	37	
	Azerbaïdjan	54	
	Bahreïn	99	
	Bangladesh	120	
	Bhoutan	0	
	Birmanie	81	
	Brunei	5	
	Cambodge	124	
	Chine	9 158	1 ^{er}
	Corée (République populaire de)	42	
	Émirats Arabes Unis	2 022	3°
	Géorgie	75	
	Indonésie	385	
	Irak	216	
	Iran	1 099	
	Jordanie	157	
	Kazakhstan	208	
	Kirghizistan	3	
Koweït	217		
Laos	31		
Liban	534		
Malaisie	489		
Maldives	7		
Mongolie	20		
Népal	34		

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
ASIE	Oman	235
	Ouzbékistan	42
	Pakistan	100
	Palestine	10
	Qatar	662
	Singapour	1 195
	Sri Lanka	118
	Syrie	73
	Tadjikistan	1
	Taiwan	439
	Thaïlande	967
	Timor Oriental	0
	Turkménistan	58
Vietnam	713	
Yémen	24	
Sous-total 2017	21 262	
Sous-total 2016	30 233	
% évolution	-29,67	
AFRIQUE	Afrique du sud	1 028
	Angola	97
	Botswana	5
	Burkina Faso	325
	Burundi	14
	Comores	24
	Congo (République démocratique du)	162
	Djibouti	101
	Égypte	769
	Érythrée	1
	Éthiopie	185
	Gambie	5
	Ghana	135
	Guinée	213
	Guinée équatoriale	24
	Guinée-Bissau	17
	Kenya	244
	Lésotho	0
	Libéria	8
Libye	45	

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
AFRIQUE	Malawi	2
	Maurice (île)	442
	Mozambique	133
	Namibie	14
	Nigéria	296
	Ouganda	86
	République Centrafricaine	48
	Rwanda	27
	Sahara occidental	0
	Sao Tomé et Princes	0
	Seychelles	56
	Sierra Léone	31
	Somalie	7
	Soudan	20
	Soudan du sud	20
	Swaziland	2
	Tanzanie	69
	Tchad	172
	TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	1
	Zambie	45
Zimbabwe	13	
Sous-total 2017	4 886	
Sous-total 2016	7 089	
% évolution	-31,08	

En dehors des accords internationaux de sécurité sociale, les détachements en 2017 effectués par la France sont pour :

- 43,1 % à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 99,7 % d'une durée inférieure à 3 ans

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

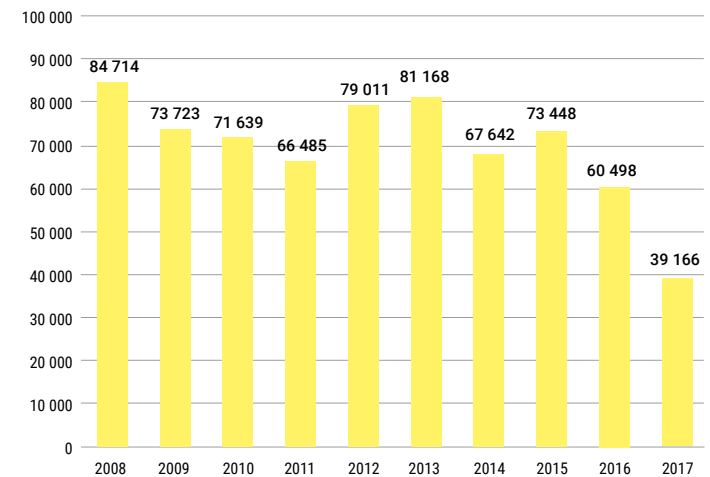
Pays hors conventions

Détachement de droit commun en 2017 (travailleurs salariés) – suite et fin –

Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	Continents / Pays	Nombre de formulaires S9201 émis	
AMÉRIQUE	Antigua et Barbuda	1	Australie	898
	Bahamas	28	Fidji	17
	Barbade	1	Kiribati	0
	Bélice	1	Marshall (Îles)	0
	Bolivie	94	Micronésie (États fédérés)	0
	Colombie	516	Nauru	0
	Costa Rica	159	Nouvelle-Zélande	195
	Cuba	246	Palaos (Îles)	0
	Dominique	0	Papouasie - Nouvelle-Guinée	16
	El Salvador	15	Pitcairn (Île)	0
	Équateur	65	Salomon (Îles)	0
	Grenade	1	Samoa Occidentales	0
	Groënland	0	TOM des États-Unis (Pacifique)	1
	Guatemala	41	Tonga	0
	Guyana	19	Tuvalu	0
	Haïti	168	Vanuatu	1
	Honduras	27	Wallis et Futuna	9
	Jamaïque	56	Sous-total 2017	1 137
	Mexique	1 597 4 ^e	Sous-total 2016	1 077
	Nicaragua	17	% évolution	5,57
	Panama	108	Autres pays	1 248
	Paraguay	57	Données géographiques non précisées ¹	3 544
	Pérou	180	Sous-total 2017	4 792
	République Dominicaine	140	Sous-total 2016	9 053
	Saint-Barthélemy	0	% évolution	-47,07
	Saint-Christophe-et-Niévès	1	Sous-total 2017	39 166
	Sainte-Lucie	7	Sous-total 2016	60 498
	Saint-Vincent Grenadines	0	% évolution	-35,26
	Surinam	29	Sous-total 2017	3 682
	TOM des États-Unis (Antilles)	21	Sous-total 2016	7 174
	TOM des Pays-Bas (Antilles)	5	% évolution	-48,68
	TOM du Royaume-Uni (Antilles)	22		
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	0			
Trinité et Tabago	9			
Vénézuéla	51			
Sous-total 2017	3 682			
Sous-total 2016	7 174			
% évolution	-48,68			

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

Évolution du nombre de formulaires S9201 émis (travailleurs salariés)



Indicateurs d'évolution

Nombre de formulaires de détachement émis

Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires	-53,77 %
soit une évolution annuelle moyenne de	-8,21 %
soit en nombre de bénéficiaires	-45 548

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires S9201 émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

À noter en outre, qu'une forte baisse de l'émission de formulaires est vérifiée depuis 2 ans, pour atteindre en 2017 son plus bas niveau de la décennie.



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens

Les pensions de vieillesse et d'invalidité
versées en France _____

140

Dans le cadre de la **réciprocité des accords**, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité versées à des assurés résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel ils ont cotisé pendant leur durée de travail.

Dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale, les paiements 2017 des pensions servies à la France sont pour :

- 80 % des pensions de vieillesse
- 12 % des pensions de réversion
- 8 % des pensions d'invalidité
- 83 % en provenance des cinq principaux pays ci-contre

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2017 (et réciproquement)

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

Pays	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE		SOLDE ²
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
Allemagne	68 903	315 854 000	15 176	50 041 000	4 107	22 654 000	88 186	388 549 000	59 297	109 132 936	■
3 Autriche	1 691	6 233 875	351	1 093 990	21	165 792	2 063	7 493 657	2 584	5 367 235	■
Belgique	47 554	414 831 652	9 989	67 794 027	4 171	47 485 748	61 714	530 111 427	66 178	207 570 185	■
2 Bulgarie	84	101 626	10	3 678	5	3 100	99	108 405	292	1 186 553	■
Chypre	25	67 175	0	0	0	0	25	67 175	113	518 375	■
Croatie	492	NC	101	NC	0	0	593	0	3 053	7 950 780	ND
Danemark	2 327	20 556 175 *	NC	NC	76	1 382 068	2 403	21 938 243	783	1 577 435	■
Espagne	22 530	77 983 586	11 249	42 710 015	444	3 941 914	34 223	124 635 516	345 491	767 767 971	■
Estonie	14	22 924	0	0	3	4 673	17	27 597	21	65 825	■
Finlande	722	10 055 152	52	641 472	17	228 901	791	10 925 525	361	777 982	■
Grèce	NC	NC	NC	NC	NC	NC	0	0	2 437	7 405 705	ND
Hongrie	449	670 839	47	46 456	6	12 665	502	729 959	567	2 571 289	■
Irlande	554	NC	NC	NC	14	NC	568	0	468	1 609 146	ND
Islande	6	72 984	0	0	8	76 023	14	149 007	20	46 421	■
Italie	25 146	68 876 376	14 438	28 448 282	1 020	3 240 737	40 604	100 565 395	116 823	232 573 491	■
Lettonie	58	186 347	4	5 765	7	16 044	69	208 156	15	116 525	■
Liechtenstein	33	199 042 *	3	NC	1	24 562	37	223 605	45	137 455	■

NC: données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni).

1. Pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentes, pensions et allocations ».

2. ND: Non disponible ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France ■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France.

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2017 (et réciproquement) - suite et fin -

1 2 3 4 5 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

Pays	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE		SOLDE ²
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
Lituanie	33	80 129	12	8 520	4	8 071	49	96 720	37	109 947	■
5 Luxembourg	17 122	247 381 217	4 860	51 702 968	5 016	69 349 702	26 998	368 433 887	5 574	21 695 220	■
Malte	26	82 106	2	15 615	0	0	28	97 721	105	609 440	■
Norvège	NC	NC	NC	NC	NC	NC	0	0	562	1 148 847	ND
Pays-Bas	13 716	94 751 429	38	525 867	691	11 586 277	14 445	106 863 573	4 358	8 489 581	■
Pologne	3 797	8 290 988	521	1 324 032	44	135 970	4 361	9 750 990	6 098	13 511 901	■
Portugal	31 216	73 195 939	8 625	18 195 982	891	2 719 547	40 732	94 111 468	212 214	817 410 986	■
République tchèque	660	1 235 682	98	149 125	11	20 988	769	1 405 795	459	1 595 724	■
Roumanie	NC	NC	NC	NC	NC	NC	0	0	500	2 366 395	ND
4 Royaume-Uni	66 797	382 815 592 *	NC	NC	NC	NC	66 797	382 815 592	10 306	25 171 461	■
Slovaquie	200	355 862	20	24 424	9	23 912	229	404 198	224	625 640	■
Slovénie	337	317 980	78	73 598	2	1 887	417	393 465	707	1 865 969	■
Suède	2 199	11 690 859	151	460 021	26	274 008	2 376	12 424 888	1 864	3 967 149	■
1 Suisse	68 645	548 138 361	9 377	73 225 420	4 609	64 330 312	82 631	685 694 092	24 973	78 657 334	■
Total 2017	375 336	2 284 047 898	75 202	336 490 257	21 203	227 686 901	471 740	2 848 225 056	866 529	2 323 600 902	■
Total 2016	366 900	2 162 050 329	77 116	331 194 549	21 095	221 045 501	465 111	2 714 290 379	875 619	2 317 762 860	■
% évolution	2,30	5,64	-2,48	1,60	0,51	3,00	1,43	4,93	-1,04	0,25	

NC : données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni).

1. pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentes, pensions et allocations ».

2. ND : Non disponible ■ Montant reçu par la France > Montant versé par la France ■ Montant versé par la France > Montant reçu par la France.

■ Soldes positifs les plus significatifs :

- Suisse (+ 607,04 M€)
- Royaume-Uni (+ 357,64 M€)
- Luxembourg (+ 346,74 M€)

■ Soldes négatifs les plus significatifs :

- Portugal (- 723,30 M€)
- Espagne (- 643,13 M€)
- Italie (- 132,00 M€)

En 2017, **2,8 milliards d'euros** ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse, de réversion ou d'invalidité résidant en France.

Ce chiffre représente une hausse de 4,93 % par rapport à 2016.

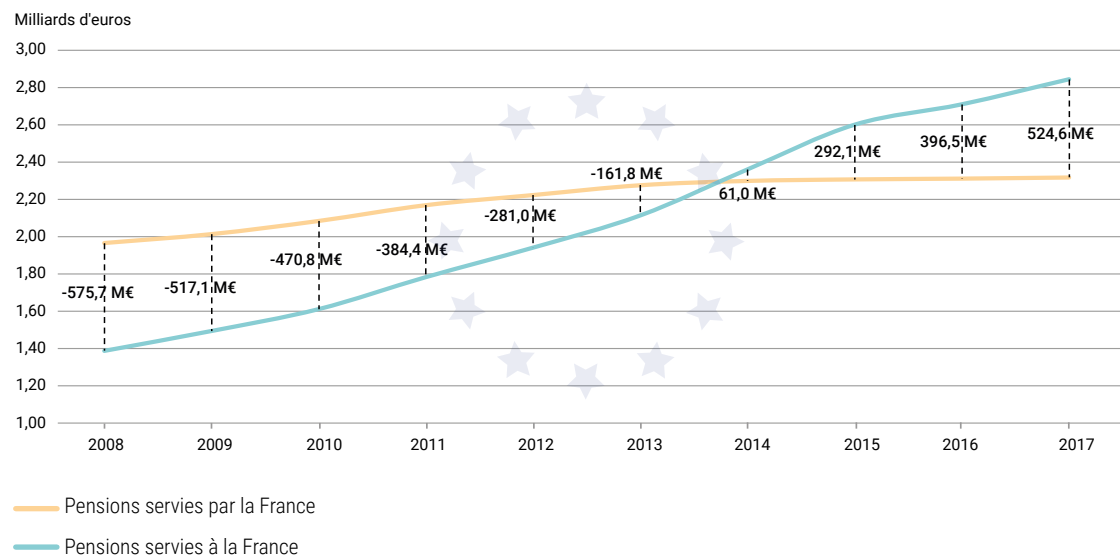
Le solde entre les paiements servis à la France et ceux effectués par la France est de **+ 525 M€** sur l'année considérée soit une hausse de 32 % par rapport à l'année précédente.

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France depuis 10 ans (et réciproquement)

Années	UE-EEE-SUISSE → FRANCE								FRANCE → UE-EEE-SUISSE	
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
2008	262 691	1 029 341 926	66 847	210 692 485	19 042	156 665 040	348 580	1 396 699 452	845 262	1 972 360 434
2009	274 774	1 118 086 969	67 110	224 189 368	18 967	160 619 806	360 851	1 502 896 143	862 145	2 020 037 065
2010	285 445	1 201 558 637	68 288	235 302 748	19 960	182 980 818	373 693	1 619 842 204	875 906	2 090 688 767
2011	308 309	1 347 958 441	71 723	253 786 755	20 519	189 060 491	400 551	1 790 805 687	884 473	2 175 193 662
2012	317 640	1 494 756 108	70 860	261 377 028	19 324	192 347 078	407 824	1 948 480 214	889 150	2 229 471 013
2013	327 831	1 645 454 110	71 319	278 890 883	19 542	196 039 134	418 692	2 120 384 127	891 462	2 282 222 766
2014	345 884	1 863 994 536	73 751	296 731 435	20 285	205 648 372	439 920	2 366 374 343	888 227	2 305 360 528
2015	357 270	2 073 166 886	76 626	315 117 725	20 852	217 267 838	454 749	2 605 552 448	882 735	2 313 445 936
2016	366 900	2 162 050 329	77 116	331 194 549	21 095	221 045 501	465 111	2 714 290 379	875 619	2 317 762 861
2017	375 336	2 284 047 898	75 202	336 490 257	21 203	227 686 901	471 740	2 848 225 056	866 529	2 323 600 902

1. Pour plus de détails, voir chapitre 3 « Rentés, pensions et allocations ».

Évolution sur 10 ans du solde des versements de pensions



Depuis 2008, les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires résidant en France progressent (en valeur) au rythme annuel de 8,24 % (contre 1,84 % dans le sens inverse).

En outre, le solde des versements (Pensions servies à la France - pensions servies par la France) connaît un rééquilibrage continu depuis 2008, devenant même positif à partir de 2014 (+ 61 M€).



Mouvements migratoires

Les travailleurs étrangers entrés en France _____ **144**

L'immigration familiale _____ **150**

Les Français à l'étranger
(immatriculation dans les consulats) _____ **154**

Répartition par continent et par pays en 2017

Continents / Pays	Salariés								Non Salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
Afrique du Nord	6 779	87	1 021	23	1	8	6 772	14 691	342	15 033
<i>Dont</i>										
Algérie	1 222	0	303	0	1	1	1	1 528	76	1 604
Libye	1	0	3	0	0	0	0	4	1	5
Maroc	3 241	47	297	6	0	0	5 587	9 178	97	9 275
Tunisie	2 315	40	418	17	0	7	1 184	3 981	168	4 149
Afrique Subsaharienne	2 828	26	989	26	0	3	105	3 977	314	4 291
<i>Dont</i>										
Bénin	119	0	36	3	0	1	0	159	12	171
Cameroun	371	2	90	5	0	0	0	468	44	512
Cap-Vert	25	0	3	0	0	0	0	28	2	30
Congo	51	0	13	0	0	0	0	64	11	75
Congo (Rép. Dém.)	81	0	26	0	0	0	0	107	30	137
Côte d'Ivoire	263	1	103	0	0	0	0	367	18	385
Égypte	99	4	28	8	0	0	1	140	11	151
Gabon	116	1	46	1	0	0	0	164	6	170
Guinée (Rép. de)	145	0	64	0	0	0	0	209	19	228
Madagascar	181	0	34	1	0	1	0	217	17	234
Mali	244	0	134	0	0	0	1	379	43	422
Maurice (île)	79	0	33	0	0	0	49	161	12	173
Mauritanie	64	0	17	0	0	0	1	82	2	84
Niger	30	0	7	0	0	0	0	37	7	44
Sénégal	660	4	183	4	0	0	50	901	21	922
Togo	64	0	10	0	0	0	0	74	1	75
Autres pays	236	14	162	4	0	1	3	420	58	478
Amérique du Nord	212	96	1 515	37	3	0	6	1 869	228	2 097
<i>Dont</i>										
Canada	74	10	255	11	3	0	3	356	68	424
États-Unis	138	86	1 260	26	0	0	3	1 513	160	1 673

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Répartition par continent et par pays en 2017 (suite)

Continents / Pays	Salariés								Non Salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
Amérique Centrale et du Sud	558	38	775	85	10	3	32	1 501	573	2 074
<i>Dont</i>										
Argentine	30	1	106	7	0	0		144	42	186
Brésil	157	24	69	40	1	0	21	312	370	682
Chili	10	1	25	9	0	0	0	45	27	72
Colombie	130	2	97	9	1	0	1	240	34	274
Haïti	29	0	13	0	0	0	0	42	26	68
Mexique	73	8	156	13	0	0	7	257	32	289
Pérou	33	0	25	3	0	1	0	62	5	67
Venezuela	35	0	37	1	0	0	0	73	10	83
Autres pays	61	2	247	3	8	2	3	326	27	353
Asie	2 311	353	486	150	14	0	20	3 334	817	4 151
<i>Dont</i>										
Chine (RPC)	615	30	155	65	0	0	2	867	311	1 178
Corée du Sud	35	22	23	5	2	0	0	87	32	119
Inde	241	246	157	43	12	0	0	699	254	953
Japon	91	26	36	4	0	0	7	164	105	269
Philippines	231	5	25	0	0	0	0	261	11	272
Thaïlande	26	2	8	8	0	0	6	50	25	75
Vietnam	130	13	25	12	0	0	1	181	24	205
Autres pays	942	9	57	13	0	0	4	1 025	55	1 080
Proche et Moyen-Orient	333	5	111	48	1	1	17	516	178	694
<i>Dont</i>										
Iran	31	1	8	17	0	0	0	57	106	163
Israël	5	0	10	1	0	0	17	33	8	41
Liban	155	1	46	25	1	0	0	228	34	262
Pakistan	114	1	19	3	0	0	0	137	8	145
Autres pays	28	2	28	2	0	1	0	61	22	83

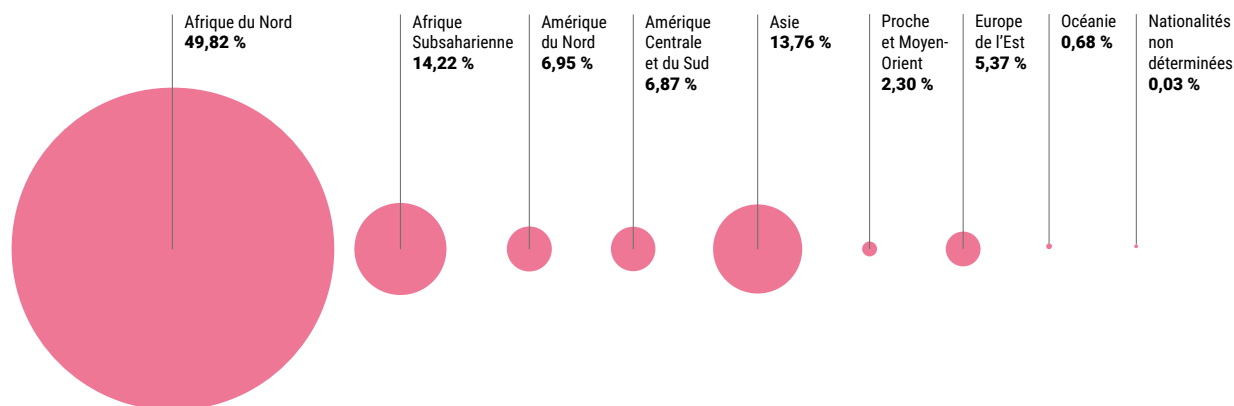
Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Répartition par continent et par pays en 2017 (suite et fin)

Continents / Pays		Salariés								Non Salariés	Total général
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
Europe de l'Est		696	37	387	26	5	3	259	1 413	208	1 621
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	2	1	9	0	0	0	7	19	3	22
	Macédoine	8	0	3	0	0	0	4	15	1	16
	Moldavie	11	0	1	0	0	0	0	12	2	14
	Russie	174	10	173	14	0	1	13	385	37	422
	Serbie	31	1	50	3	0	1	11	97	12	109
	Turquie	231	24	36	6	0	0	217	514	47	561
	Ukraine	106	1	27	1	4	0	6	145	41	186
	Autres pays	133	0	88	2	1	1	1	226	65	291
Océanie		53	1	111	3	2	0	2	172	33	205
<i>Dont</i>	Australie	32	1	51	3	2	0	1	90	24	114
	Nouvelle-Zélande	13	0	35	0	0	0	1	49	8	57
	Autres pays	8	0	25	0	0	0	0	33	1	34
Nationalité indéterminée		8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Total général		13 778	643	5 395	398	36	18	7 213	27 481	2 693	30 174

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Répartition par continent des travailleurs entrés en France en 2017



Répartition par continent et par catégorie de salariés

		2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Afrique du Nord	Total	15033	15444	14460	13721	12248	12338	12685	12024	11910	13124
	Salariés permanents et en mission	6866	7661	6663	5842	5323	5038	5477	4663	4436	5240
	Autorisations provisoires et autres catégories	1053	717	661	495	617	857	885	1031	778	1156
	Saisonniers	6772	6386	6329	6237	5758	5975	5939	5890	6696	6728
	Total salariés	14691	14764	13653	12574	11698	11870	12301	11584	11910	13124
	Non salariés	342	680	807	1147	550	468	384	440	NC	NC
Afrique Subsaharienne	Total	4291	3395	6124	5603	4522	4293	5837	5486	5785	4522
	Salariés permanents et en mission	2854	2547	4383	4261	3850	3582	5207	4718	5322	3843
	Autorisations provisoires et autres catégories	1018	372	701	506	418	428	428	547	463	667
	Saisonniers	105	10	101	81	65	100	54	36	0	12
	Total salariés	3977	2929	5185	4848	4333	4110	5689	5301	5785	4522
	Non salariés	314	466	939	755	189	183	148	185	NC	NC
Amérique du Nord	Total	2097	567	2903	2747	2756	2945	3271	3023	1947	3171
	Salariés permanents et en mission	308	203	975	886	903	1036	964	967	655	1140
	Autorisations provisoires et autres catégories	1555	342	1868	1451	1375	1650	2077	1802	1292	2026
	Saisonniers	6	0	9	4	7	4	4	7	0	5
	Total salariés	1869	545	2852	2341	2285	2690	3045	2776	1947	3171
	Non salariés	228	22	51	406	471	255	226	247	NC	NC
Amérique Centrale et du Sud	Total	2074	1515	2615	2498	2326	2156	2394	2351	1454	2306
	Salariés permanents et en mission	596	633	1059	922	891	931	1032	1027	874	1049
	Autorisations provisoires et autres catégories	873	838	1360	710	727	853	1069	1022	580	1189
	Saisonniers	32	4	41	14	36	106	32	46	0	68
	Total salariés	1501	1475	2460	1646	1654	1890	2133	2095	1454	2306
	Non salariés	573	40	155	852	672	266	261	256	NC	NC

NC: Non communiqué

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

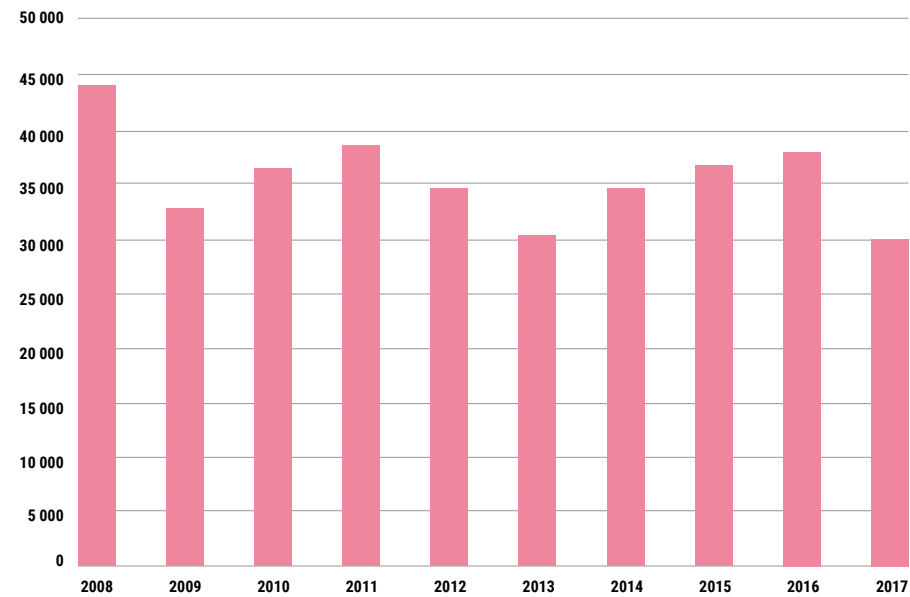
Répartition par continent et par catégorie de salariés (suite et fin)

		2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
Asie	Total	4 151	4 419	6 753	6 052	5 212	4 787	5 051	5 097	3 663	4 892
	Salariés permanents et en mission	2 664	3 418	4 780	4 007	3 388	3 242	3 442	3 387	2 765	3 227
	Autorisations provisoires et autres catégories	650	862	1 635	484	515	879	940	1 116	898	1 657
	Saisonniers	20	7	27	18	21	11	22	18	0	8
	Total salariés	3 334	4 287	6 442	4 509	3 924	4 132	4 404	4 521	3 663	4 892
	Non salariés	817	132	311	1 543	1 288	655	647	576	NC	NC
Proche et Moyen-Orient	Total	694	1 006	1 046	987	1 100	1 016	998	960	794	1 164
	Salariés permanents et en mission	338	590	590	537	610	646	639	565	627	768
	Autorisations provisoires et autres catégories	161	323	352	129	204	258	243	270	167	395
	Saisonniers	17	3	3	6	5	1	0	0	0	1
	Total salariés	516	916	945	672	819	905	882	835	794	1 164
	Non salariés	178	90	101	315	281	111	116	125	NC	NC
Europe de l'Est	Total	1 621	2 113	2 732	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446	6 405	14 676
	Salariés permanents et en mission	733	1 012	1 325	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335	4 463	7 586
	Autorisations provisoires et autres catégories	421	524	756	461	443	1 694	1 897	1 540	1 103	2 272
	Saisonniers	259	201	191	197	164	1 332	1 909	1 428	839	4 818
	Total salariés	1 413	1 737	2 272	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303	6 405	14 676
	Non salariés	208	376	460	711	408	182	136	143	NC	NC
Océanie	Total	205	171	292	331	254	335	333	298	180	346
	Salariés permanents et en mission	54	91	133	164	97	170	151	129	86	134
	Autorisations provisoires et autres catégories	116	76	149	100	101	135	156	144	94	208
	Saisonniers	2	2	4	1	1	2	2	3	0	4
	Total salariés	172	169	286	265	199	307	309	276	180	346
	Non salariés	33	2	6	66	55	28	24	22	NC	NC
Nationalités non déterminées		8	9 639	24	30	3	13	13	2	746	30
Total général		30 174	38 269	36 949	34 632	30 596	34 757	38 871	36 687	32 884	44 231

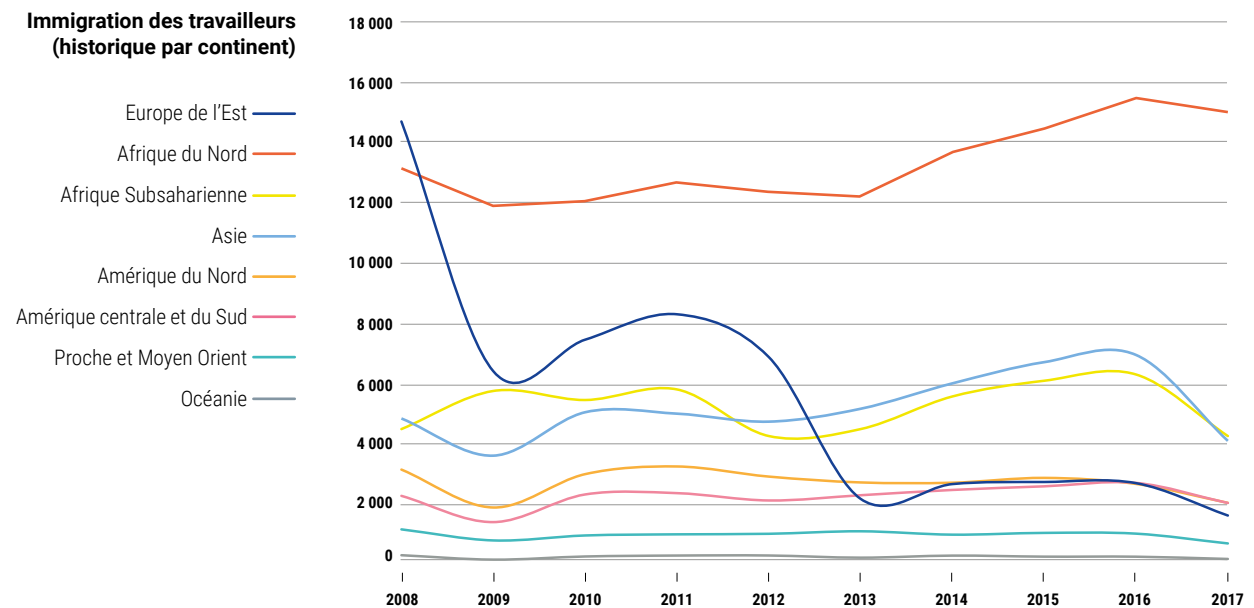
NC : Non communiqué

Source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Évolution du nombre total de travailleurs entrés en France ces 10 dernières années



Immigration des travailleurs (historique par continent)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes; pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

**Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2017
au titre du regroupement familial**

Continents / pays de nationalité		2008		2016		2017		% Évolution 2017/2008	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Afrique du Nord		7 973	10 804	5 739	7 317	5 278	6 922	-33,80	-35,93
<i>Dont</i>	Algérie	3 946	5 079	2 371	2 879	1 991	2 470	-49,54	-51,37
	Libye			3	8	2	4	-	-
	Maroc	2 820	3 963	2 068	2 701	1 873	2 509	-33,58	-36,69
	Tunisie	1 207	1 762	1 297	1 729	1 412	1 939	16,98	10,05
Afrique		1 352	2 040	1 846	2 776	1 458	2 298	7,84	12,65
<i>Dont</i>	Bénin	32	52	45	81	25	43	-21,88	-17,31
	Cameroun	202	298	348	508	294	449	45,54	50,67
	Cap-Vert	22	32	25	34	30	40	36,36	25,00
	Congo	146	228	59	90	58	84	-60,27	-63,16
	Congo (Rép. Dém.)	55	90	121	200	67	110	21,82	22,22
	Côte d'Ivoire	178	246	346	468	175	248	-1,69	0,81
	Égypte	36	57	43	82	49	95	36,11	66,67
	Gabon	31	39	28	33	28	34	-9,68	-12,82
	Guinée (Rép. de)	20	24	66	116	35	49	75,00	104,17
	Madagascar	93	134	73	95	55	79	-40,86	-41,04
	Mali	70	116	194	314	168	286	140,00	146,55
	Maurice (île)	31	41	18	23	14	19	-54,84	-53,66
	Mauritanie	20	36	30	47	30	53	50,00	47,22
	Niger	11	15	4	5	5	8	-54,55	-46,67
	Sénégal	227	345	233	364	233	387	2,64	12,17
	Togo	49	78	37	51	29	43	-40,82	-44,87
	Autres pays	129	209	176	265	163	271	26,36	29,67
Amérique du Nord		11	20	14	22	6	12	-45,45	-40,00
<i>Dont</i>	Canada	6	10	5	12	4	10	-33,33	0,00
	États Unis	5	10	9	10	2	2	-60,00	-80,00

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2017
au titre du regroupement familial (suite)

Continents / pays de nationalité		2008		2016		2017		% Évolution 2017/2008	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Amérique Centrale et du Sud		205	303	210	299	149	211	-27,32	-30,36
<i>Dont</i>	Argentine	3	5	2	3			-100,00	-100,00
	Brésil	57	81	26	32	14	17	-75,44	-79,01
	Chili	7	9	1	1	2	2	-71,43	-77,78
	Colombie	28	32	15	17	1	1	-96,43	-96,88
	Haïti	40	77	119	184	97	151	142,50	96,10
	Mexique	4	5	3	3	4	5	0,00	0,00
	Pérou	8	10	3	4	2	2	-75,00	-80,00
	Venezuela	2	2	5	6	4	6	100,00	200,00
	Autres pays	56	82	36	49	25	27	-55,36	-67,07
Asie		552	700	719	932	723	912	30,98	30,29
<i>Dont</i>	Chine (RPC)	191	213	257	296	237	294	24,08	38,03
	Corée du Sud	14	20	16	18	6	7	-57,14	-65,00
	Inde	40	57	67	98	54	73	35,00	28,07
	Japon	15	17	16	21	16	19	6,67	11,76
	Philippines	39	52	49	66	40	56	2,56	7,69
	Thaïlande	50	65	42	52	27	31	-46,00	-52,31
	Vietnam	68	100	71	92	52	68	-23,53	-32,00
	Autres pays	135	176	201	289	291	364	115,56	106,82
Proche et Moyen-Orient		208	352	117	224	114	211	-45,19	-40,06
<i>Dont</i>	Iran	10	13	12	14	9	9	-10,00	-30,77
	Israël	1	1	2	3			-100,00	-100,00
	Liban	69	101	28	51	19	29	-72,46	-71,29
	Pakistan	86	174	53	120	66	137	-23,26	-21,26
	Autres pays	42	63	22	36	20	36	-52,38	-42,86

Source: O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes; pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

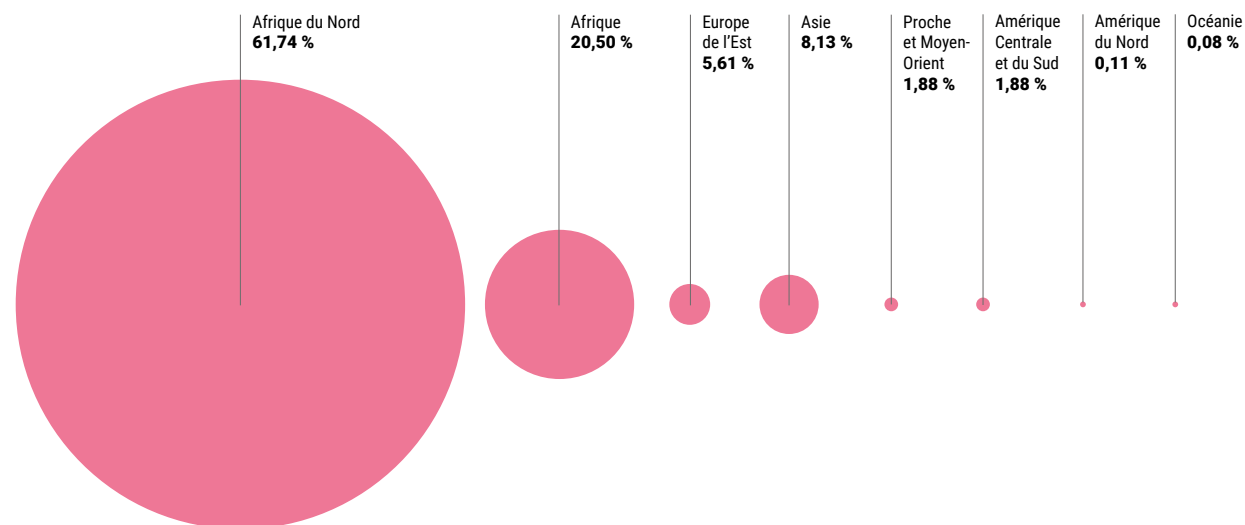
Immigration familiale

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2017 au titre du regroupement familial (suite et fin)

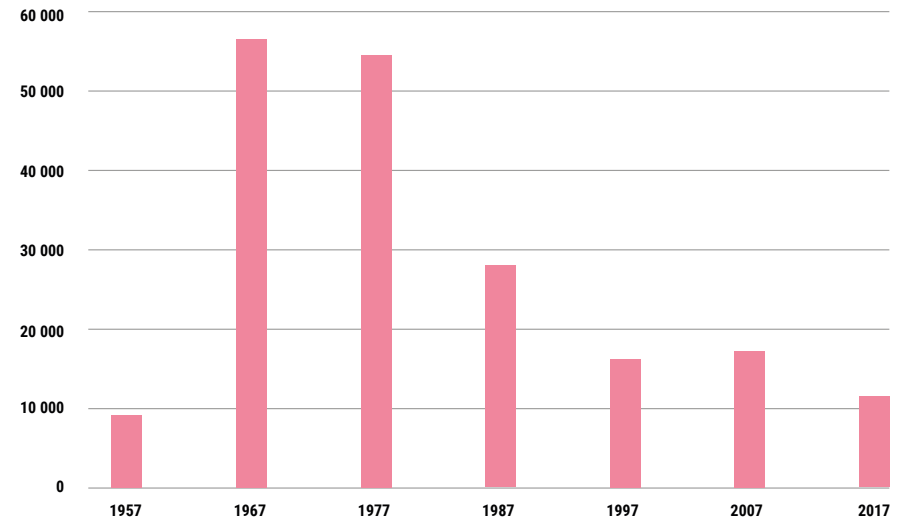
Continents / pays de nationalité		2008		2016		2017		% Évolution 2017/2008	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Europe de l'Est		1 427	2 400	529	723	490	629	-65,66	-73,79
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	25	31	18	26	13	13	-48,00	-58,06
	Bulgarie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Croatie	7	10	0	0	0	0	-100,00	-100,00
	Macédoine	23	37	6	8	3	6	-86,96	-83,78
	Moldavie	16	22	1	1	1	2	-93,75	-90,91
	Roumanie	1	1	0	0	0	0	-100,00	-100,00
	Russie	56	78	25	29	15	24	-73,21	-69,23
	Serbie	81	111	35	48	24	34	-70,37	-69,37
	Turquie	1 131	1 993	317	430	302	384	-73,30	-80,73
	Ukraine	31	42	17	20	23	27	-25,81	-35,71
Autres pays	56	75	110	161	109	139	94,64	85,33	
Océanie		0	0	4	7	3	9	-	-
<i>Dont</i>	Australie	0	0	2	3	0	0	-	-
	Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	-	-
	Autres pays	0	0	2	4	3	9	-	-
Nationalité indéterminée		4	7	0	0	7	7	75,00	0,00
Total général		11 732	16 626	9 178	12 300	8 228	11 211	-29,87	-32,57

Source: O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

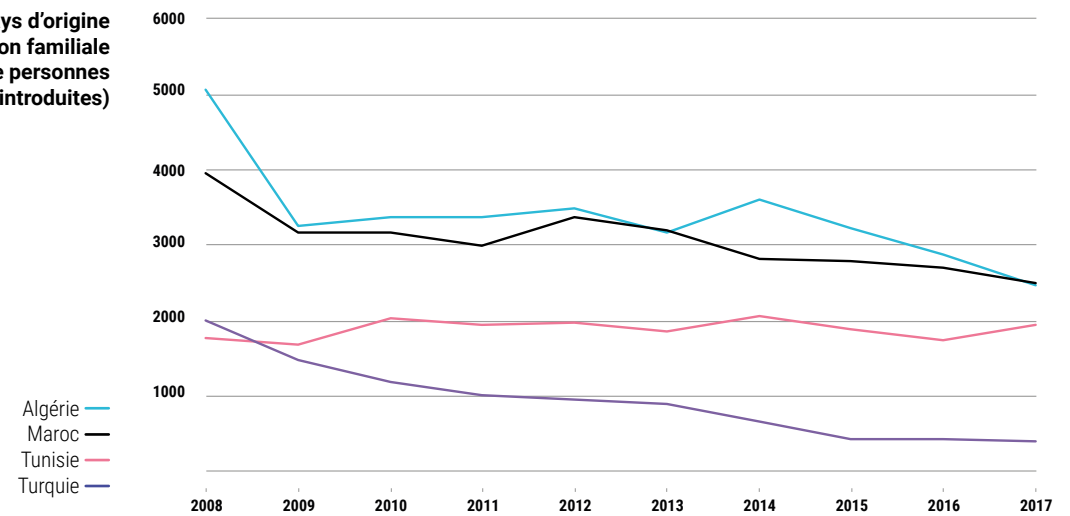
Répartition par continent, en 2017, de l'immigration familiale en France



Immigration familiale depuis 60 ans (nombre de personnes introduites)



Principaux pays d'origine de l'immigration familiale (nombre de personnes introduites)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

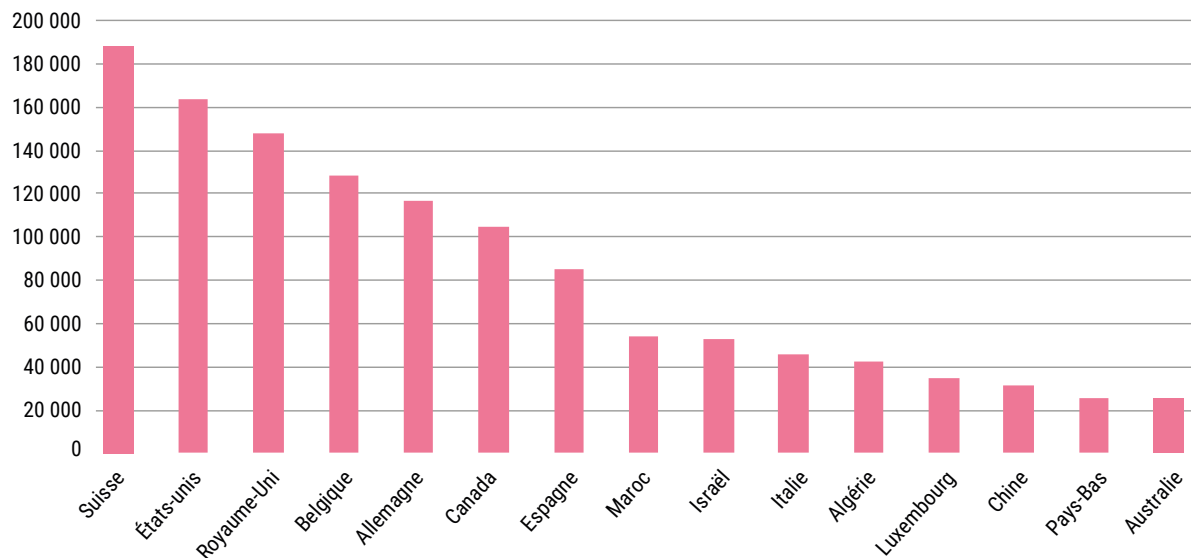
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2017 a augmenté de 39 331 personnes et s'élève à 1 821 519, soit une augmentation de 2,21 % par rapport à 2016.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 27,7 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 2,75 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 3,5 millions de personnes.

Les 15 pays où la présence française est la plus forte en 2017



En 2017, ces 15 pays représentent 68,2 % de la population française à l'étranger. Ce classement est exactement identique à celui de l'année dernière.

Registre des Français établis hors de France

Continents/Pays	2008	2016		2017		Variation en nombre 2017/2016	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2017/2016	Annuel moyen 2017/2008	Sur 10 ans
Europe occidentale	698 644	843 597	47,33	864 991	47,49	+ 21 394	2,54	2,40	23,81
<i>dont</i>									
Allemagne	106 842	118 331	6,64	116 388	6,39	- 1 943	-1,64	0,96	8,93
Andorre	3 885	3 114	0,17	2 888	0,16	- 226	-7,26	-3,24	-25,66
Autriche	7 168	9 215	0,52	9 666	0,53	+ 451	4,89	3,38	34,85
Belgique	90 588	124 978	7,01	127 558	7,00	+ 2 580	2,06	3,88	40,81
Chypre	1 291	1 409	0,08	1 418	0,08	+ 9	0,64	1,05	9,84
Danemark	4 258	5 695	0,32	5 773	0,32	+ 78	1,37	3,44	35,58
Espagne	82 050	84 730	4,75	85 121	4,67	+ 391	0,46	0,41	3,74
Finlande	2 353	3 059	0,17	3 157	0,17	+ 98	3,20	3,32	34,17
Grèce	10 154	10 086	0,57	10 072	0,55	- 14	-0,14	-0,09	-0,81
Irlande	8 448	10 161	0,57	10 723	0,59	+ 562	5,53	2,68	26,93
Islande	292	515	0,03	589	0,03	+ 74	14,37	8,11	101,71
Italie	46 224	44 112	2,48	43 877	2,41	- 235	-0,53	-0,58	-5,08
Luxembourg	24 809	34 839	1,95	35 872	1,97	+ 1 033	2,97	4,18	44,59
Malte	326	966	0,05	1 128	0,06	+ 162	16,77	14,79	246,01
Monaco	8 848	7 697	0,43	7 728	0,42	+ 31	0,40	-1,49	-12,66
Norvège	4 602	5 191	0,29	5 576	0,31	+ 385	7,42	2,16	21,16
Pays-Bas	21 282	25 685	1,44	26 131	1,43	+ 446	1,74	2,31	22,78
Portugal	13 864	16 488	0,93	17 432	0,96	+ 944	5,73	2,58	25,74
Royaume-Uni	112 660	140 224	7,87	147 506	8,10	+ 7 282	5,19	3,04	30,93
Suède	4 859	7 654	0,43	8 261	0,45	+ 607	7,93	6,07	70,01
Suisse	138 349	179 597	10,08	187 232	10,28	+ 7 635	4,25	3,42	35,33
Turquie	5 443	9 851	0,55	10 895	0,60	+ 1 044	10,60	8,02	100,17
Autres pays	49	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00

Source: Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2017.

Registre des Français établis hors de France (suite)

Continents/Pays	2008	2016		2017		Variation en nombre	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2017/2016	2017/2016	Annuel moyen	Sur 10 ans
								2017/2008	
Europe de l'Est	25 808	33 419	1,88	34 258	1,88	+ 839	2,51	3,20	32,74
<i>dont</i>									
Bosnie-Herzégovine	243	393	0,02	388	0,02	- 5	-1,27	5,34	59,67
Bulgarie	801	1 412	0,08	1 463	0,08	+ 51	3,61	6,92	82,65
Croatie	900	1 021	0,06	1 040	0,06	+ 19	1,86	1,62	15,56
Estonie	138	278	0,02	287	0,02	+ 9	3,24	8,48	107,97
Hongrie	2 133	2 564	0,14	2 644	0,15	+ 80	3,12	2,41	23,96
Lettonie	190	269	0,02	282	0,02	+ 13	4,83	4,49	48,42
Lituanie	289	431	0,02	455	0,02	+ 24	5,57	5,17	57,44
Macédoine	322	251	0,01	268	0,01	+ 17	6,77	-2,02	-16,77
Pologne	5 061	6 195	0,35	6 436	0,35	+ 241	3,89	2,71	27,17
République Tchèque	2 501	4 453	0,25	4 707	0,26	+ 254	5,70	7,28	88,20
Roumanie	2 483	3 945	0,22	4 149	0,23	+ 204	5,17	5,87	67,10
Russie	5 139	5 463	0,31	5 264	0,29	- 199	-3,64	0,27	2,43
Serbie	1 354	1 620	0,09	1 735	0,10	+ 115	7,10	2,79	28,14
Slovaquie	1 049	967	0,05	1 030	0,06	+ 63	6,51	-0,20	-1,81
Slovénie	638	735	0,04	740	0,04	+ 5	0,68	1,66	15,99
Ukraine	850	887	0,05	859	0,05	- 28	-3,16	0,12	1,06
Autres pays	1 717	2 535	0,14	2 511	0,14	- 24	-0,95	4,31	46,24
Amérique du Nord	185 151	259 390	14,55	267 666	14,69	+ 8 276	3,19	4,18	44,57
<i>dont</i>									
Canada	68 075	101 541	5,70	103 967	5,71	+ 2 426	2,39	4,82	52,72
États-Unis	117 076	157 849	8,86	163 699	8,99	+ 5 850	3,71	3,79	39,82

Source: Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2017.

Registre des Français établis hors de France (suite)

Continents/Pays	2008	2016		2017		Variation en nombre 2017/2016	Taux d'évolution (en %)			
		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2017/2016	Annuel moyen 2017/2008	Sur 10 ans	
						Amérique Centrale et du Sud				87348
<i>dont</i>										
Argentine	15225	12327	0,69	12496	0,69	+ 169	1,37	-2,17	-17,92	
Brésil	17773	20944	1,18	19942	1,09	- 1002	-4,78	1,29	12,20	
Chili	9763	11652	0,65	12252	0,67	+ 600	5,15	2,56	25,49	
Colombie	3701	5647	0,32	5799	0,32	+ 152	2,69	5,12	56,69	
Mexique	15378	18235	1,02	18745	1,03	+ 510	2,80	2,22	21,89	
Pérou	3063	3921	0,22	3945	0,22	+ 24	0,61	2,85	28,80	
République Dominicaine	2856	4023	0,23	3850	0,21	- 173	-4,30	3,37	34,80	
Uruguay	2642	2928	0,16	3011	0,17	+ 83	2,83	1,46	13,97	
Venezuela	4830	4231	0,24	4081	0,22	- 150	-3,55	-1,85	-15,51	
Autres pays	12117	17176	0,96	17732	0,97	+ 556	3,24	4,32	46,34	
Afrique du Nord	90118	116056	6,51	119271	6,55	+ 3215	2,77	3,16	32,35	
<i>dont</i>										
Algérie	34718	40717	2,28	41780	2,29	+ 1063	2,61	2,08	20,34	
Maroc	36818	52728	2,96	54043	2,97	+ 1315	2,49	4,36	46,78	
Tunisie	17980	22438	1,26	23324	1,28	+ 886	3,95	2,93	29,72	
Autres pays	602	173	0,01	124	0,01	- 49	-28,32	-16,10	-79,40	
Afrique francophone	107150	126089	7,07	125934	6,91	- 155	-0,12	1,81	17,53	
<i>dont</i>										
Bénin	3332	3797	0,21	3687	0,20	- 110	-2,90	1,13	10,65	
Cameroun	5567	6404	0,36	6331	0,35	- 73	-1,14	1,44	13,72	
Congo	3910	6921	0,39	6630	0,36	- 291	-4,20	6,04	69,57	
Côte d'Ivoire	11248	17034	0,96	17776	0,98	+ 742	4,36	5,22	58,04	
Djibouti	4691	4305	0,24	4012	0,22	- 293	-6,81	-1,72	-14,47	
Gabon	10402	10600	0,59	9795	0,54	- 805	-7,59	-0,67	-5,84	
Île Maurice	8270	11367	0,64	11778	0,65	+ 411	3,62	4,01	42,42	
Madagascar	19821	18012	1,01	17622	0,97	- 390	-2,17	-1,30	-11,09	
Mali	4559	8056	0,45	8577	0,47	+ 521	6,47	7,27	88,13	
Mauritanie	1896	1713	0,10	1703	0,09	- 10	-0,58	-1,19	-10,18	
Niger	1472	1428	0,08	1502	0,08	+ 74	5,18	0,22	2,04	
Sénégal	16882	20299	1,14	20374	1,12	+ 75	0,37	2,11	20,68	
Togo	2833	2588	0,15	2573	0,14	- 15	-0,58	-1,06	-9,18	
Autres pays	12267	13565	0,76	13574	0,75	+ 9	0,07	1,13	10,65	

Source: Ministère des Affaires étrangères, 2017.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Registre des Français établis hors de France (suite et fin)

Continents/Pays	2008	2016		2017		Variation en nombre	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2017/2016	2017/2016	Annuel moyen	Sur 10 ans
								2017/2008	
Afrique non francophone	16 602	19 353	1,09	19 289	1,06	- 64	-0,33	1,68	16,18
<i>dont</i>									
Afrique du sud	6 987	7 921	0,44	8 109	0,45	+ 188	2,37	1,67	16,06
Angola	1 710	1 766	0,10	1 617	0,09	- 149	-8,44	-0,62	-5,44
Cap-Vert	310	339	0,02	278	0,02	- 61	-17,99	-1,20	-10,32
Kenya	1 056	1 657	0,09	1 814	0,10	+ 157	9,47	6,20	71,78
Nigeria	1 666	1 594	0,09	1 485	0,08	- 109	-6,84	-1,27	-10,86
Autres pays	4 873	6 076	0,34	5 986	0,33	- 90	-1,48	2,31	22,84
Proche et Moyen-Orient	121 558	140 386	7,88	143 313	7,87	+ 2 927	2,08	1,85	17,90
<i>dont</i>									
Arabie Saoudite	3 909	6 143	0,34	6 173	0,34	+ 30	0,49	5,21	57,92
Égypte	5 579	6 030	0,34	6 034	0,33	+ 4	0,07	0,87	8,16
Émirats arabes unis	9 858	22 502	1,26	22 822	1,25	+ 320	1,42	9,78	131,51
Israël	56 585	50 640	2,84	52 982	2,91	+ 2 342	4,62	-0,73	-6,37
Jérusalem	17 099	20 496	1,15	19 348	1,06	- 1 148	-5,60	1,38	13,15
Liban	18 225	23 046	1,29	24 181	1,33	+ 1 135	4,92	3,19	32,68
Autres pays	10 303	11 529	0,65	11 773	0,65	+ 244	2,12	1,49	14,27
Asie - Océanie	94 035	142 814	8,01	144 944	7,96	+ 2 130	1,49	4,92	54,14
<i>dont</i>									
Australie	15 291	25 267	1,42	25 348	1,39	+ 81	0,32	5,78	65,77
Cambodge	3 053	4 880	0,27	4 994	0,27	+ 114	2,34	5,62	63,58
Chine	22 231	31 252	1,75	30 824	1,69	- 428	-1,37	3,70	38,65
Corée du sud	1 715	3 077	0,17	3 067	0,17	- 10	-0,32	6,67	78,83
Inde	8 669	9 571	0,54	9 303	0,51	- 268	-2,80	0,79	7,31
Indonésie	2 501	4 395	0,25	4 471	0,25	+ 76	1,73	6,67	78,77
Japon	7 942	9 722	0,55	10 252	0,56	+ 530	5,45	2,88	29,09
Nouvelle-Zélande	3 188	4 685	0,26	5 218	0,29	+ 533	11,38	5,63	63,68
Philippines	1 743	3 034	0,17	3 136	0,17	+ 102	3,36	6,74	79,92
Singapour	6 169	13 952	0,78	14 576	0,80	+ 624	4,47	10,03	136,28
Thaïlande	8 230	12 544	0,70	12 974	0,71	+ 430	3,43	5,19	57,64
Vietnam	8 391	12 783	0,72	12 949	0,71	+ 166	1,30	4,94	54,32
Autres pays	4 912	7 652	0,43	7 832	0,43	+ 180	2,35	5,32	59,45
Population inscrite totale	1 426 414	1 782 188	100,00	1 821 519	100,00	+ 39 331	2,21	2,75	27,70

Source: Ministère des Affaires étrangères, 2017.

En 2017, le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru de 39 331 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1. Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 3,5 % :

Amérique du Nord : + 4,18 %
 - Taux le + élevé : + 4,82 % (Canada)
 - Taux le + faible : + 3,79 % (États-Unis)

Asie - Océanie : + 4,92 %
 - Taux le + élevé : + 10,03 % (Singapour)
 - Taux le + faible : - 0,79 % (Inde)

2. Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 2 et 3,5 % :

Europe de l'Est : + 3,20 %
 - Taux le + élevé : + 8,48 % (Estonie)
 - Taux le + faible : - 2,02 % (Macédoine)

Afrique du Nord : + 3,16 %
 - Taux le + élevé : + 4,36 % (Maroc)
 - Taux le + faible : - 16,10 % (Autres pays)

Europe occidentale : + 2,40 %
 - Taux le + élevé : + 14,79 % (Malte)
 - Taux le + faible : - 3,24 % (Andorre)

3. Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 2 % :

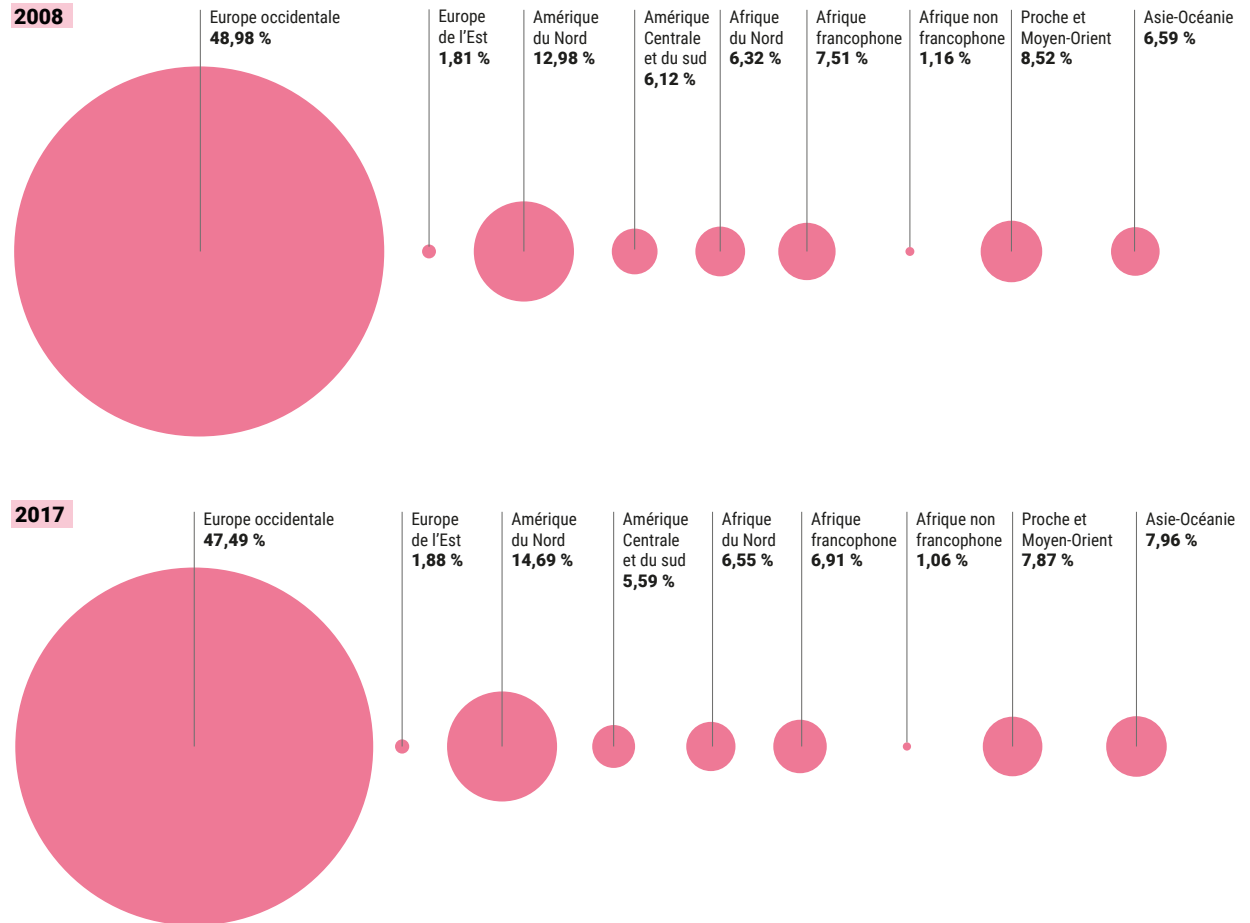
Amérique Centrale et du Sud : + 1,72 %
 - Taux le + élevé : + 5,12 % (Colombie)
 - Taux le + faible : - 2,17 % (Argentine)

Afrique Francophone : + 1,81 %
 - Taux le + élevé : + 7,27 % (Mali)
 - Taux le + faible : - 1,72 % (Djibouti)

Afrique non francophone : + 1,68 %
 - Taux le + élevé : + 6,20 % (Kenya)
 - Taux le + faible : - 1,27 % (Nigeria)

Proche/Moyen-Orient : + 1,85 %
 - Taux le + élevé : + 9,78 % (Émirats arabes unis)
 - Taux le + faible : - 0,73 % (Israël)

Répartition des Français selon les régions



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

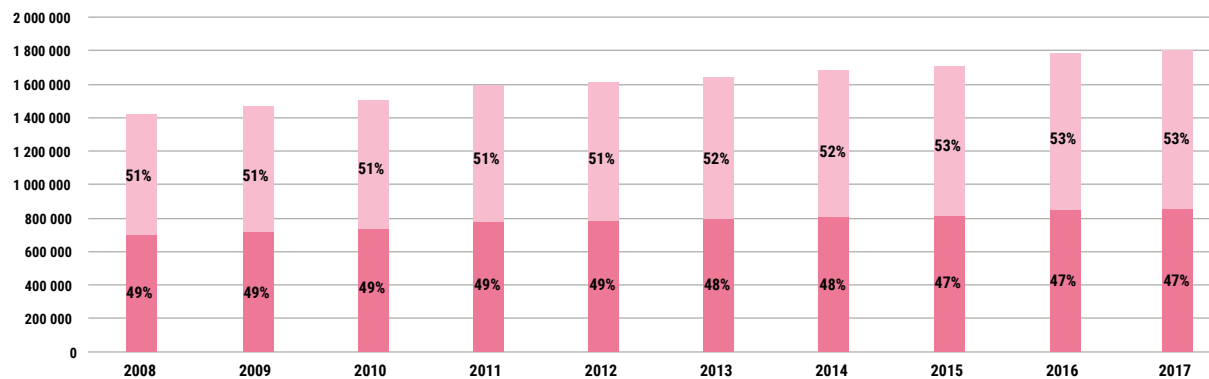
Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

**Évolution depuis 2008
du nombre de Français
à l'étranger**

Europe occidentale

Reste du monde



Par continent

Europe occidentale

Amérique du Nord

Proche et Moyen-Orient

Asie - Océanie

Afrique francophone

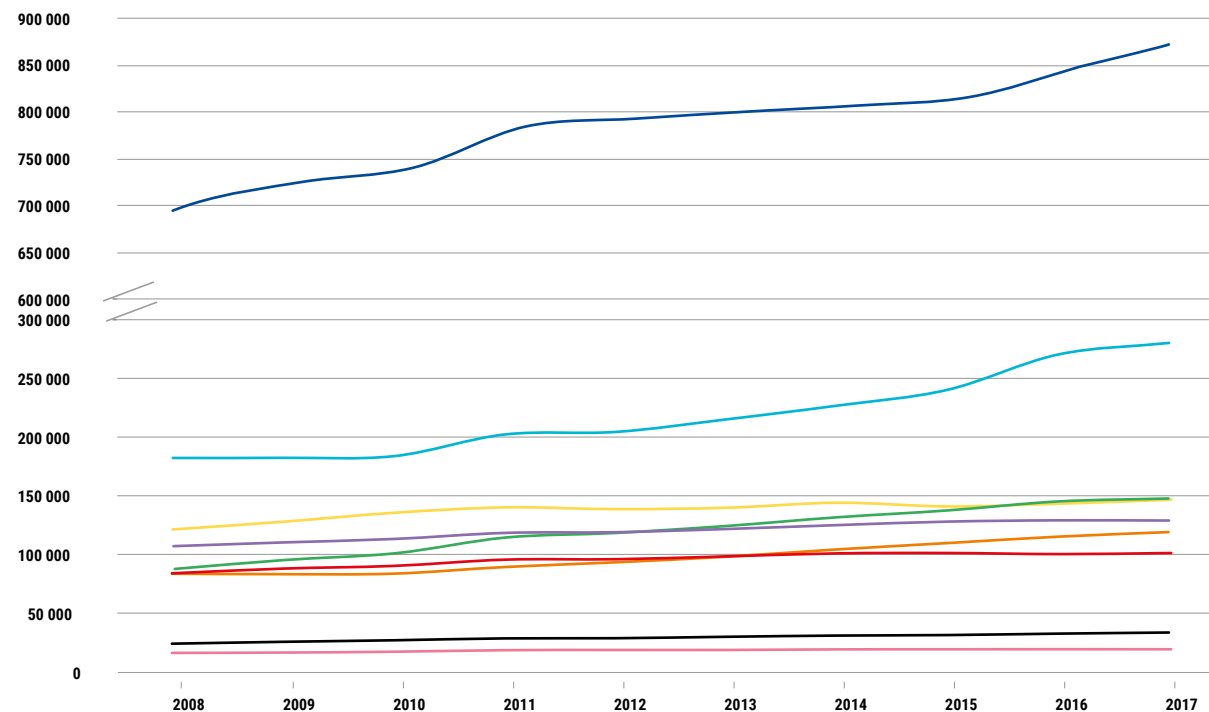
Afrique du Nord

Amérique centrale et du sud

Europe de l'est

Afrique non francophone

Nombre de français



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire

Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel

complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de Justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

CACSSS

la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale est un organisme spécialisé de la Commission européenne qui siège à Bruxelles. Elle se compose d'un représentant de la Commission et d'un représentant du gouvernement de chaque pays auxquels s'appliquent les règlements européens portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, à savoir les 28 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Elle est chargée de traiter les questions administratives et les questions d'interprétation découlant des dispositions des règlements de coordination, ainsi que d'encourager et de renforcer la collaboration entre les pays de l'UE.

Capital décès

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Contrôles administratifs ou médicaux

Vérifications d'ordre administratif ou médical (y compris les expertises) effectuées par les institutions du lieu de séjour ou de résidence, pour le compte des institutions compétentes ou débitrices, en vue de l'attribution ou de la révision de prestations de sécurité sociale. Les contrôles d'ordre administratif relèvent de la coopération et de l'entraide gratuite entre États, tandis que les contrôles d'ordre médical demandés par les caisses débitrices sont remboursables, soit au coût réel, soit sous forme de forfaits.

Conventions transfrontalières

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Créances présentées par la France

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Détachement de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Détachements « sortants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Factures (dépenses réelles)

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Frais de gestion

Ils sont calculés en appliquant un taux qui est variable selon les pays (Algérie : 6,5% [crédit] et 8,5% [débit], Belgique : 8%, Maroc : 8%, Polynésie française : 5,25%, Turquie : 7% [crédit] et 9% [débit]) aux montants des créances présentées afin de tenir compte des frais d'administration.

Pension d'invalidité

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

Pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens)

les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle)

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants.

Résidence hors de l'État compétent

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un État autre que l'État d'emploi ou que l'État débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires ou soins urgents

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Travailleur frontalier

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

SOURCES D'INFORMATION

Les données publiées dans l'édition 2017 de **Mobilité internationale, les données de la protection sociale** ont fait l'objet d'une collecte auprès des caisses françaises de sécurité sociale, des organismes de liaisons européens et de divers organismes.

Caisses françaises de sécurité sociale

BDF : régime de retraite des agents titulaires de la banque de France

CACSS-RATP : caisse de coordination aux assurances sociales du régime autonome des transports parisiens

Caf : caisse d'allocation familiale

CANSSM : caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines

CARCDSE, CARMF, CARPIMKO, CARPV, CAVAMAC, CAVEC, CAVOM, CAVP, CIPAV et CPRN : caisses de retraite des professions libérales fédérées au sein de la CNAVPL (caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales)

Carsat : caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

Cavimac : caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes

CCMSA : caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CGSS : caisse générale de sécurité sociale (dans les DOM)

Cnaf : caisse nationale d'allocation familiale

Cnam : caisse nationale de l'assurance maladie

Cnav : caisse nationale d'assurance vieillesse

CNB : caisse nationale des barreaux français

CNIEG : caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières

CNSE : centre national des soins à l'étranger

Cropéra : caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

CPAM : caisse primaire d'assurance maladie (en métropole)

Cramif : caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France

CPRP-SNCF : caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la société nationale des chemins de fer.

CRPCEN : caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

CRPCF : caisse de retraite du personnel de la Comédie Française

CRP-RATP : caisse de retraite du personnel de la régie autonome des transports parisiens

Enim : établissement national des invalides de la marine

MSA : mutualité sociale agricole

Sécurité sociale des indépendants (ex RSI) : artisans, commerçants et professionnels libéraux (uniquement la branche maladie pour ces derniers) rattachés progressivement au régime général depuis le 1^{er} janvier 2018

Autres organismes français

Agirc-Arrco : association générale des institutions de retraite des cadres - association pour le régime de retraite complémentaire des salariés

CDC : caisse des dépôts

MEAE : ministère de l'Europe et des affaires étrangères

MGEN : mutuelle générale de l'éducation nationale

Pôle emploi

O.F.I.I. : office français de l'immigration et de l'intégration

Organismes de liaisons européens

Allemagne : DRB (Deutsche Rentenversicherung Bund)

Autriche : Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger

Belgique : ONP (Office National des Pensions), SdPSP (Service des Pensions du Service Public) et INAMI (Institut National d'Assurance Maladie Invalidité)

Bulgarie : NOI (Национален осигурителен институт)

Chypre : MLSI (Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων)

Croatie : HZMO (Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb)

Danemark : Udbetaling Danmark

Espagne : INSS (Instituto Nacional de la Seguridad Social)

Estonie : Sotsiaalkindlustusamet

Finlande : KELA (Kansaneläkelaitos/ Folkpensionsanstalten) et ETK (Eläketurvakeskus)

Grèce : IKA (Idruma Koinonikon Asphaliseon)

Hongrie : ONYF (Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság)

Irlande : Department of Social Protection - Social Welfare Services

Islande : TR (Tryggingastofnun Ríkisins)

Italie : INPS (Istituto Nazionale della Previdenza Sociale)

Lettonie : VSAA (Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra)

Liechtenstein : AHV-IV-FAK (Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung)

Lituanie : SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba

Luxembourg : CNAP (Caisse Nationale d'Assurance Pension)

Malte : Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali

Norvège : NAV Pensjon

Pays-Bas : Sociale Verzekeringsbank et UWV (Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen)

Pologne : ZUS (Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków)

Portugal : IP - Instituto da Segurança Social

République-tchèque : CSSZ (Ceská Správa Sociálního Zabezpečení)

Roumanie : CNPAS (Casa Națională de Pensii Publice)

Royaume-Uni : DWP (Department for Work and Pensions)

Slovaquie : Sociálna poisťovňa

Slovénie : ZPIZ (Zavod za Pokojninsko in invalidskoZavarovanje Slovenije)

Suède : Pensionsmyndigheten et Försäkringskassan

Suisse : CdC (Centrale de Compensation)

Autre organisme européen

CACSSS : commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentés, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

DÉTAIL DES SOURCES PAR PARTIES

Partie 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES
CNSE

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE
SANTÉ
Les remboursements par la France
**CACSS-RATP, Cavimac, CCMSA, CNSE, CPAM,
CPRP-SNCF, CRPCEN, Enim, MGEN et Sécurité
sociale des indépendants**

Les remboursements dans le cadre de la
coordination
CNSE

INCAPACITÉ TEMPORAIRE
CPAM, CRPCEN et MSA

Partie 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

CAF et MSA

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTE d'AT-MP
**BDF, CACSS-RATP, CNIEG, CPAM, CPRP-SNCF
et MSA**

PENSION D'INVALIDITÉ
**BDF, Carsat d'Alsace, CDC, CNAVPL, CNB,
CNIEG, CPAM, Cramif, Cropéra, CRPCEN, CRPCF,
CPRP-SNCF, Enim, MSA et Sécurité sociale des
indépendants**

PENSION DE VIEILLESSE
**BDF, CCMSA, CDC, Cnav, CNAVPL, CNB, CNIEG,
CPRP-SNCF, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CRP-
RATP, Enim et Sécurité sociale des indépendants**

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
Agirc-Arrco

ALLOCATION DE VEUVAGE
CCMSA et Cnav

ALLOCATION DE DÉCÈS
Carmi, CRPCEN, CPAM et MSA

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

Pôle emploi

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

RÈGLEMENTS EUROPÉENS
Flux sortants
Cnam (base XI), CACSS-RATP, CRPCEN et MSA
Flux entrants
CACSSS
Détachement exceptionnel
Cleiss


ACCORDS INTERNATIONAUX ET PAYS HORS
CONVENTIONS
Détachement de droit commun
CACSS-RATP, CNSE, CRPCEN et MSA
Détachement exceptionnel
Cleiss

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGERS - FRANCE

Organismes de liaisons européens (voir supra)

PARTIE 7 : LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN
FRANCE
O.F.I.I.
IMMIGRATION FAMILIALE
O.F.I.I.
LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
MEAE

Directeur de la publication: Philippe Sanson
Réalisation: Direction des Études Financières
et Statistiques
Contact: defs@cleiss.fr
Création graphique:  Comme un Arbre! -
www.commeunarbre.fr



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11, rue de la Tour des Dames
75436 Paris CEDEX 09
Tél.: +33 1 45 26 33 41

www.cleiss.fr